



Library
of the
University of Wisconsin



1815

HISTOIRE
DES DEUX
CONCORDATS

DE 1801 ET DE 1802

HISTOIRE

DES DEUX

CONCORDATS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DE LA RÉPUBLIQUE CISAIPINE

CONCLUS EN 1801 ET 1803
ENTRE NAPOLEON BONAPARTE
ET LE SAINT-SIÈGE — SUIVIE D'UNE RELATION
DE SON COURONNEMENT COMME EMPEREUR DES FRANÇAIS
PAR PIE VII — D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS, EXTRAITS
DES ARCHIVES SECRÈTES DU VATICAN
ET DE CELLES DE FRANCE

PAR AUGUSTIN THEINER

PRÉFET DES ARCHIVES DU VATICAN, CONSULTEUR DE DIVERSES CONGRÉGATIONS, ETC., ETC.

TOME PREMIER

PREMIÈRE PARTIE : CONCORDAT DE 1801



BAR-LE-DUC. — L. GUÉRIN & C^o, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

V. PALMÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR

Palais-Royal, galerie d'Orléans, 12

rue de Grenelle-Saint-Germain, 25

1860

365888

JAN - 8 1931

DG 37

7-4

H
T

A MONSIEUR

PROSPER FAUGÈRE

DIRECTEUR DES ARCHIVES ET DE LA CHANCELLERIE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES A PARIS.

HOMMAGE

DE SINCÈRE ET RESPECTUEUSE AMITIÉ

AUGUSTIN THEINER

ROME, Vatican le 21 Novembre 1868, fête de la Présentation de la Sainte Vierge.

PRÉFACE

Quand parurent nos *Documents inédits sur les affaires religieuses de la France, pendant les dix années qui terminèrent le dernier siècle*, le public non-seulement daigna accueillir avec faveur ce travail, mais manifesta le désir de le voir continué, éclairci et complété par une *Histoire véritable du Concordat de 1801* (1). Le plan de ce nouvel ouvrage fut dès lors arrêté dans notre esprit. Toutefois les laborieuses publications, dans lesquelles nous étions engagé et qu'il nous tardait d'achever, nous ont contraint d'en différer l'exécution jusqu'à ce jour.

Un autre motif, décisif pour nous, de l'entreprendre, a été l'apparition si inattendue des *Mémoires du cardinal Consalvi*. En effet, quelque précieux et importants qu'ils soient, ils laissent malheureusement beaucoup à désirer sous le rapport de l'exactitude et de l'impartialité, conditions si nécessaires, pour l'intel-

(1) *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de la France, 1790 à 1800*, 2 vol. in-8°. Paris, 1857. Firmin-Didot frères.

ligence et l'explication du fond et de la nature des graves questions religieuses qui agitaient alors la France. Il est très-regrettable que ces *Mémoires* aient été rédigés sous l'impression d'une amertume et d'une irritation morales trop visibles, et que leur éminent auteur ait été empêché, par les occupations qui absorbèrent le reste de sa vie, de revoir et de corriger ce travail, ou, ce qui aurait encore mieux valu, de le refaire totalement.

On sait, en effet, que, pendant sa détention à Fontainebleau et dans son exil à Reims, il fut gardé à vue, espionné même, et que, n'ayant sous la main aucune espèce de documents à consulter, il fut réduit aux seules ressources d'une mémoire nécessairement fautive, quelque fidèle et vaste qu'on la suppose. C'est ce qui explique comment le cardinal Consalvi, confondant dans une même impression deux époques si distinctes, voit déjà dans le premier Consul de 1801 le Napoléon de 1810, porté, par la pente fatale de sa politique, à devenir malheureusement hostile à l'Eglise et adversaire du Saint-Siège. Mais dans la vie des plus grands hommes, il y a des moments et des actes qui, dans leur brusque transition, se relient difficilement les uns aux autres, et où il serait injuste de chercher un enchaînement logique et naturel. Les fautes subséquentes, échappées à la faiblesse humaine, ne peuvent ni ne

doivent détruire ou même diminuer la réalité de mérites antérieurs. Comment serions-nous plus sévère envers Bonaparte que Pie VII lui-même, qui avait eu à s'en plaindre plus que personne, et qui cependant déclara hautement, jusqu'à son dernier soupir, que l'Eglise devait lui être à jamais reconnaissante d'avoir relevé les autels et restauré le culte catholique en France ?

A nos yeux, le cardinal Consalvi a porté des jugements trop rigoureux et point assez équitables sur plusieurs personnes engagées avec lui dans les négociations du Concordat. Sa conscience le lui reprochait tacitement, comme il le déclare avec ingénuité dans ces mêmes *Mémoires*, quand il avertit le lecteur que, s'il trouve des contradictions ou des inexactitudes touchant les hommes, les événements ou les faits, il doit avoir recours aux dépêches écrites de sa main, pendant sa légation, sans s'arrêter à des détails nécessairement défectueux, puisqu'ils sont racontés après douze années, et qu'il ne pouvait pas alors consulter sa propre correspondance (1).

Il y a donc comme une réparation ou un acte de justice à accomplir envers cet illustre prince de l'Eglise, non moins remarquable par les vertus privées que par

(1) Et pourtant ces *Mémoires*, écrits *ab initio*, comme disent si bien les anciens, forment l'unique base de l'ouvrage de M. le comte d'Haussonville : *L'Eglise romaine et le premier Empire. 1800 à 1814*. Paris, 1868, 2 vol. in-8°.

son talent diplomatique. La moralité même de son caractère a été compromise par la publication de ses *Mémoires*, dont l'acrimonie et la partialité trop manifestes contrastent étrangement avec les appréciations calmes et modérées contenues dans ses dépêches. Ces pièces authentiques et intactes nous découvrent toute la sincérité de cette âme noble, élevée et équitable dans ses jugements sur les temps, les personnes et les choses, et certes ce contraste, avec le ton et le style des *Mémoires*, autant du moins qu'il est permis d'en juger par la traduction, est d'autant plus précieux qu'il nous dédommage et nous console du triste spectacle des passions trop communes de l'esprit d'intrigue et de parti.

Après avoir reconstruit l'*Histoire du Concordat de 1801*, nous traiterons celle du *Concordat de la République Cisalpine de 1803*, autre grande œuvre de Bonaparte, véritable rempart à l'abri duquel l'Eglise d'Italie, en butte aux persécutions les plus basses et les plus tracassières, recouvra des jours de paix et de liberté, hélas ! trop promptement écoulés.

Ces deux Concordats, tout incomplets qu'ils paraissent, si on les envisage en dehors du temps où ils furent conclus, n'en constituent pas moins les deux plus glorieux titres de Bonaparte, puisqu'ils l'élèvent au rang de pacificateur et de protecteur de l'Eglise. Ils exercèrent une influence considérable sur tous les Etats chrétiens

de l'Europe, et principalement sur l'Allemagne, où ils arrêtaient la guerre impie dirigée contre le catholicisme, et dont ils forcèrent les gouvernements de faire à l'Eglise de larges et honorables concessions. Tel est, peut-on dire aussi, le double fondement sur lequel reposa dès lors l'édifice de la grandeur croissante de Napoléon : du moins c'est ce qui aplanit et accéléra sa marche triomphale vers l'Empire. Porté au faite des honneurs et de la puissance par les vœux de la nation, il puisa à la même source la salutaire pensée de se faire sacrer et couronner par le vénérable chef de l'Eglise, Pie VII, afin d'apparaître au monde avec l'auréole sacrée du pouvoir, et de reproduire en sa personne, après mille années, l'imposante figure de Charlemagne. Il voulait sans doute que cet acte solennel imprimât le sceau de l'inviolabilité à ses conquêtes, et assurât en même temps à la dynastie, qu'il méditait de fonder, la durée, la prospérité, et les bénédictions du Très-Haut.

La négociation entamée à ce sujet entre le Saint-Siège et Napoléon I^{er} était aussi délicate et épineuse que surprenante et hardie. Nous en exposerons les intéressants détails, ce qui formera la troisième partie de cet ouvrage (1).

(1) L'ouvrage se compose de deux volumes : le 1^{er} contient la première partie, ou le *Concordat de 1801* ; le 2^e contient la deuxième partie, ou le *Concordat de 1803* et la troisième partie, ou le *Couronnement*, et se termine par les *Pièces justificatives* relatives aux trois parties.

Si le Pape accéda volontiers au désir ardent de l'Empereur, et consacra son front par l'onction sainte, il y fut décidé par la pensée de compléter ainsi l'œuvre des Concordats et d'obtenir de précieux avantages à l'Eglise : et voilà comment nous démontrons encore la corrélation ou l'enchaînement de ces faits religieux et politiques.

Nous nous attendons, il faut l'avouer, à provoquer, par cette histoire, les susceptibilités, l'opposition et peut-être les antipathies de plusieurs, car la traduction, publiée, des *Mémoires de Consalvi*, a réveillé bien des passions et des préjugés hostiles à Napoléon I^{er}, surtout en ce qui concerne la négociation du *Concordat de 1801*. Sous l'apparence d'un zèle, d'ailleurs mal déguisé, pour les intérêts de l'Eglise, l'on n'a pas craint de dénaturer les faits connus et louables, de se permettre des insinuations perfides et d'attaquer à la fois les deux mémoires, intimement liées et comme solidaires, du Pape et de l'Empereur.

Notre position et notre caractère, grâce à Dieu, nous mettent à l'abri de tout soupçon de partialité ou d'intérêts humains. La Prusse est notre patrie, et nous sommes étranger à la France. De plus, ministre du sanctuaire, malgré notre indignité, quel autre mobile que le pur amour de l'Eglise, de la vérité et de la justice, aurait pu nous guider dans ce travail ?

Nous l'affirmons avec cette assurance qu'inspire le témoignage d'une conscience nette, nous n'avons subi aucune influence, et toute tentative de ce genre eût été repoussée avec dédain sinon avec indignation. Venu à Paris pour puiser, dans les riches dépôts historiques qui s'y trouvent, les enseignements et les témoignages propres à remplir certaines lacunes de notre ouvrage, nous nous imposâmes la dure mais prudente obligation de ne visiter qui que ce fût, au risque même de sacrifier des devoirs de convenance ou d'amitié.

Notre excuse sera la nature même des temps, c'est-à-dire cet esprit de parti, si surexcité, si actif, si prêt à poursuivre jusqu'à l'ombre d'une intention, pour l'incriminer et la diffamer : l'on concevra donc que nous ayons recherché l'égide d'une telle réserve.

Toutefois nous ne pouvons nous abstenir d'adresser de sincères et publics remerciements, à notre honorable et savant ami M. FAUGÈRE, directeur des archives et de la chancellerie au ministère des affaires étrangères ; nous sommes trop redevable, pour le taire, à la généreuse bienveillance avec laquelle il nous a obtenu la plus entière liberté de consulter toutes les pièces du précieux dépôt qui lui est confié et de celui des archives de l'empire. Nous osons même le prier d'être l'interprète de nos sentiments de gratitude près des hauts personnages qui, par son entremise, ont permis

et favorisé nos recherches. Nous nous acquittons d'autant plus volontiers de cette dette sacrée, que, grâce à ces recherches, nous croyons avoir pu venger l'honneur de l'Eglise, du Saint-Siège et de la France, dénigré et souvent même outragé, au sujet de cette négociation des Concordats, par des historiens, peu éclairés, du temps, et malheureusement encore de nos jours.

PREMIÈRE PARTIE.

CONCORDAT DE 1801

LE CONCORDAT

DE 1801.

CHAPITRE PREMIER.

L'Eglise de France aux prises avec la Révolution.

Motifs religieux et politiques qui ont inspiré à Bonaparte l'idée d'un Concordat. — Deux églises s'offrent à lui : caractère de l'église constitutionnelle, destructive de toute religion. — Chefs de cette église ; prédiction de Burke à leur sujet. — Si la Constitution civile du clergé est conforme à la primitive église ; dénomination ridicule des diocèses. — Cette constitution est victorieusement combattue par les évêques et le clergé catholiques. — Prêtres assermentés ; protestations courageuses contre ce serment ; paroles de Mirabeau et de l'évêque d'Uzès. — Les 4 évêques apostats ; belles paroles de M. de Montlosier. — Exil des évêques légitimes : les intrus répondent à l'exposition des principes de ces derniers. — Sage conduite de Pie VI vis-à-vis de la révolution. — Sacre des évêques constitutionnels ; leur défaut de mission ; leur rage impie et sanguinaire : Fambcet, Lamourette, Grégoire, etc.

C'est un spectacle aussi grand qu'instructif, de voir Bonaparte, ce jeune guerrier, âgé à peine de trente ans, couvert déjà de tant de lauriers, cueillis sur les plus glorieux champs de bataille, devenu l'admiration de sa patrie et de l'Europe, rendre à la France son antique foi, et entamer, à ce sujet, une des plus célèbres négociations que nous offre l'histoire. Quelle secrète pensée lui a inspiré cette œuvre, qui, si l'on considère l'état social et moral de ce vaste pays, désolé par l'impiété la plus barbare, tout fumant encore du sang de la plus atroce des guerres civiles, sem-

CONCORDAT.

1

blait être la plus hardie et la plus difficile de toutes celles qu'avait déjà entreprises et qu'allait encore entreprendre ce grand homme ? Ce furent précisément ces deux circonstances, les ravages de l'impiété, les malheurs et les désastres de la guerre civile, qui firent comprendre à ce génie extraordinaire, le besoin et même la nécessité de rétablir en France l'Eglise catholique, et de raffermir ce beau pays sur ce roc inébranlable, sur cette Eglise, qui avait bravé et brisé les tempêtes de dix-huit siècles, et qui, seule encore, dans ces tristes jours, au milieu de ces orgies de l'enfer, dans l'immense majorité de ses vénérables et saints pasteurs et prêtres, s'était maintenue pure et sans tache, en remplissant le monde de l'éclat de ses vertus et de son héroïsme.

A son esprit pénétrant et éminemment pratique ne pouvait pas échapper la grande vérité, sentie et constatée par tous les siècles, tant de l'antiquité que de l'ère chrétienne, qu'il ne peut y avoir de société sans mœurs, de mœurs sans morale, de morale sans religion. Il comprenait trop bien que, sans Dieu et sans religion, la force matérielle est impuissante pour gouverner les hommes et surtout les empires. Qu'aurait-il pu faire avec une nation d'athées et une armée de sans-culottes, livrés à tous les excès de la licence, adonnés à tous les vices, familiarisés avec toutes les horreurs de la cruauté ? Qu'aurait-il pu faire, lui surtout, né pour le pouvoir et pour le gouvernement des Etats, que dans son ambition guerrière il rêvait sans cesse de se soumettre par son épée victorieuse, lui bercé de l'espérance, poursuivi du vague pressentiment de pouvoir un jour relever, pour s'y asseoir, le trône de saint Louis, que la Révolution venait de renverser ?

C'est donc sur la religion, dont la grandeur se montre de plus en plus à son âme élevée, qu'il veut construire le nouvel édifice social de la France, afin de fermer ainsi l'abîme des révolutions et d'enchaîner les factions. Son bon sens naturel, autant que sa première éducation dans le sein d'une famille modeste et patriarcale, attachée de cœur à l'antique foi comme tous les habitants de la Corse, le préserva des folies de ces prétendus restaurateurs du culte d'un *Etre Suprême*, de ces bouffons impies,

qui, depuis la Convention jusqu'au Consulat, s'étaient rendus si ridicules et si odieux. Le mauvais succès des farces religieuses, que venaient de jouer Robespierre et Reveillère-Lepaux, est trop récent pour que la pensée lui vienne d'en recommencer l'essai.

Deux Eglises, établies en France, s'offrent à lui : l'Eglise constitutionnelle et l'Eglise catholique, et il n'hésite pas à se déclarer en faveur de la dernière, quoique la première, née de la révolution, soit chère à tous les révolutionnaires, et doive par conséquent lui être chère aussi à lui, qui est devenu grand par la révolution : n'y a-t-il pas là quelque chose de mystérieux et comme un trait tout particulier de l'adorable Providence de Dieu ?

A son esprit altier, avide de tout gouverner et peu habitué à souffrir l'opposition, devait naturellement déplaire et même répugner l'ancienne Eglise qui, dans tous les siècles, par sa noble fierté et par son indépendance quant au spirituel, s'était tant illustrée, et qui, surtout dans ces tristes jours des persécutions, s'était acquis la sympathie et l'admiration de l'Europe même protestante (1). On aurait dû justement croire que ce qu'il fallait à Bonaparte c'était une Eglise, dont les pasteurs, les soi-disant évêques départementaux, dépourvus de tout sentiment de dignité, trembleraient à la moindre circonstance devant un simple huissier. Les prélats de cette Eglise servile n'aspiraient à d'autre liberté qu'à celle de souiller leur ministère, de s'immiscer dans les orgies impies d'une populace effrénée et sanguinaire : pour toute instruction religieuse, ils exhortaient leurs fidèles trompés et égarés « à ne se plus livrer qu'aux épanchements

(1) Qui pourrait lire sans émotion, le magnifique tableau que le célèbre Burke nous a tracé de ce vénérable épiscopat, et surtout de ceux de ses membres qui s'étaient réfugiés en Angleterre pour échapper à la mort. Voyez ses *Réflexions sur la révolution de France*. Londres 1790, pag. 308-312. Moins connu, mais aussi touchant et aussi bon est le témoignage qu'il rendit à ce même épiscopat, dans sa lettre du 20 Juillet 1791 à M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, un des prélats les plus distingués et les plus éloquents de la France, réfugié aussi en Angleterre. Nous l'avons publié avec la magnifique réponse de M. de Boisgelin : réponse qui honore l'un autant que l'autre. *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de la France, 1790 à 1800*, tom. I, n° 112 et 113, pag. 331-336.

« de l'amitié, aux transports du patriotisme et de l'union « fraternelle (1) » : élus par les clubs des Jacobins, ils se plaisaient dans leurs mandements, — où, au lieu de cette onction spirituelle inspirée par la piété, la grâce et la science du Saint-Esprit, on n'entendait que le langage des clubs et des cabarets, — à se nommer des « créatures du peuple », de ce peuple, qui bientôt les conduisait sur l'échafaud.

Cette déplorable Eglise ne pouvait pas attendre une existence plus honorable, et devait être frappée de mort et de malédiction par les suites naturelles de son origine, c'est-à-dire de la Constitution civile du clergé, décrétée le 12 Juillet 1790 par l'Assemblée nationale. Cette Constitution, en la considérant sous son vrai point de vue, n'est que le triomphe final de la conspiration du Jansénisme et de la philosophie impie du XVIII^e siècle contre l'Eglise ; les Jansénistes ont été de tout temps les alliés fidèles des philosophes.

Le célèbre Burke, Anglais et protestant, homme d'Etat et l'orateur le plus distingué de sa nation, nomma, par une admirable prévision, cette constitution, lorsqu'elle venait à peine d'être improvisée, un « Code infernal d'irréligion et « d'anarchie ». Avec cette même prévision, il devina la

(1) Paroles textuellement extraites de la lettre pastorale de M. Lalande, évêque du département de la Meurthe, datée le 29 Juin 1791 de Nancy. Rien de plus curieux que sa lettre au Pape, dans laquelle il lui annonce son élection à la manière des évêques jansénistes de Hollande, qui au moins n'étaient pas si sers jusqu'au cynisme, et plus prodiges dans leurs protestations hypocrites envers le Saint-Siège. La voici :

Lettre à Pie VI, Souverain Pontife.

Très-saint Père,

Ce n'est que malgré moi, et après la plus grande résistance, que je me suis chargé du diocèse du département de la Meurthe; de quels secours et de quelles forces n'ai-je pas besoin pour soutenir un pareil fardeau ? Voilà pourquoi je m'adresse à Votre Sainteté pour lui demander sa bénédiction pastorale, et lui confier que je veux toujours vivre dans la communion du Saint-Siège, et y vivre suivant l'esprit des canons et les monuments de la primitive Eglise. Ces sentiments seront toujours gravés dans mon cœur.

Je suis avec un profond respect, très-saint Père,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

LUC-FRANÇOIS LALANDE,

évêque du département de la Meurthe.

Donné à Nancy, en notre maison épiscopale, le 29 juin 1791.

Tel était, à quelques variantes près, le formulaire adopté par les évêques constitutionnels, pour annoncer au Pape leur élection.

pensée intime de ses auteurs. « On dirait », ce sont ses paroles, « que cette nouvelle constitution ecclésiastique n'est que momentanée et qu'elle est seulement préparatoire pour opérer « une destruction à venir et totale de la religion chrétienne, « de quelque nature qu'elle soit, lorsque les esprits des « hommes étant assez préparés, il sera temps de lui porter « le dernier coup » ; et certainement le mépris universel auquel on voua ses ministres était un gage assuré du succès de cet horrible dessein.

Burke

« Les élections de nouveaux ministres de cette Eglise, tant « évêques que prêtres », disait-il encore, avant qu'on en fût venu à les mettre en scène, « seront de dociles instruments « dans la main d'une bande de misérables, licencieux, entrepre- « nants, rusés, factieux et adulateurs (1) ».

En effet, ces nouveaux élus répondaient parfaitement au portrait que Burke, un an plus tard, nous en a si admirablement tracé. « N'a-t-on pas appelé aux évêchés, disait-il (2), « des hommes (s'ils en méritent le nom) qui n'avaient d'autres « mérites connus que d'avoir servi d'instruments à l'athéisme, « d'avoir jeté aux chiens le pain des enfants, d'avoir condamné « à mourir de faim les pasteurs leurs confrères, pour faire « regorger de leurs biens la horde entière des jureurs, des « brocanteurs, des agioteurs et des juifs, — des hommes qui « regardent leur infamie comme honorable; leur abaissement « comme une élévation; leur servile obéissance aux plus vils « tyrans comme leur liberté; et qui prennent pour des marques de respect et pour des hommages l'ironie et les insultes « de leurs dominateurs? »

Il est difficile à concevoir comment l'illustre historien de la Révolution française, M. Thiers, a pu faire l'éloge de la Constitution civile du clergé, et la trouver même conforme aux principes de la discipline de l'ancienne Eglise (3). Gré-

(1) *Réflexions sur la Révolution de France*, pag. 312 et 314.

(2) Burke : Lettre à un membre de l'Assemblée nationale de France. Londres, 1791.

(3) *Histoire de la Révolution française*. Paris, tom. 1, pag. 196, 11^e édition. Il est bien à

goire lui-même (1), le plus chaud défenseur de cette Constitution et un des premiers qui en aient recueilli les tristes avantages, ayant obtenu l'évêché de Loir-et-Cher, fait l'aveu suivant : « Dans cette Constitution, j'en conviens, l'autorité « du Pape n'est pas assez prononcée ».

D'abord, quant à la discipline de l'ancienne Eglise, fondée par les Apôtres et leurs disciples, elle ne connaissait pas certainement de métropoles, d'archevêchés et évêchés, attachés aux rivières et aux montagnes. D'après la Constitution de 1790, et c'est son côté le plus ridicule, les métropolitains et les évêques étaient désignés, non par le nom de la ville où ils étaient établis, mais par celui du département qui formait leur diocèse. On avait trouvé cette dénomination beaucoup plus conforme aux principes de l'égalité et à la destruction de toute prééminence et de tout souvenir de l'ancienne Eglise, qu'on méditait de renverser. Ainsi on disait, par exemple, « le métropolitain des côtes de la Manche », (de Rouen) ; « celui de Nord-Est », (de Reims) ; « celui de l'Est », (de Besançon) ; « du Nord-Ouest », (de Rennes) ; « du Centre », (de Bourges) ; « du Sud », (de Toulouse) ; « des côtes de la Méditerranée », (d'Aix), ou « l'évêque du département du Calvados », (de Bayeux) ; « celui du Pas-de-Calais », (de Saint-Omer) ; « de la Meuse », (de Verdun) ; « de l'Aisne », (de Soissons) ; « du Bas-Rhin », (de Strasbourg) ; « des Vosges », (de Saint-Dié) ; « des Côtes-du-Nord », (de Saint-Brieuc) ; « des Basses-Alpes », (d'Embrun), etc. Ces prélats semblaient donc n'avoir à gouverner que des rivières, des montagnes, des mers ; et c'est par cette raison probablement aussi que leur existence

regretter que l'illustre auteur n'ait pas donné dans cet ouvrage un juste développement aux débats eccésiastiques de ce temps, qui y jouèrent pourtant un si grand et si beau rôle. En atténuant l'horreur des crimes dans l'histoire, on la dépouille de son côté le plus utile, savoir : celui d'enseigner les peuples. Nous regrettons donc sincèrement ce défaut dans cette histoire, d'autant plus que M. Thiers, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, a consacré à ces débats des pages vraiment brillantes, qui font honneur à son talent et à son amour pour la vérité et à son impartialité envers l'Eglise. Nous prions d'avance l'illustre historien de nous excuser si parfois nous lui empruntons des recits entiers, parce qu'on ne pourrait guère les mieux tracer.

(1) Légitimité du serment, par Grégoire, pag. 25.

a été si flottante et ballottée par tous les orages du temps.

Cette Constitution a été victorieusement combattue par tous les évêques, députés à l'Assemblée nationale, au nombre de trente, dans un magnifique manifeste intitulé : *Exposition des principes sur la Constitution du clergé*, daté de Paris, le 30 octobre de la même année (1). M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, et l'un des signataires, l'avait rédigée, en y défendant les vrais principes de l'Eglise, sans plaintes, sans amertume, et avec une modération et une solidité qui eussent dû ramener des esprits moins prévenus. Boisgelin envoya le 9 novembre cette exposition à Pie VI, accompagnée d'une lettre touchante (2).

Plusieurs évêques, et notamment le courageux archevêque d'Auch, M. Louis-Apollinaire de la Tour-du-Pin-Montauban, avaient déjà précédemment, le 7 août de cette année, averti le Pape des dangers dont l'Eglise de France serait menacée par suite de cette Constitution (3).

Cent-dix évêques français, ou ayant des extensions de leurs diocèses en France, se joignirent aux trente évêques de l'Assemblée, en envoyant leur adhésion par écrit, et l'*Exposition des principes* devint ainsi un jugement solennel de toute l'Eglise gallicane.

Les curés et autres ecclésiastiques, députés à l'Assemblée nationale, suivirent le noble exemple de leurs pasteurs et publièrent, par un acte signé le 19 novembre, leur adhésion à l'*Exposition*, excepté un assez petit nombre, intimidé par les menaces des députés et du peuple.

Une opposition si unanime et si généreuse, devait naturellement provoquer la haine des ennemis de l'Eglise, dans le

(1) Cette Exposition se trouve imprimée chez l'abbé Barnet, dans sa précieuse collection ecclésiastique. Paris, 1791-1793, 14 vol. in-8°, tom. 1, pag. 131-232 ; comme aussi chez l'abbé Viviani : « Testimonianze della Chiesa di Francia sopra la cosa della costituzione civile del clero ». Roma 1791-1795 ; 16 vol. in-8°, tom. 1, IV, pag. 1-173. Ces deux collections se suppléent l'une l'autre ; la dernière fut faite par ordre de Pie VI, sous la direction du cardinal Geriti et du savant évêque de Venise, réfugié à Rome. Voir Theiner : *Monumenta inedita*, etc. tom. II, préface pag. 21.

(2) Theiner : *Documenta inedita*, etc. tom. 1, n° 118, pag. 298.

(3) Theiner, loc. cit. tom. 1, n° 94 et 95, pag. 294-295.

sein de l'Assemblée nationale, qui voulait à tout prix faire triompher son œuvre, c'est-à-dire la Constitution du clergé. Un décret, du 27 novembre de la même année, ordonna que tous les évêques et curés, qui n'auraient pas fait, sous huit jours, le serment de fidélité à cette Constitution, seraient censés avoir renoncé à leurs fonctions; c'était sans doute le moyen le plus sûr et le plus efficace pour pouvoir expulser d'un seul coup tous les évêques dont on prévoyait déjà le refus. Mais ce jour même, plusieurs ecclésiastiques, au nombre de 60, le trop fameux abbé Henri Grégoire, curé d'Embermesnil à leur tête, tous du côté gauche, s'étaient déjà empressés de faire ce serment.

Ce serment, comme le raconte Mgr l'évêque d'Uzès (1), par une fatale combinaison, a été proposé dans l'Assemblée par un juif et par un protestant : c'est ainsi que la synagogue et le protestantisme voulurent avoir aussi leur part au renversement de l'Eglise du Christ en s'unissant, à la dernière heure, aux Jansénistes et aux incrédules.

L'Assemblée nationale se réunit le 4 janvier 1791, jour désigné pour la prestation du serment par les ecclésiastiques siégeant dans son sein. C'est encore ici que se fit entendre la voix courageuse des évêques : Mgr de Bonnat, évêque d'Agen, et Mgr de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers, montèrent les premiers à la tribune et refusèrent ce serment en donnant, dans des discours éloquents, les raisons de leurs refus. Les autres évêques et tous les prêtres qui siégeaient à la droite, donnèrent aussitôt le refus le plus formel, malgré les cris furibonds de, *A la Lanterne*, qui retentirent de tous côtés dans la salle.

M. l'abbé Maury y appuyait les évêques de toute la force de son éloquence (2).

(1) Barruel, Collection ecclésiastique, tom. ix, pag. 17-20. C'étaient le fameux Barnave, protestant, et Kammerly, juif de Metz.

(2) Voyez ses beaux discours contre la Constitution civile du clergé et le serment, chez Barruel : Collection ecclési., tom. vi, pag. 254-329, et M. Poujoulat : Le cardinal Maury, sa vie et ses œuvres, Paris, 1855, pag. 174-188.

A la voix courageuse des évêques, s'unissait aussi la Sorbonne, qui protesta hautement en face de l'Assemblée contre ces deux œuvres de schisme, d'iniquité et d'hérésie, savoir la Constitution du clergé et le serment (1).

Mirabeau, ému de ce sublime spectacle, en sortant de cette mémorable séance, disait, dans son intelligence dépravée : « Par ma foi, si le profit est pour nous, il faut en convenir, l'honneur est pour eux ». Et l'évêque d'Uzès, M. de Béthisy, qui assistait aussi à cette séance, en envoyant le jour suivant à son clergé une relation touchante de cette journée tragique, disait avec bien plus de dignité : « Je ne suis pas sans espoir que cette journée ne sauve la religion en France, mais je suis sûr au moins qu'elle l'a gloriifiée (2) ».

Désormais, la raison ne siégeait plus dans cette Assemblée. La voix des généreux défenseurs de l'Eglise fut étouffée au dedans et au dehors, par les cris des députés et de la populace : « *Le Serment ou la Lanterne ! Plus d'évêques ! Plus d'évêques ! A bas ! ou le Serment !* »

Les évêques dispersés dans les provinces suivirent l'exemple de leurs collègues réunis à Paris. De cent trente-cinq évêques français, quatre seulement s'enrôlèrent sous l'étendard de la nouvelle Constitution. Ce furent le cardinal de Brienne, archevêque de Sens, et les évêques de Viviers, d'Orléans et d'Autun, sans y compter Mgr Gobel, évêque de Lydda, *in partibus*, qui n'était pas titulaire et n'appartenait pas comme suffragant de Bâle, pour la partie française du diocèse, rigoureusement parlant à la France. Tous ces prélats malheureusement se déshonorèrent bientôt tristement par leur conduite. M. de Brienne s'épargna la honte de

(1) Protestation de la Sorbonne, etc.

(2) Chez Barneval, loc. cit., tom. ix, pag. 48, et l'abbé Jager, dans son ouvrage classique intitulé : *Histoire de l'Eglise de France pendant la Révolution*. Tom. II, pag. 113, Paris, 1852, Firmin-Didot frères. La grande lutte de l'Eglise, au sujet du serment, y est traitée de main de maître. Ibid. pag. 49-171.

se voir dépouillé de la pourpre, en y renonçant à temps et en retournant à la vie privée (1).

MM. d'Autun et d'Orléans firent de même, prirent des fonctions civiles et contractèrent même des mariages. M. de Savines, évêque de Viviers, se signala par les excès les plus extravagants, et M. de Lydda finit sur l'échafaud.

C'est dès ce jour, le 4 Janvier 1791, que commença le grand et long deuil de l'Eglise de France, qui la conduisit bientôt à son glorieux martyre. M. de Montlosier, dans la séance du 8 Janvier, tenta en vain de sauver la cause des évêques déjà menacés de perdre leurs sièges, en y prononçant ces magnifiques paroles : « Je ne connais pas beaucoup
« les principes théologiques, dit-il (2), je ne crois pas cepen-
« dant qu'on puisse chasser les évêques de leur siège épisco-
« pal. Si cependant on les chasse, ils se retireront dans la
« cabane du pauvre qu'ils ont tant de fois visité et consolé ;
« si on leur enlève leur croix d'or, ils prendront une croix de
« bois ; c'est une croix de bois qui a sauvé le monde ! »

Malheureusement le farouche délire de la populace et la barbare iniquité des ministres de la nouvelle Eglise refusèrent à ces vénérables pasteurs cette modeste retraite. Leurs sièges furent occupés par des intrus, dits évêques départementaux ou constitutionnels. Les évêques légitimes, pour échapper aux mauvais traitements et aux outrages les plus infâmes, aux prisons et à la mort, durent se sauver par la fuite et se retirèrent en grande partie en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas, en Hollande, en Italie et en Espagne, en Portugal et même en Russie où ils furent accueillis avec les plus touchantes démonstrations de vénération et de charité. Ce fut surtout la généreuse Albion et Pie VI qui se distinguèrent le plus dans cette charitable hospitalité, en soulageant les malheurs de ces nobles con-

(1) Les pièces y relatives chez Thémex : *Documents inédits* etc., tom. 1, n° 18 et 25, pag. 28-32, 105-122.

(2) *Moniteur*, séance du 8 Janvier 1791, et Jager, *loc. cit.*, tom. 2, pag. 122.

fesseurs de la foi, qui venaient, par leur admirable conduite, racheter, en quelque sorte, les crimes de leur nation égarée; et, ce qui est plus admirable encore et plus providentiel, ils répandirent parmi leurs frères chrétiens, douloureusement séparés de la foi catholique, la bonne odeur de Jésus-Christ, l'amour et l'admiration pour cette même foi qui avait enfanté des héros si glorieux. L'Angleterre surtout date de cette époque son premier mouvement vers le catholicisme (1).

Plus de cinquante mille prêtres en France suivirent l'exemple de leurs évêques et, comme eux, confessèrent la foi dans les prisons, dans l'exil et sur les échafauds.

Les évêques intrus, députés à l'Assemblée nationale, pour se maintenir dans leur inique usurpation et la colorer aux yeux du peuple égaré, de même que pour exciter les prêtres faibles, chancelants, agités par l'esprit révolutionnaire, à suivre leur exemple, ne rougirent pas de défendre la Constitution civile du clergé et de combattre la célèbre « Exposition des principes », faite par l'épiscopat légitime. A leur tour, ils rédigèrent une sorte d'Exposition de principes, sans craindre les anathèmes du Pape, auquel ils eurent l'hypocrite insolence de l'adresser. Leur formule dérisoire de déférence et d'égards, leurs démonstrations extérieures de soumission et de respect étaient puisées presque textuellement dans les lettres que Luther avait écrites à Léon X au commencement de sa carrière de soi-disant réformateur. Leur ouvrage avait pour titre : « Accord des vrais principes de l'Eglise, de la morale et de la raison

(1) M. l'abbé Jager, d'après les récits de Parruel et d'Auribeau, nous a tracé un tableau touchant de cette émigration et surtout de l'admirable bienfaisance des Anglais envers ces glorieux confesseurs de la foi qui s'étaient réfugiés chez eux. *Histoire de l'Eglise de France* etc. tom. III, pag. 609-630. Pie VI n'hésita pas à en distribuer au roi d'Angleterre et à son peuple, comme à Burke et aux lords Stuart et Portland, qui s'y étaient tant signalés, de justes éloges, et à leur témoigner publiquement sa reconnaissance. Voyez tom. I de nos *Documents inédits*, n° 51, 53, 64-65 et 76, pag. 159, 194-201, 226-235. Mais rien n'égala la charité de Pie VI envers ces infortunés et vénérables ministres du Seigneur. Voyez notre préface du tom. II, pag. 8-34. Dans ce volume nous avons publié 350 lettres de 55 évêques français en Italie et en d'autres pays, adressées à Pie VI, dans lesquelles ils lui traient un tableau déchirant des malheurs de l'Eglise de leur patrie, et des souffrances auxquelles eux-mêmes étaient exposés dans leur long et pénible exil.

*par Jager
d'Anglais*

« sur la Constitution civile du clergé de France ». Il était signé par dix-huit évêques constitutionnels, qui se vantaient, à la fin de cet écrit, source empoisonnée et ramas impur d'erreurs et d'hérésies, d'avoir battu en brèche et « pulvérisé » l'Exposition des principes (1).

Pie VI, qui, au commencement de la tempête, avait cru devoir observer quelque ménagement, pour ne pas compromettre la cause de l'Eglise et des évêques et même celle du roi, causes que les perturbateurs de l'ordre avaient su si astucieusement identifier, éleva cependant bientôt sa voix majestueuse contre les attentats de l'Assemblée nationale et contre les faux pasteurs créés par elle. Dans son allocution du 29 Mars 1790, il avait déjà signalé tous les actes iniques émanés de la révolution contre l'Eglise (2), et dans son bref touchant du 10 Juillet de la même année, il prévenait le pieux roi des pièges qu'on tendait à sa religion par la nouvelle Constitution du clergé qu'on méditait déjà de faire sanctionner pour renverser l'Eglise et sa hiérarchie (3). Il écrivait dans le même sens à l'archevêque de Bordeaux et à plusieurs autres évêques (4). Quelle douleur perça l'âme de ce grand Pontife, quand il apprit que le roi, forcé par des actes de vio-

(1) Les laïques même prirent part à cette discussion et réfutèrent avec autant d'éloquence que d'érudition, la constitution civile et l'Accord. Nous ne citerons que M. de Vauvilliers : *Témoignage de la raison et de la foi contre la Constitution civile du clergé*; 2 vol. in-8°, Desaint; M. Bernardier : *L'Eglise constitutionnelle confondue par elle-même*; Paris, 1792; M. Mantrot : *Réfutation de l'Accord*, Paris, 1792; et M. de Toustain dans son ouvrage sous le titre de *Figures de la Bible*, Paris, 1792 : ouvrage remarquable par l'étendue des recherches, la nouveauté des observations et les grâces du style. Mais c'était surtout la Sorbonne qui s'était illustrée par la réfutation de la constitution et de l'Accord, comme l'observe M. l'abbé Jager : On compte jusqu'à quatre-vingts brochures écrites et publiées par elle sur la Constitution civile, toutes remarquables par l'érudition, la clarté, la force et la sagesse. Aussi éprouva-t-elle peu de défaites. Sur dix-huit cents docteurs dont la faculté était composée, on en compte à peine une trentaine qui eussent prêté le serment. C'était peu de chose pour un corps aussi nombreux. La révolution ne leur pardonna pas leur noble résistance. La municipalité de Paris leur défendit d'abord de tenir aucune espèce d'assemblée, ensuite suspendit leurs cours, leur retira leurs revenus, et détruisit ainsi (en 1791) la plus belle école de l'univers, celle à laquelle la France devait une partie de son illustration. *Histoire de l'Eglise*, etc., tom. II, pag. 134.

(2) Theiner, *Documents inédits*, etc., n° 1, pag. 1-4. — Le cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen, fut chargé par le Bref du 31 Mars, de communiquer cette allocution à tous les évêques de France. *Ibid.* n° 2, pag. 5.

(3) Theiner, *loc. cit.*, n° 3, pag. 5.

(4) Theiner, *loc. cit.*, n° 4-10, pag. 7-17.

lence inouïe, avait sanctionné cette Constitution! Quelles sont touchantes les lettres qu'il écrivit à ce sujet, au roi et à Madame Adélaïde (1)! Enfin, par les deux brefs du 10 Mars et du 13 Avril 1791, dont le premier est adressé aux évêques signataires de l'« Exposition des vrais principes », et l'autre à tout le corps épiscopal, au clergé et aux fidèles de France, il condamne solennellement la Constitution civile et le serment dit civique (2). Dans un autre bref du 19 Mars de l'année suivante (3), également adressé aux évêques, aux chapitres, au clergé et aux fidèles de France, il renouvella la condamnation qu'il avait déjà prononcée contre la Constitution du clergé et contre le serment, condamna les écrits lancés par les évêques intrus contre le jugement solennel du Saint-Siège dans les affaires ecclésiastiques de France, et notamment l'« Accord des vrais principes (4) », et exhorta avec des paroles graves, paternelles et touchantes, les évêques et les ecclésiastiques intrus à se reconnaître enfin et à se soumettre à l'Eglise, en leur accordant un terme non plus de quarante jours comme il l'avait d'abord prescrit, mais encore de « deux fois soixante jours »; et quand ce terme sera écoulé, alors encore, disait-il, « nous serons navré de tristesse, nous pleurerons, nous gémirons, nous sentirons nos entrailles se dessécher, comme si on nous arrachait nos propres membres ». L'abbé Barruel, l'éloquent interprète des sentiments de Pie VI, pouvait bien adresser à ces enfants égarés de

(1) Theiner, *loc. cit.*, n° 11, 12 et 16, pag. 18, 22 et 24.

(2) Theiner, *loc. cit.*, n° 19 et 21, pag. 28-32, 75-80. Pie VI envoya ces deux brefs au roi et à plusieurs évêques, accompagnés de lettres bien touchantes. Ibid. n° 23-25, 27-28, pag. 90-95.

(3) Theiner, *loc. cit.*, n° 39, pag. 125-137. Ce bref fut aussi remis au roi et à plusieurs évêques séparément avec des lettres particulières. Ibid. n° 41, 42, 44, 49, 50, pag. 142, 146, 150-158.

(4) L'ouvrage le plus remarquable contre la Constitution civile du clergé et contre l'Accord des évêques intrus, sous le point de vue doctrinal, est sans contredit celui de Mgr Berchet, de l'ordre de Saint-Dominique, et évêque de Città della Pieve dans les Etats du pape, le savant continuateur de l'histoire ecclésiastique du cardinal Orsi, et qui a pour titre : *Causa dei Vescovi costituzionali della Francia in risposta al loro libro intitolato : Accordo dei veri principi della Chiesa, della morale e della ragione sopra la costituzione civile del clero di Francia*. Italia (Roma) 1795, 1 vol. n. 3^e di pagin. 600. Cet ouvrage a été écrit par ordre exprès de Pie VI. Il est bien à regretter que le vertueux et saint abbé Thapt de Hastenac, glorieux martyr dans la funeste journée du 5 septembre 1792, n'ait pas pu achever contre le même Accord le travail qu'il avait promis à Pie VI. (Voyez ses lettres chez Theiner : *Documenta etc.*, tom. 4, n° 80-85 pag. 235-240.)

*livre
contre l'accord
civique*

l'Eglise, ces nobles paroles, empreintes de charité chrétienne (1) : « Lisez donc le bref du 19 Mars 1792 ; lisez « cet avis paternel et dites-nous si jamais le langage d'un « père, ce n'est pas dire assez, d'une mère, se fit entendre « avec plus de tendresse, avec une douleur plus déchirante à « des enfants rebelles ? S'ils restent insensibles, si tant d'amour « et tant de patience ne triomphent pas encore de leur obsti- « nation, et ne les font pas rentrer dans le sein de l'Eglise, quel « père faut-il donc qu'elle leur envoie pour les toucher et pour « les ramener ? »

Et en effet, ces trois brefs sont de vrais chefs-d'œuvre d'Exposition doctrinale et de polémique catholique, et peuvent, sous ce rapport, figurer à côté des plus beaux monuments qu'offrent les annales de l'Eglise.

Mais hélas ! la voix paternelle du vénérable Chef de l'Eglise ne fut point écoutée par ces apostats aveuglés et impies. M. de Talleyrand, évêque apostat d'Autun, devenu évêque départemental de Saône-et-Loire, consumma enfin le grand mystère d'iniquité envers l'Eglise en sacrant, le 24 Février 1791, dans l'église de l'Oratoire à Paris, les curés jureurs Epilly de Quimper et Marolles de Soissons, évêques des départements du Finistère et de l'Aisne. Il était assisté, dans cette cérémonie, de Gobel, évêque de Lydda *in partibus* et de Mirandot, évêque de Babylone. La cérémonie se fit de grand matin ; et, par politique ou par un reste de pudeur, on ne donna aucune solennité à cet acte. Quelques petits ecclésiastiques en surplis formaient tout le cortège de l'autel autour duquel régnait un silence de consternation. Les seuls personnages présents, dignes d'être cités, étaient Bailly, la Fayette et le président de l'Assemblée, dont la présence annonçait aux assistants que l'on sacrerait ces deux nouveaux élus, « de par le Corps législatif et en « son nom ». La cérémonie finie, ils furent conduits, revêtus des marques de leur dignité, au milieu de la populace, tambour bat-

(1) *Journal ecclésiastique*, Avril 1792, pag. 526.

tant, à l'Assemblée nationale, qui les reçut avec joie et applaudissements. Trois jours après, ils allèrent chez le roi, pour lui prêter le serment de fidélité, qu'ils ne devaient pas garder bien longtemps.

Cette consécration était une violation flagrante de la Constitution civile du clergé, qui prescrivait que les évêques devaient être sacrés par leur métropolitain respectif.

Le père Poiret, supérieur de l'Oratoire, prêtre aux mœurs douces, caractère faible, vieillard âgé de soixante-douze ans, se laissa malheureusement entraîner par Talleyrand à lui prêter son église pour cette cérémonie sacrilège. Ses religieux s'étaient enfuis, pour ne pas en être témoins. Regardant l'église comme profanée et souillée par un grand crime, ils n'y dirent plus la messe, avant qu'elle eût été lavée et purifiée par le pasteur légitime. Des cinquante-trois Pères qui se trouvaient dans les trois maisons de l'Oratoire à Paris, trois seulement avaient prévariqué. Les quarante-neuf restés fidèles ne tardèrent pas à se réunir pour mettre aux pieds de Pie VI l'hommage d'une soumission sans réserve ; leur protestation contre l'attentat de Talleyrand qui s'était emparé de leur église, contre l'intrusion de Poiret à Saint-Sulpice, contre la Constitution civile du clergé ; et leur adhésion formelle à l'« Exposition des principes » par MM. les évêques de l'Assemblée.

M. de Lydda, pour prix de sa complaisance, eut à opter entre trois départements et choisit celui de Paris, dont il prenait possession le dimanche 27 Mars 1791.

Ainsi, par la consécration de ces deux évêques, sans commission du pape, sans examen, sans profession de foi, sans le serment d'usage fait au Saint-Siège et malgré les protestations du chapitre de Quimper (ce siège étant vacant), et celles de l'évêque de Soissons, qui était encore vivant, le schisme venait d'être introduit dans l'Eglise de France ; événement qui préoccupait vivement et attristait toute l'Europe. Car la consécration de ces prélats était aussi irrégulière que leur élection. Ils n'avaient aucune juridiction légitime : si l'évêque d'Autun pou-

vait imprimer le caractère épiscopal à Epilly et à Marolles, il ne pouvait pas leur donner la mission qu'il n'avait pas lui-même, étant étranger à leurs diocèses ; d'autant plus qu'il n'était plus depuis son apostasie, dans la communion du Saint-Siège. Ainsi toute la mission de ces deux évêques se réduisait à celle qu'ils recevaient en vertu des décrets de l'Assemblée. Toute leur juridiction venait uniquement de l'Etat. Ces nouveaux évêques n'étaient, en réalité, que des schismatiques et des intrus ; et le peuple, si sensé dans son langage, les regardait comme tels en leur donnant le nom d'« évêques constitutionnels (1) ».

Au mépris de cette même Constitution, les nouveaux sièges se remplirent en foule ; Gobel devint le grand consécrateur de ces élus. Il en avait consacré neuf d'un seul coup à la messe de son installation, en dépit de la courageuse protestation de M. de Juigné, légitime archevêque de Paris.

Dans les provinces, des prêtres, dont l'opinion avait fait justice, des moines ardents à violer leurs règles, des hommes qui n'avaient d'autre mérite que d'avoir embrassé la Révolution avec chaleur, des prédicateurs exagérés du patriotisme, obtinrent les suffrages. En général, ceux qui s'étaient le plus distingués par leurs impiétés et leurs blasphèmes contre la religion, la royauté et les légitimes évêques, dans les clubs départementaux, avaient l'honneur d'obtenir un évêché (2). C'est ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, que Claude Fauchet, curé jureur, fut élu évêque du département du Calvados. Voici son serment, prononcé au club des Jacobins de Caen, en cette occasion : « Je jure
« une haine implacable au trône et au sacerdoce, et je consens,
« si je viole ce serment, que mille poignards soient plongés dans

(1) Nous empruntons ces détails à M. l'abbé d'Auribeau, auteur fort bien renseigné qui, avec l'assistance des évêques français réfugiés à Rome et en Italie, et par ordre de Pie VI et à ses frais, rédigeait ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la persécution française*. Rome 1793 et 1796, 2 gros vol. in-8°, tom. 2, pag. 603 et 604 et suiv. Voir aussi Jager : *Histoire*, etc., tom. 2, pag. 193 et suiv.

(2) M. l'abbé Jager nous donne une description belle, mais désolante de ces élections épiscopales. Tom. 2, pag. 190-229.

« mon cœur parjure, que mes entrailles soient déchirées et
 « brûlées, et que mes cendres, portées aux quatre coins de
 « l'univers, soient un monument de mon infidélité ». Profanateur
 de la chaire de vérité, il s'y déchainait contre les prêtres, ses
 collègues, restés fidèles à leur vocation et à leur évêque. Il ap-
 pelait le christianisme « une démocratie fraternelle; et Jésus,
 « ci-devant Christ, le Dieu populaire qui meurt pour la démocra-
 « tie de l'univers. Il disait que la décision du peuple était la voix
 « réglementaire du catholicisme. Il traitait d'impies ceux qui
 « refusaient de prêter le serment civique, le plus catholique qui
 « fût jamais et qui était la voix indéfectible du sacerdoce qui ap-
 « partient largement à tous les fidèles, la volonté des deux
 « patries, de la terre et des cieux. Il affectait de gémir sur le Pape
 « et les évêques, comme sur les déplorables frères qui abjuraient
 « la fraternité, la liberté monnénique, l'affection universelle et
 « la belle concorde. Il déclamait, en insensé, contre les monstres
 « (évêques et prêtres fidèles), qui assassinaient la loi du catholi-
 « cisme, incrustés dans les polices anti-sociales, ces tyrans qui
 « étaient mûrs, ce sceptre si bien façonné pour devenir dans la
 « main d'un despote, le baillon du peuple. Il n'y a pas eu encore,
 « ajoutait-il, de gouvernement catholique dans le monde : on ne
 « trouve avant la révolution de l'Amérique septentrionale, que
 « des politiques d'athées dans tous les gouvernements ; et il
 « n'en est pas un où les droits de la divinité et de l'humanité ne
 « fussent sacrifiés à l'infériorité des tyrans (1) ».

Cet homme perdu avait un des premiers, avec Condorcet et
 le club des Cordeliers, le 25 Juin 1791, excité la nation à faire
 proclamer la République et à faire le procès au roi, lorsque,
 dans son journal infernal, intitulé : *La Bouche de Fer*, il disait :
 « Il n'y a plus à délibérer : le peuple libre et souverain s'est
 « couvert en regardant avec mépris « le ci-devant roi ».
 « Voilà enfin un plébiscite, et la République est sanctionnée ».
 Si ces infâmes régicides ajournèrent un peu la perpétration de

(1) *Mémoires d'Auribeau*. Tom. II, pag. 835 et 903.

leur crime, c'est qu'ils furent un instant arrêtés par ces belles paroles du brave et loyal La Fayette : « Si vous tuez le roi, je vous prévienne, le lendemain, la garde nationale et moi, nous proclamons le prince royal » (1).

Quel épiscopat ! Faut-il s'étonner que, composé de tels hommes, il se soit trouvé presque au complet dans l'espace de quelques mois. Ces prétendus évêques trouvèrent bientôt plus commode, se moquant des prescriptions de la Constitution civile du clergé, de se sacrer les uns les autres et de se donner mutuellement l'institution canonique, parce que Talleyrand ne voulait plus se prêter à cette comédie, qui n'était nulle part goûtée du vrai peuple, et que Gobel, par ses fournées d'évêques, commençait déjà à tomber dans le discrédit. L'organisation de ce nouvel épiscopat avait été l'affaire des trois premiers mois de l'an 1791. Ces Messieurs furent installés avec l'appareil de la force, qui fut nécessaire dans certaines villes. A Meaux, l'orgue joua, pendant la messe et même au moment de l'élévation, le *Ça ira !* qui fut suivi du *Te Deum* (2).

On peut dire que les pasteurs de cette nouvelle Eglise, inaugurée et maîtrisée par les Jacobins, au lieu de paître leurs ouailles par les commandements de Dieu, étaient plus avides de s'abreuver de leur sang et surtout du sang de leur roi, auquel ils avaient pourtant juré fidélité.

Fauchet, évêque du Calvados, avait, dans la session du 10 Août 1792, donné son adhésion à la proposition du régicide et demandé la mise à prix de la tête du général de La Fayette.

Il s'était déjà signalé dans l'Assemblée par ses discours violents et impies contre les évêques légitimes et les prêtres non-jureurs, « en comparaison desquels », disait-il le 26 Octobre 1791, « les athées sont des anges ». Il conseilla ensuite de les faire chasser et écraser par toute sorte d'astuce

(1) Jager, *loc. cit.*, tom. II, pag. 372.

(2) Jager, *loc. cit.*, tom. II, pag. 215.

et de violence, et de les faire mourir par la faim (1). On peut affirmer, sans exagération, que les constitutionnels, tant évêques que prêtres, ont été les bourreaux de l'épiscopat et du sacerdoce catholique et de la monarchie, bien plus que les Jacobins eux-mêmes, puisque ce furent eux qui excitèrent et déchaînèrent la rage du jacobinisme contre l'Eglise et ses ministres et contre Louis XVI; ce furent eux qui préparèrent et amenèrent les massacres et les égorgements des évêques et des prêtres à l'Abbaye et aux Carmes, à Paris, dans ces jours funèbres mais glorieux pour l'Eglise, des 2 et 3 Septembre 1792, qui furent suivis bientôt par d'autres massacres de prêtres dans les provinces et reçurent leur complément affreux dans les noyades de Nantes (2).

Lamourette, autre évêque départemental du Rhône-et-Loire, dans la séance du 29 Août 1792, poussa sa rage barbare contre l'infortuné Louis XVI, déjà renfermé au Temple, jusqu'à demander qu'il fût séparé de la reine et de sa famille. La plume se refuse à reproduire les paroles inhumaines, prononcées en cette occasion, par ce sauvage.

Un autre membre de cette Eglise régicide, Henri Grégoire, évêque de Loir-et-Cher, dans la séance du 21 Septembre 1792, fut le premier à faire la motion expresse d'abolir tout à fait la royauté, en assurant ses collègues que toutes les dynasties étaient des races dévorantes, « ne vivant que de chair humaine, que les rois étaient dans l'ordre moral, ce que les monstres sont dans l'ordre physique », et que leur histoire était « le martyrologe des nations (3) ». Ce jour, fut proclamée la République, qui vint bientôt, par un décret du 5 Octobre, armée d'un nouveau calendrier, tenter d'effacer dans l'esprit du peuple tout souvenir de la religion et de la royauté.

(1) Jager, *loc. cit.*, tom. III, pag. 14, 100-106.

(2) M. l'abbé Jager nous a donné une description touchante de ces exécutions sanglantes. Tom. III, pag. 443-555.

(3) *Moniteur*, séance du 29 Août 1792; Jager, *loc. cit.*, tom. III, pag. 376. — *Moniteur*, séance du 21 Septembre 1792, pag. 1123 et 1135.

Ce fut lui aussi, Grégoire, qui poursuivit jusque dans son cachot Louis XVI, qu'il avait contribué à faire descendre de son trône et qui prononça, le 15 Novembre de la même année, à l'Assemblée, un discours long et véhément, où il parlait « des crimes, des trahisons et des perfidies » de ce prince, l'appelait un « bourreau », soutenait qu'il fallait le « traiter en ennemi », le mettre en jugement, et que son impunité serait un « outrage à la justice et un attentat », et déclarait enfin que « les rois, cette classe d'êtres purulents, furent toujours la lèpre du gouvernement et l'écume de l'espèce humaine ». Ce discours valut à l'orateur d'être nommé, le jour même, président de la « Convention ». Le 21 Novembre, répondant en cette qualité aux députés de la Savoie nouvellement conquise, il se fit encore applaudir par des tirades énergiques et démoniaques contre la royauté. « Les statues des Capets ont roulé dans la poussière, dit-il ; si quelqu'un tentait de nous imposer de nouveaux fers, nous les briserions sur sa tête... Périront tous les Français, plutôt que d'en voir un seul esclave !... » Il parlait dans le même sens, le 27 Novembre, à l'occasion de la réunion de la Savoie à la France, et fut chargé d'aller révolutionner ce pays (1).

Lorsque enfin allait se consommer le grand forfait, lorsque fut votée la condamnation à mort de l'innocent monarque, de dix-sept évêques constitutionnels, qui siégeaient à la Convention, deux seulement votèrent son bannissement, neuf furent pour la détention, les cinq autres se prononcèrent simplement pour la peine de mort. Grégoire, qui était en mission en Savoie pour révolutionner ce pays, pour en bouleverser les sièges épiscopaux et créer sur leurs ruines celui du Mont-Blanc, envoya son vote dans une lettre du 19 Janvier 1793, où il déclarait qu'il votait « pour la condamnation de Louis Capet, sans appel au peuple ». Depuis il applaudit à la mort de Louis XVI (2).

(1) *Moniteur*, numéro du 21 Novembre 1792 et le *Procès de Louis XVI*. (Recueil en 9 vol. à Paris, chez Debarre, au III.) Tom. 1, pag. 101 et 106.

(2) *Essai historique et patriotique sur les arbitres de la liberté*, par Grégoire. Paris, au II de la République. Didot, 4 vol. in-8°.

C'est ainsi que se souillèrent ces misérables, les pères de la nouvelle Eglise, devant Dieu et la postérité tout entière ! Y a-t-il lieu de s'étonner que ces mêmes hommes, peu de mois après, le 7 Novembre de cette même année, ne rougirent point de renoncer publiquement, en pleine assemblée, au christianisme, au milieu de scènes paternes et impies, qui révoltèrent même un Danton, le fameux chef des « frères rouges » et des « septembriseurs », lequel, à son tour, le 5 Avril 1794, expia ses crimes sur l'échafaud, et de professer comme seul « culte public » et « national », celui « de la liberté, de la sainte égalité, et de la raison ? » C'est ce que firent Gobel, évêque de Paris, et les évêques de l'Eure, de la Haute-Vienne, de la Meurthe et du Doubs. Leur exemple fut suivi par plusieurs prêtres et ministres protestants. Peu de jours après plusieurs autres évêques de la Convention et des provinces, au nombre de dix-sept, donnèrent le même scandale.

Plusieurs de ces évêques, au nombre de treize, contractèrent des mariages, et pour comble de honte il y en eut qui exhortèrent leurs prêtres à se marier aussi. Forné, évêque du Cher, commit l'infamie, le 12 Août 1793, de marier publiquement, dans sa cathédrale, un prêtre avec une religieuse, en y prononçant un discours dégoûtant contre le célibat ecclésiastique. Diot, évêque de la Marne, donna le même scandale. Pontard, évêque de la Dordogne, poussa l'impiété plus loin encore ; il osa célébrer les saints mystères, une pique à la main, avec le bonnet rouge sur la tête, et en présence de sa femme placée près de l'autel.

Environ douze mille prêtres (sans compter des religieux de différents ordres) égarés et encouragés par la turpitude de leurs évêques, se marièrent (1).

A l'aspect de ce triste spectacle, il y a bien lieu de dire : Telle vie, telle fin. Le juste châtiment de Dieu ne tarda pas à frapper plusieurs de ces misérables et ignobles évêques dès ce monde.

(1) Ces tristes faits se trouvent relatés, en abrégé, par M. Pieot : *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique du XVIII^e siècle*. Paris, 1815, tom. III, pag. 216, 258, et en détails dans : *Procès-verbaux de la Convention*, tom. XXV et XXVII ; *Journal prophétique*, rédigé en 1792 et 1793 par Pontard, renégat et évêque de la Dordogne ; *Annales de la Religion*, publiées en 1795 par Desbort, évêque constitutionnel de la Somme.

Cinq évêques constitutionnels payèrent de la vie leur honteuse apostasie de la foi, peu de semaines après, et furent guillotisés par leurs confrères eux-mêmes, les Jacobins ; c'étaient : Roux, métropolitain des côtes de la Méditerranée et les évêques Dumouchel du Gard, Fauchet du Calvados, Gobel de Paris, et Lamourette du Rhône-et-Loire, métropolitain du Sud-Est. Ce dernier, trois jours avant son exécution, avait le bonheur de se rétracter (1) ! On croit que Gobel fit de même (2).

(1) *Mémoires d'Auribeau*, tom. II, pag. 838, où cette rétractation se trouve imprimée. Voyez aussi la belle lettre de M. l'abbé Emmercy sur cette rétractation, chez Theiner : *Documents inédits*, tom. I, n° 141, pag. 441. Emmercy s'est trouvé en prison avec Lamourette.

(2) Picot : *Mémoires loc. cit.* tom. I^{er}, pag. 289. Voir aussi sur Gobel les lettres intéressantes de l'abbé Barruel, chez Theiner, *loc. cit.*, tom. I, n° 118-123, pag. 353-360.

CHAPITRE DEUXIÈME.

Le général Bonaparte et l'Eglise catholique avant le Concordat.

Ce qui fait la force et la faiblesse de l'Eglise constitutionnelle : pourquoi Bonaparte la menageait. — Son sympathique respect pour l'Eglise catholique : marques qu'il en donne. — Il s'empare peu à peu du pouvoir : la persécution contre le clergé durait toujours ; lui seul la fait cesser ; reconnaissance du clergé. — Pacification de la Vendée. — L'abbé Berlier.

Une Eglise, comme l'Eglise constitutionnelle, qui s'était mise au service de la Révolution et avait le plus sonné le tocsin contre la religion, contre l'épiscopat légitime, contre la royauté et contre tout l'ordre social, ne pouvait guère être la base sur laquelle Bonaparte voudrait élever le nouvel édifice social de la France; et pourtant, il la ménageait, assurément plus par crainte que par affection, et surtout par un noble sentiment d'humanité. Il faut aussi convenir que cette Eglise, au moment où Bonaparte, par une admirable disposition de la Providence, s'était emparé des rênes du gouvernement, était tant soit peu revenue de sa première licence et de son impiété. Elle gémissait, elle commençait à sentir l'état anormal et illégal de son ignoble existence. La journée du 7 Novembre 1793 et ses suites avaient couvert cette Eglise d'un opprobre ineffaçable : elle se trouvait moissonnée par les tristes événements dont nous avons fait mention, et lorsque ses évêques, après les jours de terreur, cherchèrent à se réunir, on en comptait à peine cinquante. Ils firent quelques tentatives pour se maintenir et pour se donner une organisation plus ecclésiastique ; mais leurs efforts, malgré leurs pompeuses lettres encycliques du 13 Mars et du 15 Dé-

cembre 1795, et malgré leur grossière vanterie d'un soi-disant Concile national, restèrent infructueux.

C'est surtout le Concile, composé de soixante-douze membres, dont vingt-six seulement étaient évêques, et dont les sessions commencèrent le 15 Août dans la cathédrale de Paris et se terminèrent le 12 Novembre 1797, qui fit voir au monde toute l'inanité de cette Eglise et la perversité de ses pasteurs. Il semble que les autres évêques rougissaient d'y prendre part. Le compte rendu qu'ils donnèrent ensuite, est, en vérité, plus digne de figurer dans les registres d'un club, que dans les actes d'un Concile. Et pourtant ces pères prennent un ton rempli de suffisance.

Pour s'assurer mieux l'assistance du Saint-Esprit, qui leur soufflait du quartier des Jacobins, dans leurs travaux importants pour la consolidation de leur Eglise, ces pères prêtèrent dans la session du 8 Septembre le nouveau et affreux « serment de « haine à la royauté ». Ils débutent ensuite par de furieux discours contre la Bulle de Pie VI *Auctorem fidei*, contre l'Inquisition et contre la souveraineté temporelle du Saint-Siège. Ils proposent d'inviter par des lettres encycliques les Eglises principales de l'Europe, même de l'Orient, à s'unir à eux, et mettent sous ce rapport toutes leurs espérances dans l'Allemagne, dans ce grand pays des penseurs, espérances fondées sur « ce qu'on « y comptait neuf mille écrivains, et sur ce qu'un pays où l'on « écrivait tant, était un pays où on lisait beaucoup, et où « conséquemment la masse des lumières ferait bientôt explo- « sion ». C'est ainsi que ces pères appelèrent à leur aide et pour soutenir leur Eglise les incrédules de tous les pays. Mais on alla plus loin encore, on combla d'éloges la fameuse *punctuation* d'Ems, le synode de Pistoie, les écrits impies d'Eybel, de Le-Plat, de Tamburini et autres semblables de cette époque, dont on espérait qu'ils amèneraient enfin « un « entier ébranlement du monde politique, et une secousse « générale qui allait faire écrouler l'inquisition et le despo- « tisme ». Pour faire preuve de leur zèle pour la religion,

les pères nommèrent des évêques aux sièges vacants au nombre de onze, et entre autres M. Ives Andrein, conventionnel et régicide furieux ; et pour s'illustrer aussi par la propagation de l'Evangile parmi les infidèles, ils érigèrent neuf évêchés, dans les colonies françaises, sans consulter les habitants ni ceux qui y jouissaient de la juridiction, et pour comble de ridicule et d'effronterie, ils prièrent le Pape non pas de confirmer l'érection de ces évêchés, mais de vouloir simplement les enregistrer dans le grand catalogue des évêchés de l'Eglise universelle ; enfin, ils lui demandèrent de vouloir leur envoyer « son baiser de paix » (*osculum pacis*), afin qu'ils pussent être considérés et respectés comme de vrais évêques catholiques : qualité que les Français, leurs compatriotes, aveugles et fanatiques, s'obstinaient encore à leur refuser à cause de leur attachement aux prêtres anticonstitutionnels et non-jureurs, « cette vermine de la royauté, cette fourmillière de prétendus administrateurs de diocèses qui, avec une bulle vraie ou fausse, se croient des êtres importants ». Cette obstination, disent-ils, est la seule cause du malheureux schisme qui déchire l'Eglise et l'Etat, et pour le terminer le plus tôt possible, ils conseillent encore au Pape de révoquer tous les brefs qu'il avait publiés depuis 1790 sur les affaires ecclésiastiques de France et notamment contre la Constitution civile du clergé.

C'est M. Lecoz, métropolitain du Nord-Ouest, président de ce conciliabule, qui offre sérieusement ces choses obligeantes au Pape, et qui semble déjà vouloir se rapprocher quelque peu de l'ancienne Eglise, en se nommant, pour la première fois, par un contre-sens incroyable, évêque-métropolitain de Rennes, et non plus évêque du département de l'Ille-et-Vilaine (1).

(1) Rien de plus curieux que les deux lettres écrites par ces pères à Pie VI, et où ils souscrivent : « Humilissimi, obedientissimi ac devotissimi fratres et filii, Concilium nationale celebrantes Lutetiae Parisiorum in ecclesia metropolitana Ul. Lecoz, Episcopus Redonensis metropolitanus, Concilio praeses. (Voir Theiner, *Documents inédits*, etc. tom. I, n° 148 et 149, pag. 461-464.) Les vénérables voûtes de Notre-Dame de Paris ont sans doute tremblé et frémi, quand les « frères » et « fils » transformés tout d'un coup en Jacobins, au lieu du *Veni creator* entonnèrent, à gorge déployée, l'odieux serment de haine à la royauté : cette Eglise qui a vu et qui a été illustrée par tant de glorieux rois de France !

Tout impuissante qu'était donc cette Eglise par manque de force morale, elle triomphait néanmoins, grâce à ce que tous les philosophes, les incrédules, les révolutionnaires de toute espèce se groupèrent autour d'elle, la protégèrent parce qu'elle avait vaillamment combattu et combattait encore sous leurs drapeaux. Elle occupait, en effet, tous les sièges épiscopaux. Elle seule, avec son bas clergé, installé sur toute la surface de la France, était autorisée à exercer le culte publiquement et sans aucune entrave, tandis que le vrai clergé catholique français subissait une proscription générale et languissait dans l'exil, dans les prisons ou dans des retraites ignorées. C'étaient donc les constitutionnels seuls qui, échappant honteusement aux coups des ennemis de la religion, se maintenaient en place, faisaient des évêques et tâchaient de se fortifier au dedans et au dehors.

Qui ne voudrait voir un admirable trait de la miséricorde de Dieu, au milieu de tant de désastres, en ce que cette Eglise, malgré les turpitudes dont elle s'était déshonorée et souillée, avait néanmoins, par la Constitution épiscopale, conservé un semblant, un simulacre de l'ancienne Eglise, maintenu ainsi son auguste souvenir, et rendu, par là, possible, et même facile, le retour vers elle. Quel aurait été l'avenir de la France religieuse, si dans son sein, ou mieux sur ses ruines, au lieu d'une Eglise épiscopale, s'était établie une pure Eglise presbytérienne ! C'eût été le plus grand des malheurs pour la France. Le fléau de l'impiété et de l'anarchie y serait probablement devenu permanent ; et un concordat entre ce pays et le Saint-Siège eût été une vraie impossibilité.

Bonaparte avait bien compris cette terrible agitation des esprits en France, et nous n'hésitons pas un moment à affirmer que, s'il avait voulu abandonner cette Eglise à son sort, comme tous les bons, et Rome même l'avaient désiré, il aurait fait retomber de nouveau la France dans l'affreux abîme dont il venait de la retirer. Cette crainte seule, qui, comme nous verrons, n'était que trop réelle, détermina Bonaparte à avoir

des égards pour cette malheureuse Eglise, et en cela, on peut le dire avec toute assurance, il a agi aussi bien dans l'intérêt de l'Eglise catholique que dans celui de l'Etat, en consolidant ainsi la paix religieuse et le repos public, dont la France avait tant besoin. Certes, Bonaparte n'avait aucune estime, aucune prédilection pour l'Eglise constitutionnelle : il n'avait pour elle que des paroles de compassion. Aucune louange, au sujet de cette Eglise n'est sortie de sa bouche. Il n'a jamais montré de sympathie vraie pour elle : au besoin même il lui commandait en maître. Au contraire, toutes les fois que nous le voyons en contact avec les évêques et dignitaires de l'Eglise catholique, il paraît enchanté et émerveillé de la grandeur de la vraie Eglise, et animé d'un vif désir de la rétablir dans toute sa splendeur autant qu'il pouvait dépendre de lui, autant que les tristes circonstances le lui permettaient.

On a bien mal jugé ce grand homme sous ce rapport. Des esprits mesquins ou malveillants l'ont même étrangement calomnié. L'historien consciencieux doit rejeter avec dédain ces imputations indignes : il est facile de les détruire, aujourd'hui que nous avons sous nos yeux sa correspondance.

Il y a deux hommes, bien distincts, en Bonaparte : Bonaparte, général et premier consul, et Bonaparte devenu l'empereur Napoléon I^{er}. Nous serons juste envers l'un comme envers l'autre. Si, dans le présent volume, nous racontons avec toute la conscience historique les grands bienfaits rendus par lui à l'Eglise, nous ne taïrons pas non plus, dans les volumes suivants, les grands torts que, comme empereur, il commit ensuite envers elle, en faisant remarquer toutefois les hommes et les circonstances, qui l'avaient poussé à en venir à de telles extrémités, le plus souvent malgré lui.

Qu'il nous soit permis, à l'appui de ce que nous venons de dire au sujet de Bonaparte et de ses idées sur l'Eglise, de reproduire quelques-unes de ses lettres. Qu'on ne se choque point de quelques expressions inexactes et peu mesurées, qui semblent refléter quelque peu les idées du temps. Il faut tou-

jours se ressouvenir que Bonaparte fut avant tout homme d'épée.

C'est surtout depuis sa première campagne en Italie, que Bonaparte manifesta hautement son attachement à l'Eglise. L'admirable conduite, pleine de sagesse et de modération, que le clergé italien avait suivie au milieu des bouleversements qui, pour la première fois, secouèrent sérieusement l'ancien état social de ce beau pays, avait exercé une grande influence sur l'esprit religieux de Bonaparte. Le clergé, en effet, fatigué de la persécution brutale et cynique, à laquelle il était en butte de la part de ses compatriotes, enivrés des prestiges de la nouvelle révolution, avait salué ce jeune héros comme son libérateur. Bonaparte, fier de ce témoignage d'estime, ne manqua pas d'en profiter pour se frayer plus facilement le chemin à ses victoires.

C'est donc pour nous un douloureux étonnement, de voir que des préjugés agitaient son âme au sujet de l'ancien épiscopat français émigré, qu'il ne connaissait que par les infâmes calomnies de ses bourreaux, et dans le sein duquel cependant il y avait certes des prélats, que leur science et leurs vertus mettaient au rang des Bossuet et des Fénelon : quant à la vertu, la mort héroïque de l'archevêque d'Arles, de l'évêque de Saintes et de plus de 120 prêtres, immolés par la fureur populaire dans les journées des 2 et 3 Septembre 1792, au couvent des Carmes à Paris, nous dispense de citer d'autres exemples. La science est magnifiquement attestée par les admirables mandements des évêques députés à l'Assemblée nationale et des autres, qui payèrent de l'exil leur courage à défendre les droits de l'Eglise. Plusieurs de ces mandements sont de vrais chefs-d'œuvre d'éloquence et de solide science canonique, et feraient assurément honneur à un Bossuet.

C'est ainsi que Bonaparte écrivait à M. Battaglia, magistrat honorable près la République cisalpine (1).

(1) *Correspondance de Napoléon I^{er} etc.* Paris, 1837, etc. tom. II, n^o 1347, pag. 284 : nous citons toujours l'édition in-4^o. Et Napoléon lui-même n'eût-il pas à son tour plus tard, et surtout depuis sa brouillerie avec le saint-siège, le malheur de créer et de s'entourer d'un épiscopat servil, qui s'est peut être encore plus abaissé devant lui que ne l'avait jamais fait l'épiscopat dans l'ancienne monarchie ? Cette servilité est une tache dans le premier empire, et l'une des causes de sa chute.

Milan, 12 nivôse an v. (1^{er} Jan. 1797.)

C'est avec plaisir que je saisis cette occasion, Monsieur, pour rendre justice au zèle que l'évêque de Bergame et son respectable clergé montrent pour la tranquillité publique. Je me convains tous les jours d'une vérité bien démontrée à mes yeux, c'est que « si le clergé de France avait été aussi sage, aussi modéré, aussi « attaché aux principes de l'Evangile, la religion romaine n'au-
« rait subi aucun changement en France ». Mais la « corruption
« de la monarchie avait infecté » jusqu'à la classe des ministres de la religion ; l'on n'y voyait plus des hommes d'une vie exemplaire et d'une morale pure, tels que le cardinal Mattei, le cardinal-archevêque de Bologne, l'évêque de Modène, l'évêque de Pavie, l'archevêque de Pise. « Je croyais quelquefois », en discourant avec ces personnages respectables, « me retrouver aux « premiers siècles de l'Eglise ».

BONAPARTE.

Les prêtres français, émigrés en Italie, pour n'avoir pas voulu adhérer à la Constitution civile du clergé ni prêter le serment, et stigmatisés pour cela du nom de réfractaires, trouvèrent en Bonaparte un généreux protecteur (1).

(1) Voici le décret qu'il fit en leur faveur :

PROCLAMATION.

Quartier général, Macerata, 27 pluviôse an v. (15 févr. 1797.)

La loi de la Convention nationale sur la déportation défend aux prêtres français réfractaires de rentrer sur le territoire de la République française, mais non pas de rester sur le territoire conquis par les armées françaises.

La loi laisse au gouvernement français la faculté de prendre sur cet objet les mesures que les circonstances peuvent exiger.

Le général en chef, satisfait de la conduite des prêtres réfractaires réfugiés en Italie, ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Les prêtres réfractaires sont autorisés à rester dans les États du pape, conquis par l'armée française.

ART. 2.

Il est défendu, sous les peines les plus sévères, aux individus de l'armée, aux habitants, prêtres ou religieux du pays, de molester, sous quelque titre que ce soit, les prêtres réfractaires.

ART. 3.

Les prêtres réfractaires sont mis en subsistance dans les différents convents, où il leur sera accordé par les supérieurs, le logement, la nourriture, la lumière et le feu.

Quel éloge, d'ailleurs bien mérité, ne donne-t-il pas au vénérable archevêque de Gènes, M^{re} Jean Lercari, mort le 18 Mars 1802, à propos de sa belle lettre pastorale dans laquelle il avait exhorté son clergé et ses fidèles à reconnaître le nouveau gouvernement de la République Ligurienne, inaugurée le 13 Mai 1797, et réunie ensuite à la France (1).

Au citoyen Archevêque de Gènes.

Quartier général, Passariano, 24 fructidor an v. (10 Sept. 1797.)

Je reçois dans l'instant, citoyen, votre pastorale du 5 Septembre. J'ai cru entendre un des douze apôtres. C'est ainsi que parlait saint Paul. Que la religion est respectable lorsqu'elle a des ministres comme vous ! Véritable apôtre de l'Évangile, vous inspirez le respect, vous obligez vos ennemis à vous estimer et à vous admirer ; vous convertissez même l'incrédula.

Pourquoi faut-il qu'une Eglise, qui a un chef comme vous, ait de misérables subalternes qui ne sont pas animés par l'esprit de charité, de paix ?

Leurs discours ne respirent pas cette touchante onction de sentiment qui est le style de l'Évangile. Jésus-Christ mourut plutôt que de confondre ses ennemis autrement que par la foi.....

J'espère sous peu être à Gènes ; un de mes plus grands

ART. 4.

Les supérieurs des convents donneront à chaque prêtre réfractaire, 15 livres de France par mois pour leur habillement et entretien, sur lesquelles les prêtres réfractaires devront compter la valeur de leurs messes.

ART. 5.

Le supérieur de chaque convent devra remettre au commandant de la place le nom, l'âge et le pays des prêtres réfractaires qui sont en subsistance dans son convent. Les prêtres réfractaires prêteront serment d'obéissance à la République française entre les mains du commandant de la place.

ART. 6.

Les administrations centrales, la municipalité, les généraux commandant les différents arrondissements, les commandants de place, sont spécialement chargés de l'exécution du présent ordre.

ART. 7.

Le général en chef verra avec plaisir ce que les évêques et autres prêtres charitables feront pour améliorer le sort des prêtres déportés.

BONAPARTE.

(Correspondance, tom. II, n^o 1498, pag. 431.)

(1) Correspondance, tom. III, n^o 2162, pag. 379.

plaisirs sera de vous voir. Un prélat, comme Fénelon, l'archevêque de Milan, l'archevêque de Ravenne, rend la religion aimable en pratiquant toutes les vertus qu'elle enseigne, et c'est là le plus beau présent que le ciel puisse faire à une grande ville et à un gouvernement.

Croyez, je vous prie, aux sentiments d'estime et à la haute considération que j'ai pour vous.

BONAPARTE.

Mais il témoigne sa bienveillance envers l'Eglise d'une manière plus explicite encore dans sa lettre à M^{re} Gabini, évêque de Malte, qui avait bien accueilli les troupes françaises lors de leur passage pour l'Egypte, et beaucoup aidé Bonaparte, par sa sagesse et son influence populaire, à se mettre presque sans coup férir en possession de cette île, qui avait résisté autrefois à toutes les forces ottomanes, et de la cité *La Valette*, réputée imprenable (1).

A l'Evêque de Malte (Mgr Gabini).

A bord de l'Orient, devant Malte, 24 prairial an vi. (12 Juin 1798.)

J'ai appris avec un véritable plaisir, Monsieur l'évêque,

(1) *Correspondance*, tom. iv, n° 2638, pag. 188. On a, ce nous semble, exagéré la conduite de Bonaparte en Egypte à l'égard des Turcs en l'accusant de s'y être fait presque disciple de Mahomet. Nous convenons que dans ses proclamations aux Egyptiens, des 3 et 4 Juillet, au cheik de la Mecque, du 25 Août, et au cheik El-Mosam, du 28 Août 1798 (*Corresp. de Napoléon I^{er}*, tom. iv, n° 2723, 2746, 3110 et 3148, pag. 269, 281, 567 et 586), se trouvent quelques expressions aventurées, qui peuvent blesser le sentiment chrétien : mais il faut savoir que des agents anglais et russes, au moment du débarquement de l'armée française en Egypte, avaient répandu parmi les Turcs les bruits les plus sinistres et les plus alarmants en la faisant passer pour une bande de brigands, d'assassins et d'impies, afin d'exciter plus facilement leur fanatisme religieux contre les Français, qui comme *Franchi* depuis les croisades, avaient laissé de grandes préventions contre eux : préventions que les ennemis de la France avaient souvent si habilement exploiter parmi les peuples de l'Orient. Bonaparte s'empressa, probablement pour cette raison, de prévenir une guerre religieuse, qui aurait pu devenir très-dangereuse, en proclamant hautement le maintien et la liberté du culte musulman, et l'inviolabilité des lieux des mosquées. Le clergé Turc est très-jeloux de la conservation de ses biens et ne se résout pas à s'en laisser impunément dépouiller. Le sultan actuel, auquel les Européens avaient conseillé de s'emparer des propriétés des mosquées pour améliorer le trésor de l'Etat, a été obligé d'y renoncer par crainte d'une révolution générale parmi ses sujets. Qu'on n'accuse donc pas trop Bonaparte à cause de sa conduite envers l'islamisme. Les souverains chrétiens, au cours de leur zèle pour l'Evangile, depuis François I^{er} jusqu'à nos jours, ont fait des concessions bien plus larges et bien plus déshonorantes que Bonaparte, et ces concessions n'existaient pas, comme chez lui, en des paroles lancées et stériles, mais malheureusement en des faits bien vécus, qui tournèrent tant au détriment de la chrétienté et de l'Eglise.

*Le fait
est tout à fait
inexact*

la bonne conduite que vous avez eue, et l'accueil que vous avez fait aux troupes françaises.

« Vous pouvez assurer vos diocésains que la religion catholique, apostolique et romaine sera non-seulement respectée, mais ses ministres spécialement protégés ».

Je ne connais pas de caractère plus respectable et plus digne de la vénération des hommes qu'un prêtre qui, plein du véritable esprit de l'Evangile, est persuadé que ses devoirs lui ordonnent de prêter obéissance au pouvoir temporel et de maintenir la paix, la tranquillité et l'union au milieu d'un diocèse.

Je désire, Monsieur l'évêque, que vous vous rendiez sur-le-champ dans la ville de Malte, et que, par votre influence, vous mainteniez le calme et la tranquillité parmi le peuple. Je m'y rendrai moi-même ce soir. Je désire que, dès mon arrivée, vous me présentiez tous les curés et autres chefs d'ordres de la ville de Malte et des villages environnants.

Soyez persuadé, Monsieur l'évêque, du désir que j'ai de vous donner des preuves de l'estime et de la considération que j'ai pour votre personne.

BONAPARTE.

Bonaparte, revenu de l'Egypte, couvert de gloire, acclamé avec enthousiasme par toute la nation et devenu par les actions hardies exécutées dans les célèbres journées des 18 et 19 brumaire an VIII (10 et 11 Novembre 1799), le principal Chef de l'Etat, tenait une conduite de plus en plus bienveillante envers l'Eglise.

Après la chute du Directoire, cette caserne *des Bavards* et *des Radoteurs*, comme l'appelait Bonaparte dans son langage militaire, le gouvernement de la République fut par intérim confié à une Commission consulaire, composée de Bonaparte et des ex-directeurs Sieyès, Roger-Ducos; Sieyès cet ex-abbé, vieux renard qui, depuis l'Assemblée nationale, avait joué le premier rôle, se flattait de pouvoir le jouer encore dans cette nouvelle réorganisation de la France. Mais

Ducos l'en détrompa après le premier Congrès consulaire, tenu le 12 Novembre, en lui disant : « Vous voyez bien que c'est le général qui préside ». Sieyès fut tellement frappé de la hardiesse et de la supériorité de Bonaparte, qu'il déposa tout espoir en disant au sortir de cette séance à ses amis étonnés comme lui : « A présent, Messieurs, nous avons un maître, il sait tout, il fait tout et il peut tout ».

La nouvelle Constitution dite de l'an VIII, promulguée le 24 Décembre, et acceptée par le peuple à une immense majorité, nomma premier consul *Napoléon Bonaparte*, second consul *Cambacérès*, et *Lebrun* troisième consul. C'est ainsi que Bonaparte, en si peu de jours, avait su se débarrasser de deux rivaux importuns. *Cambacérès* et *Lebrun* étaient pour lui d'un dévouement à toute épreuve. C'est de ce moment que Bonaparte, d'une main ferme et hardie, allait accomplir la mission que la Providence lui avait assignée et dont lui-même était pénétré et convaincu jusqu'à un certain degré de fatalisme.

Arrivé au pouvoir, il s'occupa de plus en plus des intérêts de l'Eglise. Après avoir rétabli quelque peu l'ordre civil, il travailla avec une même ardeur à assurer le repos des âmes. Aux lois impies contre l'Eglise avaient succédé, il est vrai, des lois moins iniques et moins sévères, mais on suscitait toute sorte de difficultés à l'exécution.

La Convention, après la chute de Robespierre, guillotiné le 28 Juillet 1794, avait commencé à rendre des lois moins atroces contre les prêtres non constitutionnels, en décrétant, le 21 Février 1795, une espèce de liberté des cultes. Par un autre décret du 30 Mai de la même année, elle autorisait à céder, pour l'exercice des cérémonies religieuses, les églises qui n'avaient point été encore aliénées.

Le 28 Septembre fut rendu un autre décret sur la police des cultes, loi de pur esclavage. Le 25 Octobre, toujours de la même année, elle ordonna la réclusion ou la déportation des prêtres qui avaient été condamnés à ces peines en 1792 et

1793. Ainsi ils ne venaient de sortir de leurs cachots que pour y être encore replongés.

Le Directoire qui, le 26 Octobre 1795, avait succédé à la Convention, tout en faisant semblant de vouloir maintenir le peu de liberté promise plutôt que donnée aux prêtres, avait une forte aversion pour eux et pour tout ce qui concernait l'exercice du culte. Les chefs de cette magistrature, au nombre de cinq, envoyèrent les ordres les plus vexatoires au sujet des prêtres dans les provinces ; on y disait : « Désolez leur patience ; « environnez-les de votre surveillance : qu'elle les inquiète le « jour, qu'elle les trouble la nuit ; ne leur donnez pas un moment « de relâche ». Et bientôt disparut toute ombre de liberté pour les ministres fidèles du sanctuaire, tandis que les prêtres constitutionnels étaient en toute manière favorisés et pouvaient librement jouer leurs comédies (1).

La journée du 18 fructidor an v (4 Septembre 1797), qui précludait au 18 brumaire an viii (9 Novembre 1799), toute glorieuse qu'elle était pour la France, en comprimant les factions, fut néanmoins très-fatale pour l'Eglise : elle enveloppa les prêtres catholiques dans les prétendus complots des émigrés et des royalistes.

Un nouveau serment devint prescrit. On y faisait « jurer « haine à la royauté et à l'anarchie ». Les prêtres devaient aussi prêter ce serment. Leur refus amena de nouvelles vexations.

Le Directoire, qui s'était fait donner un pouvoir illimité pour déporter autant d'ecclésiastiques qu'il le jugerait à propos, usa pleinement de sa victoire. Des visites nocturnes, des mesures inquisitoriales, des mandats d'arrêt étaient ordonnés avec le despotisme le plus arbitraire. Il suffisait d'avoir quelque ennemi pour être dénoncé, et d'être dénoncé pour être réputé coupable. Des administrateurs irréligieux ou soigneux de faire leur cour, secondaient cette tyrannie, et étaient toujours applaudis, quand ils tourmentaient plus efficacement les prêtres. On ramena, pour cette

(1) Piret, *Mémoires*, tom. III, pag. 282.

classe malheureuse, le régime de 1793. On les déportait à Cayenne, d'où l'on avait ordre de les reléguer dans des déserts affreux. Là, un climat dévorant, une misère profonde, le manque absolu de toutes choses enlevèrent en peu de temps la plupart de ces infortunés. Depuis, quand on ne crut pas la voie de la mer assez sûre, on déporta les prêtres dans l'île de Ré, où leur nombre s'éleva jusqu'à douze cents.

Plusieurs départements avaient en outre des prisons destinées exclusivement pour eux.

Les Pays-Bas, qui n'avaient pas essuyé la tyrannie de 1793 et 1794, et que l'on n'avait réunis que depuis à la France, furent surtout exposés à la nouvelle persécution. Le cardinal de Franckenberg, archevêque de Malines, toujours destiné aux plus grandes traverses, fut chassé de son diocèse et déporté en Allemagne. Les prêtres de ces provinces, qui, à son exemple, n'avaient pas voulu se lier par le nouveau serment, furent poursuivis avec rigueur. L'âge et les infirmités ne les mettaient pas à l'abri. On les bannissait dans l'île de Ré. C'était ainsi qu'on faisait aimer dans ce pays le nouveau gouvernement qu'on venait de lui donner.

C'était ainsi que le Directoire poursuivait son plan d'éteindre la religion en exterminant ses ministres. Sans cesse il se plaignait qu'on les ménageait encore. Il envoyait de nouveaux ordres pour faire de nouvelles recherches. Il réveillait par des recommandations pressantes et réitérées le zèle des administrations locales; et toujours armé pour sévir, il ne parlait que de condamnations, d'emprisonnements, de déportations, de mesures de terreur. On persécutait les observateurs du dimanche, on voulait forcer à travailler dans les jours consacrés par la religion, on fêtait les *décadi* par des cérémonies aussi ennuyeuses qu'absurdes. Il n'était plus permis de prendre du repos que ces jours-là. Un gouvernement ombrageux et inquisiteur mettait tout en œuvre pour ôter au peuple ses habitudes religieuses. Qui croirait qu'on empêcha de vendre du poisson au marché les jours maigres? Telles étaient les occupations sérieuses et le raffinement de vexations minu-

tieuses des directeurs. Ils encourageaient des écrivains pour combattre la religion ; ils faisaient publier des catéchismes de morale, où le nom de Dieu était effacé, et où l'on enseignait qu'il ne faut pas voler, « par ce » seul motif « qu'on peut l'être à son tour ». Ils voulaient substituer à une morale simple et pure, d'inintelligibles abstractions, des théories creuses, de froides analyses. Tel fut l'état de la France depuis la fin de 1797 jusqu'à celle de 1799.

Le premier grand acte de justice rendu à l'Eglise par Bonaparte en qualité de premier consul, fut de prescrire par un arrêté du 7 nivôse an VIII (28 Décembre 1799), que les lois émanées en faveur de l'exercice du culte fussent rigoureusement observées et qu'on ne troublerait plus les communes, qui étaient en possession, au premier jour de l'an II (22 Septembre 1793), d'édifices ordinairement destinés au culte, et que, par conséquent, elles pouvaient librement en user (1).

On conçoit facilement la joie et l'espérance dont le clergé fut pénétré en voyant, sous le gouvernement consulaire, enfin revenir l'ordre social et le respect pour la religion. Qu'elles sont touchantes les adresses, que les prêtres, de tous côtés, envoyèrent aux consuls, en reconnaissance de ce qu'ils étaient enfin soulagés dans leur malheur, et pouvaient retourner paisiblement à l'exercice de leur ministère ! En voici une (2) :

Les prêtres du département du Doubs, de la Haute-Saône et du Jura, détenus à l'île de Ré, aux consuls de la République.

« Citoyens consuls, un nouvel ordre de choses vient de naître ; la journée du 18 brumaire, à jamais mémorable dans les fastes de l'histoire, est votre ouvrage ; méditée par le génie, exécutée par la sagesse et l'héroïsme, elle est le prélude d'une justice universelle.

« Déjà l'ouverture des bastilles qui couvrirent la France en-

(1) Arrêté du 7 nivôse an VIII, (28 décembre 1799.) *Corresp.* tom. VI, n° 4472, pag. 61.

(2) *Corresp.* tom. VI, n° 4486, pag. 77.

tière en est un salubre effet. Serons-nous les seuls admirateurs de cet acte de bienfaisance et d'équité sans le partager ? Non.....

« C'est à vous, citoyens consuls, qu'il était réservé de briser les chaînes que nous avons toujours portées avec ce calme et ce courage qu'inspirent l'innocence, la religion, l'honneur. Sensibles à nos maux, vous nous rendrez à nos parents, à nos amis, à la société. Quand vous connaîtrez nos sentiments, notre amour pour la paix, notre zèle pour le bon ordre et le bien de l'Etat, nous ne craignons pas de le dire, vous n'aurez pas à regretter cet acte de clémence et de justice que vous aurez exercé en ouvrant nos prisons. Nous vous promettons d'être fidèles à la République fondée sur les trois bases de la liberté, de l'égalité et du système représentatif ».

(Suivent les signatures.)

La faveur qu'ils demandaient, Bonaparte la leur accorda généreusement avec une certaine réserve conseillée par les tristes circonstances du temps, en n'exigeant d'eux qu'une simple déclaration de fidélité à la Constitution. Avec ce seul acte il brisait pour toujours les chaînes que l'impiété des gouvernements précédents leur avait forgées pour anéantir l'Eglise et le sacerdoce.

Paris, 9 nivôse an vin. (30 Décembre 1799.)

« Vu la pétition ci-contre, le ministre de la police est autorisé à mettre les individus qui l'ont signée en surveillance dans leur commune. Ils ne seront soumis à signer d'autres déclarations que celle de fidélité à la Constitution ».

BONAPARTE.

Rien ne tenait plus au cœur à Bonaparte que de voir pacifiée la Vendée, qui, depuis 1792, avait soutenu une guerre des plus héroïques, moins en faveur de l'infortunée famille royale que pour la seule défense de sa foi. Bonaparte promettait à ces braves, dans une proclamation aussi magnifique que hardie, de

satisfaire à leurs vœux, de mettre un terme à leurs malheurs et de rétablir l'ancien culte de leurs pères (1).

Aux habitants du département de l'Ouest.

Paris, 7 nivôse an VIII. (28 Décembre 1799.)

«..... Des lois injustes ont été promulguées et exécutées; des actes arbitraires ont alarmé la sécurité des citoyens et la liberté des consciences; partout des inscriptions hasardées sur des listes d'émigrés ont frappé des citoyens qui n'avaient jamais abandonné ni leur patrie, ni même leurs foyers; enfin de grands principes d'ordre social ont été violés.

«..... Les consuls déclarent encore que la liberté des cultes est garantie par la Constitution, qu'aucun magistrat ne peut y porter atteinte; qu'aucun homme ne peut dire à un autre homme : *Tu exerceras un tel culte; tu ne l'exerceras qu'un tel jour.*

« La loi du 11 prairial an III, qui laisse aux citoyens l'usage des édifices destinés au culte religieux, sera exécutée.

«..... Français, habitants des départements de l'Ouest, ralliez-vous autour d'une Constitution, qui donne aux magistrats la force comme le devoir de protéger les citoyens, qui les garantit également et de l'instabilité et de l'intempérance des lois.

« Que ceux qui veulent la gloire de la France se séparent des hommes qui persisteraient à vouloir les égarer, pour les livrer au fer de la tyrannie ou à la domination de l'étranger.

«..... Mais non, tous ne connaîtront plus qu'un sentiment, l'amour de la patrie. Les ministres d'un Dieu de paix seront les premiers moteurs de la réconciliation et de la concorde; qu'ils parlent au cœur le langage qu'ils apprirent à l'école de leur Maître; qu'ils aillent, dans les temples qui se rouvrent pour eux, offrir avec leurs concitoyens le sacrifice qui expiera les crimes de la guerre et le sang qu'elle a fait verser ».

BONAPARTE.

(1) *Corresp. lom.* VI, n^o 4473, pag. 62.

Bonaparte chargea le général Berthier de faire publier cette proclamation dans la Vendée et d'aviser en même temps le général Hédouville qu'il pourrait faire espérer aux prêtres de ces provinces des avantages plus grands encore quant à l'exercice du culte, pourvu qu'ils observassent l'engagement déjà pris d'être fidèles à la Constitution (1).

Au général Berthier, ministre de la guerre.

Paris, 8 nivôse an VIII. (29 Décembre 1799.)

« Vous trouverez ci-joints, citoyen ministre, une proclamation et plusieurs actes du gouvernement relatifs à la situation de la Vendée. Vous y verrez, 1° que les habitants auront le libre exercice du culte ; 2° que les églises non vendues sont mises à la disposition des communes ; 3° que les prêtres ne seront tenus de prêter d'autres serments que celui de fidélité à la Constitution ; 4° que les prêtres diront la messe quand ils le voudront.

« Le général Hédouville laissera espérer aux prêtres que, lorsque le gouvernement sera sûr qu'ils n'emploient leur influence que pour le consolider, et qu'ils sont fidèles aux principes de l'Evangile, qui leur prescrit de ne point se mêler des affaires temporelles, il pourra alors faire davantage pour eux ».

BONAPARTE.

C'est l'abbé Bernier, devenu ensuite si célèbre, qui a contribué le plus à la pacification politique et religieuse de ces provinces par l'immense influence qu'il exerçait, non-seulement sur les peuples, mais aussi sur les généraux de la République, qui y devaient rétablir l'ordre et étouffer cette guerre civile dévastatrice. Bonaparte en ayant été informé par le général Hédouville, désira ardemment de voir Bernier et chargea le général Brune de l'inviter à se rendre à Paris afin de concerter avec lui les plus sûrs moyens de pacifier entièrement ces provinces (2).

(1) *Corresp. tom. VI, n° 4477, pag. 70.*

(2) *Corresp. tom. VI, n° 4535, pag. 122.*

AU GÉNÉRAL BRUNE

Commandant en chef de l'armée de l'Ouest.

Paris, 28 nivôse an viii. (18 Janvier 1800.)

« Ce n'est pas avec moins de satisfaction que le premier consul a arrêté son attention sur la conduite du citoyen Bernier, ex-curé de Saint-Laud, et sur les espérances de tranquillité que sa lettre au général Hédouville a fait naître. Les démarches de d'Antichamp, et le renvoi qu'il a fait d'une partie de ses forces, se présentent aussi d'une manière favorable. Bernier et lui n'ont pas besoin d'être encouragés par vous pour amener la paix si désirable des départements situés sur la rive gauche de la Loire. Le premier consul s'en rapporte, à cet égard, aux mesures que vous ne manquerez point de prendre. Il désire toutefois que vous fassiez connaître à l'un et à l'autre, et particulièrement à Bernier, que le gouvernement approuve les soins qu'ils prennent, et que vous leur fassiez entrevoir qu'il ne sera point sans reconnaissance des services essentiels qu'ils peuvent rendre pour assurer le repos de leurs concitoyens. Après la réussite, Bernier pourra, s'il le désire, venir à Paris, et vous l'enverrez alors au gouvernement.

« Tels sont, citoyen général, les objets dont le premier Consul m'a chargé de vous entretenir ».

Par ordre du premier Consul.

Bonaparte, le 22 Janvier 1800, fit connaître le même désir pressé au général Hédouville lui-même (1).

AU GÉNÉRAL HÉDOUVILLE,

Lieutenant du général en chef de l'armée de l'Ouest.

Paris, 2 pluviôse an viii. (22 Janvier 1800.)

« Le général Brune m'a communiqué, citoyen général, que les premiers pas pour le rétablissement de la tranquillité

(1) *Corresp.* tom. vii, n° 4545, pag. 431.

dans les départements de la gauche de la Loire étaient faits. Faites connaître aux principaux habitants de ces départements que, quelle qu'ait été leur conduite pendant le cours de la Révolution, le gouvernement appréciera avec impartialité et saura récompenser les services qu'ils rendront dans cette circonstance essentielle.

« J'ai lu avec un vif intérêt la lettre de Bernier ; elle est d'un homme éclairé et digne de coopérer au bonheur et à la gloire de la patrie. Je le verrai avec plaisir.

« Faites-moi connaître nominativement tous ceux qui se donnent le plus de mouvement pour éclairer leurs concitoyens, et s'entremettent pour empêcher l'effusion du sang français. Leur zèle est beau. Ils se réuniront à vous pour détruire ces hommes sans aveu qui profitent de l'esprit de vertige qui s'empare des masses pour se livrer à leur penchant criminel. En vous aidant à délivrer la contrée de ces malheureux, ils auront bien mérité de la nation entière, du gouvernement et spécialement de leurs concitoyens ».

BONAPARTE.

Bernier ne tarda pas à se rendre aussitôt pour cette belle mission auprès du premier consul, et il faut qu'il ait été bien satisfait de ses premiers entretiens avec lui, puisqu'il pouvait déjà, le 15 Février de cette année, écrire de Paris à ses compatriotes une longue lettre empreinte de toute la verve de son âme généreuse et ardente pour le bien de l'Eglise, et dont nous donnons les paroles suivantes (1) :

« Le premier consul, écrivait-il, est un homme extraordinaire, qui sent parfaitement que tous les sacrifices faits par les Vendéens ne peuvent être condamnés à la stérilité. Quand je lui raconte la piété et les traits de courage dont plus d'une fois j'ai été le témoin, sa figure s'anime ; on croirait qu'il est jaloux de ces soldats qu'il n'a pas commandés ; il

(1) Archives du Ministère de la guerre, à Paris.

m'a dit plus d'une fois : « Je serais fier d'être Vendéen » ; et il me demanda si c'était seulement pour leurs princes que nos paysans affrontaient ainsi tous les dangers. Je lui répondis que les Bourbons avaient bien leur part d'un semblable dévouement, mais que le plus grand nombre des paysans ne combattaient ainsi que parce qu'on avait touché à leur foi et à leurs prêtres. Il m'a répété plusieurs fois : « Je leur rendrai tout cela : ne faut-il pas faire quelque chose pour ceux qui ont tant fait en faveur de la religion ? » J'ai la certitude qu'il le fera : jamais peut-être homme n'a si bien saisi la portée des choses ».

Bernier informa le même jour le général Hédouville de ces dispositions bienveillantes de Bonaparte envers les Vendéens en l'exhortant, en son nom, d'employer tous les moyens possibles pour la pacification des provinces de l'Ouest (1).

(1) *Loc. cit.*

CHAPITRE TROISIÈME.

Circonstances et raisons qui ont déterminé le général Bonaparte à conclure le Concordat.

Nécessité d'un culte pour toute association humaine, et de la religion catholique pour la France : motifs qui poussent Bonaparte à la rétablir. — Obstacles qu'il rencontre ; systèmes qu'on lui propose : système de l'inaction. — Système d'une Eglise française dont le premier Consul serait le chef. — Système d'un fort encouragement au protestantisme. — Opinion du premier consul sur les divers systèmes proposés. — Il forme le projet de rétablir la religion catholique en appropriant sa discipline aux nouvelles institutions de la France.

Personne n'a tracé avec plus de précision et de pénétration, la situation grave et difficile, où Bonaparte se trouvait, et contre laquelle il avait à lutter, quand il médita de mettre la main à la grande oeuvre du rétablissement du culte catholique en France, que M. Thiers, l'illustre historien du Consulat et de l'Empire. Qu'il nous permette de reproduire ici ses belles pages, qui trouvent leur pleine justification dans ce que nous venons d'exposer le plus rapidement possible dans les deux chapitres précédents. Ces pages peuvent en même temps servir d'introduction à notre Exposé sur la négociation du Concordat de 1801.

Après avoir décrit les graves et désolents désordres, qui devaient nécessairement agiter la société en France par l'existence de deux clergés, d'un clergé catholique, dépendant plus ou moins de ses évêques légitimes, qui vivaient en exil, et d'un clergé constitutionnel, qui n'avait point de mission légitime et était en discrédit près de la majeure et de la plus saine partie de la nation, l'historien continue ainsi (1) :

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, Paulin, 1845, tom. III, pag. 204-223.

CHAPITRE III. — CONCLUSION

« Tous ces désordres n'étaient pas de ceux qu'un gouvernement doit regarder avec indifférence. Quand les sectes religieuses n'ont d'autre conséquence que de pulluler sur un vaste sol comme celui de l'Amérique, que de se succéder à l'infini, en ne laissant après elles que le souvenir passager d'inventions ridicules, ou de pratiques indécentes, on conçoit, jusqu'à un certain point, que l'Etat demeure indifférent et inactif. La société présente un triste aspect moral, mais l'ordre public n'est pas sérieusement troublé. Il n'en était pas ainsi, au milieu de la vieille société française en 1801. On ne pouvait pas, sans un immense péril, livrer aux factions ennemies, le gouvernement des âmes. On ne pouvait pas laisser dans leurs mains les torches de la guerre civile, avec faculté de les secouer, quand elles voudraient, sur la Vendée, sur la Bretagne, sur les Cévennes. On ne pouvait pas leur permettre de troubler le repos des familles, d'assiéger le lit des mourants pour extorquer des stipulations iniques, de mettre en doute le crédit de l'Etat, d'ébranler enfin toute une classe de propriétés, celles mêmes que la Révolution avait promis de rendre à jamais inviolables.

« La manière de penser du premier Consul sur la constitution des sociétés était trop juste et trop profonde, pour qu'il pût voir d'un oeil indifférent les désordres religieux de la France à cette époque ; et il avait d'ailleurs, pour y porter la main, des motifs plus élevés encore que ceux que nous venons d'indiquer, s'il y en a de plus élevés que l'ordre public et le repos des familles.

« Il faut une croyance religieuse, il faut un culte à toute association humaine. L'homme, jeté au milieu de cet univers, sans savoir d'où il vient, où il va, pourquoi il souffre, pourquoi même il existe, quelle récompense ou quelle peine recevront les longues agitations de sa vie ; assiégé des contradictions de ses semblables, qui lui disent, les uns qu'il y a un Dieu, autour profond et conséquent de toutes choses, les autres qu'il n'y en a pas ; ceux-ci, qu'il y a un bien, un mal, qui doivent servir de règle et de conduite ; ceux-là, qu'il n'y a ni bien ni mal, que ce

sont là les inventions intéressées des grands de la terre : l'homme, au milieu de ces contradictions, éprouve le besoin impérieux, irrésistible, de se faire sur tous ces objets une croyance arrêtée. Vraie ou fausse, sublime ou ridicule, il s'en fait une. Partout, en tout temps, en tout pays, dans l'antiquité comme dans les temps modernes, dans les pays civilisés comme dans les pays sauvages, on le trouve au pied des autels, les uns vulnérables, les autres ignobles ou sanguinaires. Quand une croyance établie ne règne pas, mille sectes, acharnées à la dispute comme en Amérique, mille superstitions honteuses comme en Chine, agitent ou dégradent l'esprit humain. Ou bien si, comme en France, en Quatre-vingt-treize, une commotion passagère a emporté l'antique religion du pays, l'homme, à l'instant même où il avait fait vœu de ne plus rien croire, se dément après quelques jours, et le culte insensé de la déesse Raison, inauguré à côté de l'échafaud, vient prouver que ce vœu était aussi vain qu'il était impie.

« A en juger donc par sa conduite ordinaire et constante, l'homme a besoin d'une croyance religieuse. Dès lors que peut-on souhaiter de mieux à une société civilisée, qu'une religion nationale fondée sur les vrais sentiments du cœur humain, conforme aux règles d'une morale pure, consacrée par le temps, et qui, sans intolérance et sans persécution, réunisse, sinon l'universalité, au moins la grande majorité des citoyens, au pied d'un autel antique et respecté ?

« Une telle croyance, on ne saurait l'inventer, quand elle n'existe pas depuis des siècles. Les philosophes, même les plus sublimes, peuvent créer une philosophie, agiter par leur science le siècle qu'ils honorent : ils font penser, ils ne font pas croire. Un guerrier couvert de gloire peut fonder un empire, il ne saurait fonder une religion. Que dans les temps anciens, des sages, des héros, s'attribuant des relations avec le ciel, aient pu soumettre l'esprit des peuples, et lui imposer une croyance, cela s'est vu. Mais, dans les temps modernes, le créateur d'une religion serait tenu pour un imposteur ; et, entouré de terreur comme Robes-

Je ne

*le 24 mars
antique*

pierre, ou de gloire comme le jeune Bonaparte, il aboutirait uniquement au ridicule.

« On n'avait rien à inventer en 1800. Cette croyance pure, morale, antique, existait : c'était la vieille religion du Christ, ouvrage de Dieu suivant les uns, ouvrage des hommes suivant les autres, mais suivant tous, œuvre profonde d'un réformateur sublime ; réformateur commenté pendant dix-huit siècles par les conciles, vastes assemblées des esprits éminents de chaque époque, occupées à discuter, sous le titre d'hérésie, tous les systèmes de philosophie, adoptant successivement sur chacun des grands problèmes de la destinée de l'homme les opinions les plus plausibles, les plus sociales, les adoptant pour ainsi dire à la majorité du genre humain, arrivant enfin à produire ce corps de doctrine invariable, souvent attaqué, toujours triomphant, qu'on appelle UNITÉ CATHOLIQUE, et au pied duquel sont venus se soumettre les plus beaux génies ! Elle existait, cette religion, qui avait rangé sous son empire tous les peuples civilisés, formé leurs mœurs, inspiré leurs chants, fourni le sujet de leurs poésies, de leurs tableaux, de leurs statues, empreint sa trace dans tous leurs souvenirs nationaux, marqué de son signe leurs drapeaux, tour à tour vaincu ou victorieux ! elle avait disparu un moment dans une grande tempête de l'esprit humain ; mais, la tempête passée, le besoin de croire revenu, elle s'était retrouvée au fond des âmes, comme la croyance naturelle et indispensable de la France et de l'Europe.

« Quoi de plus indigné, de plus nécessaire en 1800, que de relever cet autel de saint Louis, de Charlemagne et de Clovis, un instant renversé ? Le général Bonaparte, qui eût été ridicule s'il avait voulu se faire prophète ou révélateur, était dans le vrai rôle que lui assignait la Providence, en relevant de ses mains victorieuses cet autel vénérable, en y ramenant par son exemple les populations quelque temps égarées. Et il ne fallait pas moins que sa gloire pour une telle œuvre ! De grands génies, non pas seulement parmi les philosophes, mais parmi les rois, Voltaire et Frédéric, avaient déversé le mépris sur la religion catholique, et

donné le signal des railleries pendant cinquante années. Le général Bonaparte, qui avait autant d'esprit que Voltaire, plus de gloire que Frédéric, pouvait seul, par son exemple et ses respects, faire tomber les railleries du dernier siècle.

« Sur ce sujet, il ne s'était pas élevé le moindre doute dans sa pensée. Ce double motif de rétablir l'ordre dans l'Etat et la famille, et de satisfaire au besoin moral des âmes, lui avait inspiré la ferme résolution de remettre la religion catholique sur son ancien pied, sauf les attributions politiques, qu'il regardait comme incompatibles avec l'état présent de la société française.

« Est-il besoin, avec des motifs tels que ceux qui le dirigeaient, de rechercher s'il agissait par une inspiration de la foi religieuse, ou bien par politique et par ambition ? Il agissait par sagesse, c'est-à-dire par suite d'une profonde connaissance de la nature humaine, cela suffit. Le reste est un mystère, que la curiosité, toujours naturelle quand il s'agit d'un grand homme, peut chercher à pénétrer, mais qui importe peu. Il faut dire cependant, à cet égard, que la constitution morale du général Bonaparte le portait aux idées religieuses. Une intelligence supérieure est saisie, à proportion de sa supériorité même, des beautés de la création. C'est l'intelligence qui découvre l'intelligence dans l'univers, et un grand esprit est plus capable qu'un petit de voir Dieu à travers ses œuvres. Le général Bonaparte controversait volontiers sur les questions philosophiques et religieuses, avec Monge, Lagrange, Laplace, savants qu'il honorait et qu'il aimait, et les embarrassait souvent, dans leur incrédulité, par la netteté, la vigueur originale de ses arguments. A cela il faut ajouter encore que, nourri dans un pays inculte et religieux, sous les yeux d'une mère pieuse, la vue du vieil autel catholique éveillait chez lui les souvenirs de l'enfance, toujours si puissants sur une imagination sensible et grande. Quant à l'ambition, que certains détracteurs ont voulu donner comme unique motif de sa conduite en cette circonstance, il n'en avait pas d'autre alors que de faire le bien en toutes choses ; et sans doute, s'il voyait, comme récompense de ce bien accompli, une augmentation de

*si j'inspire
il croit*

pouvoir, il faut le lui pardonner. C'est la plus noble, la plus légitime ambition, que celle qui cherche à fonder son empire sur la satisfaction des vrais besoins des peuples.

*insensée
ou comédien
autrice ?
l'empereur*

« La tâche qu'il s'était proposée, facile en apparence, puisqu'il s'agissait de satisfaire à un besoin public très-réel, était cependant fort épineuse. Les hommes qui l'entouraient, presque sans exception, étaient peu disposés au rétablissement de l'ancien culte ; et ces hommes, magistrats, guerriers, littérateurs ou savants, étaient les auteurs de la Révolution française, les vrais, les uniques défenseurs de cette Révolution alors décriée, ceux avec lesquels il fallait la terminer, en réparant ses fautes, en consacrant définitivement ses résultats raisonnables et légitimes. Le premier Consul avait donc à contrarier vivement ses collaborateurs, ses soutiens, ses amis. Ces hommes, pris dans les rangs des révolutionnaires modérés, n'avaient pas, avec Robespierre et Saint-Just, versé le sang humain, et il leur était facile de désavouer les grands excès de la Révolution ; mais ils auraient partagé les erreurs de l'Assemblée Constituante, répété en souriant les plaisanteries de Voltaire, et il n'était pas facile de leur faire avouer qu'ils avaient longtemps méconnu les plus hautes vérités de l'ordre social. Des savants comme Laplace, Lagrange, et surtout Monge, disaient au premier Consul qu'il allait abaisser devant Rome la dignité de son gouvernement et de son siècle. M. Roderer, le plus fougeux monarchiste du temps, celui qui voulait le plus promptement, le plus complètement possible, le retour à la monarchie, voyait cependant avec peine le projet de rétablir l'ancien culte. M. de Talleyrand lui-même, le prôneur assidu de tout ce qui pouvait rapprocher le présent du passé, et la France de l'Europe, M. de Talleyrand, l'ouvrier en second, mais l'ouvrier utile et zélé de la paix générale, voyait néanmoins avec assez de froideur ce qu'on appelait la paix religieuse. Il voulait bien qu'on ne persécutât plus les prêtres ; mais, gêné par des souvenirs personnels, il ne désirait guère qu'on rétablît l'ancienne Eglise catholique, avec ses règles et sa discipline. Les compagnons d'armes du général Bonaparte, les généraux qui avaient combattu

sous ses ordres, dépourvus la plupart d'éducation première, nourris des vulgaires railleries des camps, quelques-uns des déclamations des clubs, répugnaient à la restauration du culte. Quoique entourés de gloire, ils semblaient craindre le ridicule qui pouvait les atteindre au pied des autels. Enfin, les frères du général Bonaparte, vivant beaucoup avec les lettrés du temps, encore imbus des écrits du dernier siècle, craignant pour le pouvoir de leur frère tout ce qui avait l'apparence d'une résistance sérieuse, et ne sachant pas voir qu'au-delà de cette résistance intéressée ou peu éclairée des hommes qui approchaient le gouvernement, il y avait le besoin réel, et déjà senti des masses populaires, lui déconseillaient fortement ce qu'ils regardaient comme une réaction imprudente ou prématurée.

« On assiégeait donc le premier Consul de conseils de toute espèce. Les uns lui disaient de ne pas se mêler des affaires religieuses, de se borner à ne plus persécuter les prêtres, et de laisser les *assermentés* et les *insermentés* s'entendre comme ils pourraient. Les autres, reconnaissant le danger de l'indifférence et de l'inaction, l'engageaient à saisir l'occasion au vol, à se faire sur-le-champ le chef d'une Eglise française, et à ne plus laisser ainsi dans les mains d'une autorité étrangère l'immense pouvoir de la religion. D'autres enfin lui proposaient de pousser la France vers le protestantisme, et lui disaient que s'il donnait l'exemple en se faisant protestant, elle suivrait cet exemple avec empressement.

« Le premier Consul résistait de toutes les forces et de sa raison et de son éloquence à ces vulgaires conseils. Il s'était formé une bibliothèque religieuse, composée de peu de livres, mais bien choisis, relatifs pour la plupart à l'histoire de l'Eglise, et surtout aux rapports de l'Eglise avec l'Etat ; il s'était fait traduire les écrits latins de Bossuet sur cette matière ; il avait dévoré tout cela, dans les courts instants que lui laissait la direction des affaires, et suppléant par son génie à ce qu'il ignorait, comme dans la composition du Code civil, il étonnait tout le

monde par la justesse, l'étendue, la variété de son savoir sur la matière des cultes. Suivant sa coutume, quand il était plein d'une pensée, il s'en expliquait tous les jours avec ses collègues, avec ses ministres, avec les membres du Conseil d'Etat ou du Corps Législatif, avec tous les hommes enfin, dont il croyait utile de redresser l'opinion. Il réfutait successivement les systèmes erronés qu'on lui proposait, et le faisait par des arguments précis, nets, décisifs.

« Au système qui consistait à ne pas se mêler du tout des affaires religieuses, il répondait que l'indifférence, tant prônée par certains esprits dédaigneux, était peu de mise chez un peuple que l'on venait de voir, par exemple, envahir une église, et menacer de la saccager, parce qu'on avait refusé la sépulture à une actrice chérie du public. Comment rester indifférent dans un pays qui, avec la prétention d'être indifférent, l'était si peu ? Le premier Consul demandait d'ailleurs comment on ferait pour ne pas s'en mêler, quand les prêtres assermentés ou non assermentés se disputaient entre eux les édifices du culte, et venaient invoquer à chaque instant l'intervention de l'autorité publique, pour saisir les uns et dessaisir les autres. Il demandait comment on ferait, lorsque le clergé constitutionnel, déjà peu suivi par la population croyante, serait abandonné tout à fait par elle, et que le clergé qui avait refusé le serment, seul écouté et suivi, serait exclusivement en possession d'exercer le culte, comme il arrivait déjà, et le pratiquerait dans des réunions clandestines. Ne faudrait-il pas restituer enfin le temporel du culte, à ceux qui en auraient conquis le spirituel ? Ne serait-ce pas là s'en mêler ? Et puis, ces prêtres dont la Révolution avait pris la dotation territoriale, il fallait bien les faire vivre, et pour cela leur donner des appointements sur le budget de l'Etat, ou souffrir qu'ils organisassent, à titre de contributions volontaires, un vaste système d'impôt, dont le produit s'élèverait à une somme de trente ou quarante millions, dont la distribution appartiendrait à eux seuls, peut-être à une autorité étrangère, et peut-être même irait un jour, à l'insu du gouvernement, alimen-

ter en Vendée les vieux soldats de la guerre civile. Quoi qu'on fit, le gouvernement serait donc arraché malgré lui à son inaction, soit qu'il eût à maintenir le bon ordre, soit qu'il eût à disposer des édifices du culte, soit enfin qu'il eût à payer lui-même les prêtres, ou à surveiller leur mode de paiement. Il aurait ainsi la charge de gouverner, sans en avoir les avantages, sans pouvoir, en s'emparant de l'administration religieuse, par un sage accord avec le Saint-Siège, ramener le clergé au gouvernement, l'associer à ses intentions réparatrices, rétablir le repos dans les familles, tranquilliser les mourants, les acquéreurs de biens nationaux, les prêtres mariés, etc., tous les hommes enfin compromis au service de la Révolution.

« L'inaction était donc un pur rêve, suivant le premier Consul, et de plus une duperie, imaginée par des gens qui n'avaient aucune idée pratique en fait de gouvernement.

« Quant à la pensée de créer une Eglise française, indépendante, comme l'Eglise anglaise, de toute suprématie étrangère, et au lieu d'un chef spirituel placé au dehors, ayant un chef temporel placé à Paris, qui ne serait autre que le gouvernement lui-même, c'est-à-dire le premier Consul, il la trouvait aussi vaine que digne de mépris. Lui, homme de guerre, portant l'épée et les éperons, livrant des batailles, se ferait chef d'Eglise, espèce de pape, réglant la discipline et le dogme ! Mais on voulait le rendre aussi odieux que Robespierre, l'inventeur du culte de l'Être suprême, ou aussi ridicule que La Réveillère-Lepaux, l'inventeur de la théophilanthropie ! Qui donc le suivrait ? qui donc lui composerait un troupeau de fidèles ? Ce ne seraient pas les chrétiens orthodoxes assurément, formant d'ailleurs le grand nombre des catholiques, et ne voulant pas suivre même de saints prêtres, qui n'avaient eu d'autre tort que celui de prêter le serment ordonné par les lois. Ce seraient quelques mauvais ecclésiastiques, quelques moines échappés de leurs couvents, habitués des clubs, ayant vécu de scandales ou voulant en vivre encore, et attendant du chef de la nouvelle Eglise qu'il permit le mariage des prêtres ! Il n'aurait pas même

bonaparte
par chef
9 espère

pour lui l'abbé Grégoire, qui, tout en demandant le retour à la primitive Eglise, tenait cependant à rester en communion avec le successeur de saint Pierre ! Il n'aurait pas même La Réveillère-Lepaux, qui voulait réduire le culte à quelques chants religieux, à quelques fleurs déposées sur un autel ! Et c'est là l'Eglise dont on prétendait le faire chef ! c'était là le rôle auquel on voulait réduire le vainqueur de Marengo et de Rivoli, le restaurateur de l'ordre social ! Et c'étaient les amis ombrageux de la liberté qui lui proposaient un tel projet ! — Mais, en supposant que ce projet réussît, ce qui d'ailleurs était impossible, et qu'à son pouvoir temporel déjà immense, le premier Consul réunit le pouvoir spirituel, il deviendrait le plus redoutable des tyrans, il serait le maître des corps et des âmes, il ne serait pas moins que le sultan de Constantinople, qui est à la fois chef de l'Etat, de l'armée et de la religion ! Du reste, c'était là une vaine hypothèse ; il ne serait qu'un tyran dérisoire, car il ne réussirait qu'à produire le schisme le plus sot de tous. Lui, qui voulait être le pacificateur de la France et du monde, terminer toutes les divisions politiques et religieuses, serait l'auteur d'un nouveau schisme, un peu plus absurde et pas moins dangereux que les précédents. Oui, sans doute, disait le premier Consul, il me faut un Pape, mais un Pape qui rapproche au lieu de diviser, qui réconcilie les esprits, les réunisse, et les donne au gouvernement sorti de la Révolution, pour prix de la protection qu'il en aura obtenue. Et pour cela, il me faut le vrai Pape, catholique, apostolique et romain, celui qui siège au Vatican. Avec les armées françaises et des égards, j'en serai toujours suffisamment le maître. Quand je relèverai les autels, quand je protégerai les prêtres, quand je les nourrirai et les traiterai comme les ministres de la religion méritent de l'être en tous pays, il fera ce que je lui demanderai, dans l'intérêt du repos général. Il calmera les esprits, les réunira sous sa main, et les placera sous la mienne. Hors de là, il n'y a que continuation et aggravation du schisme désolant qui nous dévore, et pour moi, un immense, un ineffaçable ridicule.

« Quant à l'idée de pousser la France au protestantisme.

elle paraissait au premier Consul plus que ridicule, elle lui paraissait odieuse. D'abord il croyait qu'il n'y réussirait pas davantage. On s'imaginait à tort, suivant lui, qu'en France on pouvait tout ce qu'on voulait. C'était une erreur peu honorable pour ceux qui la commettaient, car ils supposaient la France sans conscience et sans opinion. Il ferait, disait-on, tout ce qu'il voudrait ; oui, répondait-il, mais dans le sens des besoins vrais et sentis de la France. Elle était dans un trouble profond, et il lui avait apporté le calme le plus parfait ; il l'avait trouvée en proie à des anarchistes, qui commençaient même à ne plus savoir la défendre contre l'étranger, et il avait dispersé ces anarchistes, rétabli l'ordre, envoyé loin des frontières les Autrichiens et les Russes, donné la paix dont on était avide ; il avait fait cesser, en un mot, les scandales d'un gouvernement faible et dissolu : était-il bien étonnant qu'on lui laissât faire de telles choses ? Et encore, tout récemment, les opposants du Tribunat avaient voulu lui refuser le moyen de purger les grandes routes des brigands qui les infestaient ! Et on prétendait après cela qu'il pourrait tout ce qu'il lui plairait ! C'était une erreur. Il pouvait ce qui était dans le sens des besoins et des opinions régnant dans le moment en France, mais pas davantage. Il le pouvait mieux, plus puissamment qu'un autre, mais il ne pouvait rien contre le mouvement actuel des esprits. Ce mouvement portait vers le rétablissement de toutes les choses essentielles dans une société : la religion était la première. Je suis bien puissant aujourd'hui, s'écriait le premier Consul ; eh bien ! si je voulais changer la vieille religion de la France, elle se dresserait contre moi, et me vaincrait. Savez-vous quand le pays était hostile à la religion catholique ? C'est quand le gouvernement, d'accord avec elle, brûlait des livres, envoyait à la roue Calas et Labarre ; mais, soyez-en sûrs, si je me faisais l'ennemi de la religion, tout le pays se mettrait avec elle. Je changerais les indifférents en croyants, en catholiques sincères. Je serais un peu moins raillé peut-être en voulant pousser au protestantisme qu'en voulant me faire le patriarche d'une Eglise gallicane, mais je deviendrais bientôt

us
particulier

Protestants
contre l'Etat
Protestants

l'objet de la haine publique. Est-ce que le protestantisme est la vieille religion de la France ? Est-ce qu'il est la religion qui, après de longues guerres civiles, après mille combats, l'a définitivement emporté comme plus conforme aux mœurs, au génie de notre nation ? Ne voit-on pas ce qu'il y a de violent à vouloir se mettre à la place d'un peuple, pour lui créer des goûts, des habitudes, des souvenirs même qu'il n'a pas ? Le principal charme d'une religion, c'est celui des souvenirs. Pour moi, disait un jour le premier Consul à l'un de ses interlocuteurs, je n'entends jamais à la Malmaison la cloche du village voisin, sans être ému ; et qui pourrait être ému en France, dans ces prêches où personne n'est allé dans son enfance, et dont l'aspect froid et sévère convient si peu aux mœurs de notre nation. On croit peut-être que c'est un avantage de ne pas dépendre d'un chef étranger. On se trompe. Il faut un chef partout, en toutes choses. Il n'y a pas une plus admirable institution que celle qui maintient l'unité de la foi, et prévient, autant du moins qu'il est possible, les querelles religieuses. Il n'y a rien de plus odieux qu'une foule de sectes se disputant, s'invectivant, se combattant à main armée, si elles sont dans leur première chaleur, ou si elles ont pris l'habitude de vivre à côté les unes des autres, se regardant d'un œil jaloux, formant dans l'Etat des coteries qui se soutiennent, poussent leurs sujets, écartent ceux des sectes rivales, et donnent au gouvernement des embarras de toute espèce. Les querelles de sectes sont les plus insupportables que l'on connaisse. La dispute est le propre de la science ; elle l'anime, la soutient, la conduit aux découvertes. La dispute en fait de religion, à quoi conduit-elle, sinon à l'incertitude, à la ruine de toute croyance ? D'ailleurs, lorsque l'activité des esprits se dirige vers les controverses théologiques, ces controverses sont tellement absorbantes, qu'elles détournent la pensée de l'homme de toutes les recherches utiles. On rencontre rarement ensemble une grande controverse théologique, et de grands travaux de l'esprit. Les querelles religieuses sont ou cruelles et sanguinaires, ou sèches, stériles, amères : il n'y

merveille
surtout
pas de
combattre

la dispute
est le propre
de la science

en a pas de plus odieuses. L'examen en fait de science, la foi en matière de religion, voilà le vrai, l'utile. L'institution qui maintient l'unité de la foi, c'est-à-dire le Pape, gardien de l'unité catholique, est une institution admirable. On reproche à ce chef d'être un souverain étranger. Ce chef est étranger, en effet, et il faut en remercier le ciel. Quoi ! dans le même pays, se figure-t-on une autorité pareille à côté du gouvernement de l'Etat ? Réunie au gouvernement, cette autorité deviendrait le despotisme des sultans ; séparée, hostile peut-être, elle produirait une rivalité affreuse, intolérable. Le Pape est hors de Paris, et cela est bien ; il n'est né ni à Madrid ni à Vienne, et c'est pourquoi nous supportons son autorité spirituelle. A Vienne, à Madrid, on est fondé à en dire autant. Croit-on que, s'il était à Paris, les Viennois, les Espagnols, consentiraient à recevoir ses décisions ? On est donc trop heureux qu'il réside hors de chez soi, et qu'en résidant hors de chez soi, il ne réside pas chez des rivaux, qu'il habite dans cette vieille Rome, loin de la main des empereurs d'Allemagne, loin de celle des rois de France ou des rois d'Espagne, tenant la balance entre les souverains catholiques, penchant toujours un peu vers le plus fort, et se relevant bientôt si le plus fort devient oppresseur.

« Ce sont les siècles qui ont fait cela, et ils l'ont bien fait. Pour le gouvernement des âmes, c'est la meilleure, la plus bienfaisante institution qu'on puisse imaginer. Je ne soutiens pas ces choses, ajoutait le premier Consul, par entêtement de dévot, mais par raison. Tenez, disait-il un jour à Monge, celui des savants de cette époque qu'il aimait le plus, et qu'il avait sans cesse auprès de lui, tenez, ma religion, à moi, est bien simple. Je regarde cet univers si vaste, si compliqué, si magnifique, et je me dis qu'il ne peut être le produit du hasard, mais l'œuvre quelconque d'un être inconnu, tout-puissant, supérieur à l'homme autant que l'univers est supérieur à nos plus belles machines. Cherchez, Monge, aidez-vous de vos amis, les mathématiciens et les philosophes, vous ne trouverez pas une raison

plus forte, plus décisive, et, quoi que vous fassiez pour la combattre, vous ne l'infirmerez pas. Mais cette vérité est trop succincte pour l'homme; il veut savoir sur lui-même, sur son avenir, une foule de secrets que l'univers ne dit pas. Souffrez que la religion lui dise tout ce qu'il éprouve le besoin de savoir, et respectez ce qu'elle aura dit. Il est vrai que ce qu'une religion avance, d'autres le nient. Quant à moi, je conclus autrement que M. de Volney. De ce qu'il y a des religions différentes, qui naturellement se contredisent, il conclut contre toutes; il prétend qu'elles sont toutes mauvaises. Moi, je les trouverais plutôt toutes bonnes, car toutes au fond disent la même chose. Elles n'ont tort que lorsqu'elles veulent se proscrire; mais c'est là ce qu'il faut empêcher par de bonnes lois. La religion catholique est celle de notre patrie, celle dans laquelle nous sommes nés; elle a un gouvernement profondément conçu, qui empêche les disputes, autant qu'il est possible de les empêcher avec l'esprit disputeur des hommes; ce gouvernement est hors de Paris, il faut nous en applaudir; il n'est pas à Vienne, il n'est pas à Madrid, il est à Rome, c'est pourquoi il est acceptable. Si, après l'institution de la papauté, il y a quelque chose d'aussi parfait, ce sont les rapports avec le Saint-Siège de l'Eglise gallicane, soumise et indépendante tout à la fois : soumise dans les matières de foi, indépendante quant à la police des cultes. L'unité catholique et les articles de Bossuet, voilà le vrai régime religieux; c'est celui qu'il faut rétablir. Quant au protestantisme, il a droit à la protection la plus ferme du gouvernement; ceux qui le professent ont un droit absolu au partage égal des avantages sociaux; mais il n'est pas la religion de la France. Les siècles en ont décidé. En proposant au gouvernement de le faire prévaloir, on propose une violence et une impossibilité. D'ailleurs, qu'y a-t-il de plus hideux que le schisme? Qu'y a-t-il de plus affaiblissant pour une nation? Quelle est de toutes les guerres civiles celle qui entre le plus profondément dans les cœurs, qui trouble plus douloureusement les familles? C'est la guerre religieuse. Il nous faut la finir. La paix

avec l'Europe est faite ; maintenons-la tant que nous pourrons ; mais la paix religieuse est la plus urgente de toutes. Celle-là conclue, nous n'avons plus rien à craindre. Il est douteux que l'Europe nous laisse tranquilles bien longtemps, ni qu'elle nous souffre toujours aussi puissants que nous le sommes ; mais, quand la France sera unie comme un seul homme, quand les Vendéens, les Bretons, marcheront dans nos armées avec les Bourguignons, les Lorrains, les Franc-Comtois, nous n'aurons plus à craindre l'Europe, fût-elle tout entière réunie contre nous.

« C'étaient là les discours que le premier Consul tenait sans cesse à ses conseillers intimes, à MM. Cambacérès et Lebrun, qui partageaient son avis, à MM. de Talleyrand, Fouché, Roderer, qui ne le partageaient pas, à une foule de membres du Conseil d'État, du Corps Législatif, qui en général étaient dans d'autres idées. Il y mettait une chaleur, une constance sans égales. Il ne voyait rien de plus utile, de plus urgent que de finir les divisions religieuses, et s'y appliquait avec cette ardeur qu'il apportait dans les choses regardées par lui comme capitales.

« Il avait arrêté son plan, qui était simple, sagement conçu, et qui a réussi à terminer les divisions religieuses de la France ; car les disputes malheureuses que le premier Consul, devenu empereur, eut plus tard avec la cour de Rome, se passèrent entre lui, le Pape, les évêques, et n'altérèrent jamais la paix religieuse rétablie parmi les populations. On ne vit plus renaître, même quand le Pape fut prisonnier à Fontainebleau, deux cultes, deux clergés, deux classes de fidèles ».

*à propos
de religion*

CHAPITRE QUATRIÈME.

Négociation de M^r Spina, à Paris, pour le Concordat.

Bonaparte se montre bienveillant pour le Saint-Siège. — Ses premières tentatives pour un Concordat. — Son allocution aux curés de la ville de Milan. — Il prend des renseignements sur Pie VII. — Il charge le cardinal Martiniani de lui faire des ouvertures : réponse empressée du Pape. — Le cardinal la transmet à Bonaparte. — Sentiments de Pie VII pour la France. — Antonelli. — Comment Bonaparte à son retour d'Égypte avait rencontré à Valence M^r Spina : courte biographie de ce prélat. — Il est envoyé à Paris avec le P. Caselli pour négocier le Concordat. — Note remise par Bernier à Spina sur la démission que le gouvernement désire qu'on demande aux anciens évêques : réponse de Spina. — Le gouvernement demande que le Pape sanctionne la vente des biens ecclésiastiques. — Il veut aussi qu'on conserve un certain nombre d'évêques constitutionnels. — Nouveau projet : Bernier le recommande au Pape : religion de la majorité, réduction des évêchés, etc. — Cinquième projet : une commission l'examine à Rome : dépêche de Cacault : Spina accrédité : désintéressement du Pape relativement aux affaires temporelles. — Bref du Pape à Bernier. — Retard d'un courrier du Pape causé par un malentendu : impatience de Bonaparte : Bernier se plaint de sa part : Consalvi se justifie. — Belle lettre de Pie VII à Bonaparte pour lui faire agréer les amendements qu'il désire au projet du gouvernement français. — L'impatience de Bonaparte augmente : Bernier se plaint encore de sa part : Consalvi se justifie de nouveau : Cacault l'appuie et lui conseille d'aller à Paris : démarches et dépêches relatives à cet objet ainsi qu'à l'ordre qu'avait reçu Cacault de quitter Rome si le Saint-Siège n'acceptait pas le projet de Concordat. — Bernier conciliateur entre le Saint-Siège et la France : son rapport.

On s'est perdu en bien des hypothèses, sur la personne qui pourrait avoir inspiré à Bonaparte la pensée de rétablir le culte catholique en France. M. Thiers y a admirablement répondu, dans les belles pages que nous venons de lire. C'est Bonaparte lui-même qui a eu cette pensée, au milieu de difficultés presque insurmontables, et en face d'un gouvernement ennemi implacable de la religion, comme l'était le Directoire. Il y avait sans doute été guidé par une inspiration plus haute et plus sublime que celle d'un homme, par une disposition admirable de Dieu, qui voulait se servir de lui, pour mettre un terme aux dures épreuves de l'Eglise de France.

Bonaparte manifesta son religieux dessein, pendant sa

première campagne d'Italie, quelques mois après la paix de Tolentino, conclue le 9 Février 1797, dans une note remise à M^{re} Caleppi, un des négociateurs de cette paix si désastreuse pour le Saint-Siège, auquel elle coûta ses plus belles provinces, les légations de Bologne, de Ferrare et de Romagne : ces provinces, avec le duché d'Urbin, furent plus tard incorporées à la République Cisalpine.

Bonaparte avait à cette époque, relativement au Saint-Siège, des vues assez conciliantes, qu'il conserva jusqu'à son avènement à l'Empire, et qu'il témoigna même encore en 1807.

On sait qu'en Octobre 1796, il exprima à M. Cacault, ministre plénipotentiaire de la République française en Italie, dont nous parlerons bientôt au long, son regret d'avoir été obligé de traiter durement le Saint-Siège, dont il aimerait mieux, dit-il, être le sauveur que le destructeur. Il lui répétait ces mêmes paroles au mois de Mars 1801, quand il l'envoya à Rome, pour l'affaire du Concordat : « Vous savez, lui disait-il (1), qu'au mois d'Octobre 1796, je vous écrivis combien j'ambitionnais plus d'être le sauveur du Saint-Siège que son destructeur, et que nous avons tous deux, vous et moi, à cet égard des principes uniformes ».

Il prescrivit à Murat d'épargner aux Etats romains les passages de troupes ; il fit évacuer par les Cisalpins le petit duché d'Urbin, que ces derniers avaient envahi sous prétexte d'une contestation de limites. Il annonça la prochaine évacuation d'Ancône et, en attendant, envoya des fonds pour en payer la garnison, afin de soulager le trésor pontifical de cette dépense. Les Napolitains, qui s'obstinaient à occuper deux enclaves appartenant au Saint-Siège, Bénévent et Pontecorvo, reçurent de nouveau l'injonction d'en sortir (2).

Quant à la note, remise par Bonaparte à M^{re} Caleppi, elle

(1) Arlaud : *Histoire du pape Pie VII.* Paris, 1836, tom. I, pag. 117.

(2) De la même manière, Bonaparte, le 2 Septembre 1797, avait enjoint à Joseph, son frère et ambassadeur à Rome, de vivre en bonne harmonie avec le Pape. (*Corresp.*, tom. III, n° 2138, pag. 330.) Il donna les mêmes ordres au général Brune, commandant en chef l'armée d'Italie, le 25 Novembre 1800 : « Continuez à vivre en bonne harmonie avec le Pape ; je vous enverrai incessamment des instructions plus amples relativement à ce prince ». (*Corresp.* tom. VI, n° 5139, pag. 608.) Ces

contient déjà, en quelque sorte, le futur Concordat dans son germe (1) ; la voici :

Note remise au ministre de Sa Sainteté.

Quartier général, Milan, 16 thermidor an V. (13 Août 1797.)

« Lors du traité de Tolentino, MM. les plénipotentiaires de Sa Sainteté et les plénipotentiaires français entrevirent le moment où il serait possible de rapprocher le Saint-Siège de la France, et où le Pape et le gouvernement français pourraient employer réciproquement leur prépondérance pour consolider la tranquillité intérieure des deux Etats et concourir à leur satisfaction commune.

« Le moment actuel est l'instant propice pour commencer à mettre à exécution ce grand œuvre où la sagesse, la politique et la vraie religion doivent jouer un si grand rôle.

mêmes ordres furent donnés par Berthier à Murat, le 17 Janvier 1801. (*Corresp.*, tom. VI, n^o 5302, pag. 730)

Au général Berthier, ministre de la guerre.

Paris, 27 nivôse an IX. (17 Janvier 1801.)

« Je vous prie, citoyen Ministre, d'envoyer par un courrier extraordinaire, des instructions au général Murat sur la conduite qu'il doit tenir envers les cours de Rome et de Naples.

« Il doit traiter la cour de Rome comme une puissance amie. Il doit témoigner, dans toutes les occasions, que le gouvernement a beaucoup d'estime pour le Pape.

« Quant à Naples, il doit faire connaître que l'intention du gouvernement n'est pas d'inquiéter le roi de Naples dans ses Etats, pourvu qu'il évacue sur-le-champ l'Etat romain et laisse le Pape maître de ses Etats.

« Il doit laisser le gouvernement civil d'Ancône aux agents du Pape ; bien entendu que les pays de Sinigaglia et de la Marche d'Ancône fourniront les subsides nécessaires à sa troupe.

« Une fois maître d'Ancône, soit par la force, soit en vertu de l'armistice, le général Murat fera connaître par un courrier au général napolitain, que, s'il n'évacue pas sur-le-champ tout le territoire romain, et spécialement le château Saint-Ange, il se portera sur-le-champ avec son corps d'armée sur la frontière ».

BONAPARTE.

Berthier renouvela à Murat, au nom de Bonaparte, ces ordres d'une manière plus précise encore.

Paris, 15 pluviose an IX. (4 Février 1801.)

« Qu'il ne passe point Civita Castellana et qu'il place ses troupes sur les frontières napolitaines, sans passer par Rome.

« Qu'il assiste à quelques grandes fonctions ecclésiastiques pour convaincre le peuple que nous ne sommes point ennemis de la religion.

« Qu'il ne permette pas qu'un seul Italien réfugié aille à Rome, et qu'il ne souffre rien de ce qui pourrait inquiéter le gouvernement romain. (*Corresp.*, tom. VII, n^o 5338, pag. 7.)

(1) *Corresp.*, tom. III, n^o 2068, pag. 286.

« *Le gouvernement français vient de permettre de rouvrir les églises du culte catholique, apostolique et romain, et d'accorder à cette religion tolérance et protection.*

« Ou les prêtres profiteront de ce premier acte du gouvernement français dans le véritable esprit de l'Evangile, en concourant à la tranquillité publique et en prêchant ces véritables maximes de charité qui sont le fondement de la religion de l'Evangile, et alors je ne mets plus en doute qu'ils n'obtiennent une protection plus spéciale, et que c'est un heureux commencement vers le but tant désiré.

« Ou si les prêtres se conduisent d'une manière tout opposée, ils seront de nouveau persécutés et chassés.

« Le Pape, comme chef des fidèles et centre commun de la foi, peut avoir une grande influence sur la conduite que tiendront les prêtres. Il pensera peut-être qu'il est digne de sa sagesse, de la plus sainte des religions, de faire une bulle ou un mandement qui ordonne aux prêtres de prêcher l'obéissance au gouvernement, et de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour consolider la Constitution établie. Si cette bulle est conçue dans des termes précis et convenables au grand but qu'elle peut produire, elle sera un grand acheminement vers le bien et extrêmement avantageuse à la prospérité de la religion.

« Après cette première opération, il serait utile de connaître les mesures qui pourraient être prises pour *réconcilier les prêtres constitutionnels avec les prêtres non constitutionnels*, et enfin les mesures que pourrait proposer la cour de Rome pour lever tous les obstacles, et qui puissent ramener aux principes de religion la majorité du peuple français.

« Je prie Monsieur le ministre de Sa Sainteté de vouloir bien communiquer ces idées au Pape et de me faire connaître, le plus tôt possible, sa réponse.

« *Le désir d'être utile à la religion est un des principaux motifs qui m'ont dicté la présente note.*

« La théologie simple et pure de l'Evangile, la sa-

gesse, la politique et l'expérience du Pape peuvent, si elles sont exclusivement écoutées, avoir des résultats heureux pour la chrétienté et la gloire personnelle de Sa Sainteté, qui connaît les sentiments particuliers d'affection que je lui ai voués ».

BONAPARTE.

Ces premières tentatives, si louables, restèrent sans résultats. Le Directoire, persécuteur sanglant de l'Eglise, pensait à toute autre chose qu'à vouloir rapprocher la France avec le Saint-Siège : dans sa politique impie, il n'aspirait qu'à l'anéantissement de l'autorité du Pape et au renversement de l'Eglise en France. Bonaparte, à cette époque, n'exerçait pas encore une influence prépondérante dans ce pays : ce furent son expédition en Egypte et surtout sa seconde et brillante campagne d'Italie, où il marcha de victoire en victoire, qui changèrent tout d'un coup sa modeste position. La journée de Marengo, le 14 Juin 1800, décida irrévocablement du sort de l'Italie, mais bien plus encore de celui de Bonaparte. En considérant dans son âme ardente les conséquences de ce jour, il vit se dérouler déjà devant ses yeux le tableau grandiose et presque achevé de son avenir. Cette pensée se présentera involontairement à tout homme, qui voudra tant soit peu se pénétrer du vrai sens de son allocution, faite au clergé de Milan, le 5 Juin 1800, trois jours après son entrée triomphante en cette ville. Il y parle déjà comme s'il était devenu maître des destinées de la France. Il y jette même déjà son regard plus loin, et veut que ses sentiments, au sujet de la future réconciliation de la France avec le Saint-Siège, ne soient pas seulement connus de l'Italie et de la France, mais aussi de toute l'Europe. Il s'attribue et avec raison tout le bien fait à l'Eglise de France depuis la chute du Directoire, et promet aux Italiens la liberté la plus ample pour l'Eglise, jusqu'à punir même de mort quiconque oserait encore l'insulter. Il se plaint que la Providence ne l'ait pas mis plus tôt en état de pouvoir empêcher les crimes, qu'on avait, à son grand

regret, commis envers l'Eglise et ses ministres, n'ayant été à cette époque qu'un simple agent d'un gouvernement subversif de toute religion.

Cette allocution est, sans contredit, un des plus importants documents sur les idées religieuses qui agitaient l'âme de Bonaparte, au sujet du rétablissement du culte catholique en France. La voici (1) :

Allocution aux Curés de la ville de Milan.

16 prairial an VIII. (5 Juin 1800.)

« J'ai désiré de vous voir tous rassemblés ici afin d'avoir la satisfaction de vous faire connaître, par moi-même, les sentiments qui m'animent au sujet de la religion catholique, apostolique et romaine. Persuadé que cette religion est la seule qui puisse procurer un bonheur véritable à une société bien ordonnée, et affermir les bases d'un bon gouvernement, je vous assure que je m'appliquerai à la protéger et à la défendre dans tous les temps et par tous les moyens. Vous, les ministres de cette religion, qui certes est aussi la mienne, je vous regarde comme mes plus chers amis; je vous déclare que j'envisagerai comme perturbateur du repos public et ennemi du bien commun, et que je saurai punir comme tel, de la manière la plus rigoureuse et la plus éclatante, et même, s'il le faut, de la peine de mort, quiconque fera la moindre insulte à notre commune religion, ou qui osera se permettre le plus léger outrage envers vos personnes sacrées.

« Mon intention formelle est que la religion chrétienne, catholique et romaine, soit conservée dans son entier, qu'elle soit publiquement exercée, et qu'elle jouisse de cet exercice public avec une liberté aussi pleine, aussi étendue, aussi inviolable qu'à l'époque où j'entrai pour la première fois dans ces

(1) *Corresp.*, tom. VI, n° 4884, pag. 426. Cette allocution, prononcée en italien, fut imprimée à Gênes, an VIII, par Andrea Fragnoni, en in-6°, et réimprimée avec la traduction en regard des *Annales philosophiques*. Paris, vendémiaire an IX.

heureuses contrées. Tous les changements qui arrivèrent alors, principalement dans la discipline, se firent contre mon inclination et ma façon de penser. Simple agent d'un gouvernement qui ne se souciait en aucune sorte de la religion catholique, je ne pus alors empêcher tous les désordres qu'il voulait exciter à tout prix, à dessein de la renverser. Actuellement que je suis muni d'un plein pouvoir, je suis décidé à mettre en œuvre tous les moyens que je croirai les plus convenables pour assurer et garantir cette religion.

« Les philosophes modernes se sont efforcés de persuader à la France que la religion catholique était l'implacable ennemie de tout système démocratique, et de tout gouvernement républicain : de là cette cruelle persécution que la République française exerça contre la religion et contre ses ministres ; de là toutes les horreurs auxquelles fut livré cet infortuné peuple. La diversité des opinions qui, à l'époque de la Révolution, régnaient en France au sujet de la religion, n'a pas été une des moindres sources de ces désordres. L'expérience a détrompé les Français et les a convaincus que de toutes les religions il n'y en a pas qui s'adapte, comme la catholique, aux diverses formes de gouvernement, qui favorise davantage, en particulier, le gouvernement démocratique républicain, en établisse mieux les droits et jette plus de jour sur ses principes. Moi aussi je suis philosophe, et je sais que, dans une société quelle qu'elle soit, nul homme ne saurait passer pour vertueux et juste s'il ne sait d'où il vient et où il va. La simple raison ne saurait nous fixer là-dessus ; *sans la religion on marche continuellement dans les ténèbres ; et la religion catholique est la seule qui donne à l'homme des lumières certaines et infaillibles sur son principe et sa fin dernière.* Nulle société ne peut exister sans morale ; il n'y a pas de bonne morale sans religion ; il n'y a donc que la religion qui donne à l'Etat un appui ferme et durable. *Une société sans religion est comme un vaisseau sans boussole ; un vaisseau, dans cet état, ne peut ni s'assurer de sa route, ni espérer d'entrer au port.* Une société sans religion, toujours agitée, perpétuel-

lement ébranlée par le choc des passions les plus violentes, éprouve en elle-même toutes les fureurs d'une guerre intestine qui la précipite dans un abîme de maux, et qui, tôt ou tard, entraîne infailliblement sa ruine.

« La France, instruite par ses malheurs, a ouvert enfin les yeux ; elle a reconnu que la religion catholique était comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agitations et la sauver des efforts de la tempête ; elle l'a, en conséquence, rappelée dans son sein. Je ne puis pas disconvenir que je n'aie beaucoup contribué à cette belle œuvre. Je vous certifie qu'on a rouvert les églises en France, que la religion catholique y reprend son ancien éclat, et que le peuple voit avec respect ses sacrés pasteurs qui reviennent, pleins de zèle, au milieu de leurs troupeaux abandonnés.

« Que la manière dont a été traité le Pape défunt ne vous inspire aucune crainte : Pie VI a dû en partie ses malheurs aux intrigues de ceux à qui il avait donné sa confiance, et en partie à la cruelle politique du Directoire. Quand je pourrai m'aboucher avec le nouveau Pape, j'espère que j'aurai le bonheur de lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer encore à l'entière réconciliation de la France avec le chef de l'Eglise. Je n'ignore pas ce que vous avez souffert, tant dans vos personnes que dans vos biens ; vos personnes, encore une fois, seront sacrées à l'avenir et respectées de tout le monde ; quant à vos biens, j'aurai soin de donner les ordres nécessaires pour qu'ils vous soient rendus au moins en partie, et je ferai en sorte qu'on vous assure pour toujours des moyens d'exister honorablement.

« Voilà ce que je voulais vous communiquer au sujet de la religion chrétienne, catholique et romaine. Je désire que l'expression de ces sentiments reste gravée dans vos esprits, que vous mettiez en ordre ce que je viens de dire, et j'approuverai qu'on en fasse part au public, par la voie de l'impression, afin que mes dispositions soient connues non-seulement en Italie et en France, mais encore dans toute l'Europe ».

Pénétré d'une sincère reconnaissance pour la victoire (1) remportée à Marengo, Bonaparte écrivit quatre jours après, le 18 Juin, aux consuls : « Aujourd'hui, malgré ce qu'en
 « pourront dire nos *athées de Paris*, je vais en grande cérémonie
 « au *Te Deum* que l'on chante à la métropole de Milan ».

Fermement résolu d'en venir à un arrangement avec le Pape sur les affaires religieuses de la France, Bonaparte s'était même adressé à ses confrères d'armes en Italie pour avoir des renseignements exacts sur les sentiments du nouveau chef de l'Eglise, qu'il ne connaissait pas personnellement. Le général Hulin, qui avait fait sous ses ordres la première campagne d'Italie, et avait été quelque temps commandant la place de Milan, en ce moment commandant le quartier général de Dijon, lui manda à ce sujet le 21 germinal an VIII [11 Avril 1800] (2) :

« Commandant en chef la place de Milan, j'ai su, par mes relations secrètes, combien M^{re} Chiaramonti avait, par ses lettres pastorales, calmé l'esprit du campagnard italien, naturellement méfiant ; et combien par sa conduite il avait fait de prosélytes aux Français.

« Lors de la retraite de la Romagne, les flanqueurs de droite que je commandais étaient entrés dans Imola, après en avoir repoussé l'ennemi : le nouveau Pape (alors cardinal-évêque) vint au-devant de nous avec les magistrats, fit une pastorale, où il invitait ses diocésains à ne pas se mêler des affaires militaires, et surtout à ne point commettre d'hostilités ni envers les Français, ni envers les Autrichiens ; cette lettre, dont les sentiments étaient balancés, quoique en notre faveur, me prouvait bien qu'il était dans l'intention de se conserver avec adresse l'amitié des deux parties, au moment où l'ennemi paraissait devoir être vainqueur. Elle eut pour nous des effets heureux, car les habitants se comportèrent exactement selon ses intentions et ne nous inquiétèrent nullement dans notre retraite.

(1) *Corresp.*, tom. VI, n° 4923, pag. 409.

(2) *Archives du ministère de la guerre à Paris.*

« J'ai l'honneur de vous observer, citoyen Consul, que dans les longs et fréquents entretiens que j'eus avec lui, il ne parlait de vous qu'avec respect et vénération, me témoignant même combien il avait d'inquiétudes sur votre absence ».

Pour en revenir au *Te Deum* de Milan, il paraît que le cardinal de Martiniana, évêque de Verceil, assista, comme tous les évêques de la Lombardie, à cette imposante cérémonie : car le jour d'après, Bonaparte eut avec lui une longue conversation, dans laquelle il lui exprima, en termes très-explicites, sa ferme résolution de se mettre en bonnes relations avec le Pape et d'entamer avec lui des négociations pour le rétablissement du culte catholique en France ; il termina en le priant de vouloir bien en informer Sa Sainteté. Cet illustre prince de l'Eglise, touché et surpris à la fois d'une ouverture si spontanée, si franche et si précise, répondit le même jour à Bonaparte, qu'il se chargeait avec empressement de cette honorable mission, et ferait connaître au Pape des sentiments si favorables à l'Eglise et au Saint-Siège ; ce qu'il fit par une lettre adressée au Souverain Pontife, le 26 Juin.

Cette lettre, dont nous regrettons d'autant plus la perte, qu'elle nous aurait fourni un témoignage de plus sur les intentions de Bonaparte, au sujet de la reconstitution religieuse de la France, fut remise au Pape dans son voyage de Venise à Rome ; ce fut le neveu du cardinal, le comte Alciati, qui la lui présenta à Terni, et il accompagna Sa Sainteté jusqu'à Rome pour attendre la réponse. Pie VII avait quitté Venise le 6 Juin ; allant par mer, il était arrivé, après une pénible traversée de dix jours, à Pesaro le 16, à Ancône le 21 ; de là il se rendait à petites journées par Lorette, à Rome, fêté sur son passage et salué, avec un enthousiasme général, par ses fidèles sujets. Il arriva à Rome le 3 Juillet, au milieu des transports d'un peuple ivre d'allégresse.

Le Pape aurait pu répondre au cardinal de Martiniana en route ; mais on lui avait conseillé de répondre de Rome, afin de constater par là sa prise de possession de la capitale de ses

Etats. Il le remercia donc, le 10 Juillet, de cette consolante nouvelle, par une lettre écrite de sa propre main, et l'engagea à encourager Bonaparte dans l'exécution de cette sainte entreprise. Nous donnons cette lettre selon la version officielle qui en fut faite à cette époque (1) :

Au cardinal Martiniana.

Rome, 10 Juillet 1800 (21 messidor an VIII.)

« Pie VII, Pape.

« Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique. Nous ne pouvions certainement pas recevoir de nouvelle plus agréable que celle que contient votre lettre du 26 Juin, qui nous a été apportée par votre neveu, le comte Alciati. Les ouvertures que vous nous faites de la part du premier Consul Bonaparte, et dont le but est de régler les affaires ecclésiastiques en France et d'y faire refleurir la religion catholique, ne peuvent pas n'être pas reçues de nous avec une grande joie, puisqu'elles tendent à ramener tant de millions d'âmes au bercail de Jésus-Christ dont nous occupons indignement la place sur la terre. Nous regarderons certainement comme une chose glorieuse et heureuse pour nous, non moins qu'utile aux intérêts de tout le monde catholique, de voir rétablir en France cette sainte religion, qui en a fait la félicité pendant tant de siècles ; nous saisissons donc avec empressement l'occasion favorable qui s'offre à nous, c'est pourquoi vous pouvez répondre au premier Consul, que nous nous prêterons très-volontiers à une négociation qui a pour objet une fin si louable et si digne de notre ministère apostolique, et si conforme aux vœux de notre cœur. La connaissance que vous nous donnez de ses idées sur quelques-uns des points à régler, semble donner des espérances fondées que les choses pourront à la fin s'arranger, et ce qui les augmente encore en nous, ce sont

(1) *Archives du ministère des affaires étrangères à Paris. Affaires de Rome, vol. 929, où se trouve aussi la lettre autographe du pape. Voir Pièces justificatives, n° 7.*

les dispositions dans lesquelles vous nous dites qu'est son esprit sur cet objet. Néanmoins, votre pénétration ne peut manquer d'apercevoir les difficultés que la chose offre en elle-même, et celles que pourra présenter dans la suite l'idée de sa propre application. Mais nous espérons en la miséricorde de Dieu et en son assistance en faveur de son Eglise, pour que tout puisse s'aplanir heureusement dans un aussi pieux et religieux dessein. Vous connaissez assez notre loyauté et notre caractère, pour ne pouvoir douter, que, de notre part, nous coopérerons avec la plus grande sollicitude à l'obtention d'une fin qui nous est commandée par la religion et par le devoir pastoral, que nous avons contracté envers une si grande portion du troupeau confié à nos soins. Observant donc que le premier Consul a mis en vous sa confiance et vous a expressément chargé de cette négociation, nous agréons très-volontiers votre personne pour laquelle vous connaissez notre attachement, et dont le zèle pour les intérêts de la religion et son entier rétablissement a toute notre confiance. Réfléchissant à l'extrême difficulté qu'on aura à s'entendre, en traitant par lettres de matières si difficiles par leurs rapports multipliés et si délicates de leur nature, nous avons résolu, pour atteindre plus tôt le but désiré, de vous envoyer une personne de confiance qui vous expliquera plus parfaitement nos intentions sur tous les points que l'arrangement des affaires ecclésiastiques en France obligera nécessairement de discuter et d'arrêter. Cette personne vous aidera dans la négociation, et il nous semble que cela contribuera à la faciliter. Vous ferez donc connaître nos dispositions au premier Consul, qui pourra ensuite vous manifester les siennes avec plus de précision, de détail et d'étendue sur ces importants objets qu'il est nécessaire de concilier pour le rétablissement du catholicisme en France.

« Pour le présent, il ne nous reste plus qu'à prier le Seigneur miséricordieux de bénir un ouvrage qui a pour objet son service, la gloire de son nom sur la terre, et qui ne tend qu'à reconquérir une si grande et si illustre partie du Christianisme fondé avec

son sang précieux. Dans l'espérance que nous en avons, et dans la demande que nous lui en faisons par nos prières continuelles, nous vous souhaitons en même temps la santé et la force qui peuvent vous permettre de vous livrer à un si grand objet, et en vous remerciant de la diligence faite par votre neveu, et vous assurant de notre plus affectueuse bienveillance, nous finissons en vous donnant, de tout notre cœur, notre bénédiction paternelle et apostolique.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 10 Juillet de l'an 1800, de notre pontificat le premier ».

PIE VII, Pape.

Le digne cardinal ne tarda pas d'envoyer cette lettre du Pape à Bonaparte. Il le pria en même temps de vouloir bien lui faire connaître les bases de la négociation : enfin il lui annonçait que Sa Sainteté lui enverrait M^{re} Spina pour conduire cette négociation à son terme (1) :

(1) *Ibidem*. Dans une seconde lettre de la même date, le cardinal Martiniana répète à Bonaparte les mêmes sentiments du pape et lui recommande aussi les affaires de son roi. La voici :

Lettre de S. Em. le cardinal Martiniana, évêque de Verceil, au premier Consul de la République française.

Verceil, le 12 Juillet 1800.

« La marque de confiance que vous avez bien voulu me donner, premier Consul, en m'instruisant de vos amiables dispositions pour l'arrangement de tous différends existant soit avec le Saint-Siège relativement aux affaires ecclésiastiques, soit avec la cour du roi de Sardaigne : cette marque, dis-je, de confiance est si flatteuse pour moi, que je me suis acquitté avec le plus grand empressement de la commission dont vous avez bien voulu m'honorer.

« J'ai donc fait partir incessamment le comte A'ciati, mon neveu, lequel suivant les traces du roi, qui était en chemin pour se rendre à Rome, l'a rencontré à Terni, et s'est acquitté de la commission dont je l'avais chargé : il a ensuite continué la route jusqu'à Rome, et a également rendu au Pape une lettre que je lui avais consignée pour lui.

« Maintenant, pour ce qui a rapport aux intérêts du Saint-Siège, je me réfère à ce que je vous marque dans une lettre à part ; et pour ce qui regarde le roi susdit, je sais que le marquis de Saint-Marron l'ayant heureusement trouvé auprès de lui, il lui a fait connaître les intentions d'après lesquelles il vous envoie une dépêche par un courrier extraordinaire.

« Je me rapporte donc également à ce qu'il est chargé de vous dire au nom de Sa Majesté, et je me borne à profiter de cette occasion pour vous assurer, premier Consul, que je crains avoir assez vécu, et que je terminerai ma carrière de la manière la plus consolante, si je pouvais me flatter d'avoir la plus petite part au retour de la tranquillité et de la paix dans nos provinces désolées, et j'en ai le plus doux espoir en considérant votre amour pour l'humanité et pour le bien public, vos vertus et vos principes de justice. Ce serait ajouter à vos triomphes le plus beau et le plus agréable que de faire cesser le fléau de la guerre.

« Je suis, etc. »

Le cardinal MARTINIANA.

Le cardinal de Martiniana, évêque de Verceil, au premier Consul de la République française, Napoléon Bonaparte.

Verceil, le 30 messidor an VIII. (19 Juillet 1800.)

« Je m'empresse, premier Consul, de vous faire passer, par le courrier que vous m'avez laissé ici, la lettre du Saint-Père, que le comte Aleiati, mon neveu, qui arrive, dans l'instant, de Rome, m'apporte, en réponse à celle que je lui ai adressée pour l'instruire de l'entretien que j'avais eu l'honneur d'avoir avec vous à votre passage, et de vos amiables dispositions pour l'arrangement des affaires ecclésiastiques en France. Cette lettre vous convaincra que le Saint-Père n'est pas moins disposé que vous, et ne désire pas moins sincèrement de voir terminer tous différends existant entre le Saint-Siège et la République française, et vous fera connaître mieux que j'aurais pu le faire moi-même, combien son cœur a été pénétré de joie en apprenant, par ma lettre, une nouvelle si intéressante et si conforme à ses vœux. Vous y verrez, premier Consul, que le Saint-Père a la bonté de voir avec plaisir, que vous ayez trouvé bon de m'accorder votre confiance, et il m'a aussi en même temps honoré de la sienne. Je vous prie en conséquence d'avoir la complaisance de me faire passer, le plus tôt qu'il vous sera possible, votre plan d'arrangement et les bases sur lesquelles vous voulez qu'on l'établisse, afin que je puisse en conférer avec la personne que Sa Sainteté se propose d'envoyer auprès de moi, pour faciliter et solliciter, le plus qu'il se pourra, un tel arrangement. A propos de quoi j'ai l'honneur de vous ajouter que le Pape m'a fait dire, par mon neveu, qu'il aurait choisi pour cette importante mission M^{re} Spina, qui, doué de toutes les lumières nécessaires et des qualités conciliatrices, a le bonheur de vous être connu, présumant que ce choix pourrait vous être agréable. La lettre de Sa Sainteté vous fera connaître enfin combien elle

est persuadée et compte sur la solidité et la sincérité de vos dispositions, de même que sur l'équité de vos projets et la discrétion de vos demandes. Vous verrez qu'il en est d'autant plus convaincu par vos idées sur les points que nous avons commencé à discuter ensemble touchant les évêques émigrés, les intrus, la diminution des évêchés, comme la fixation de leurs revenus, et que je n'ai pas manqué de lui communiquer.

« J'espère que j'aurai au plus tôt l'honneur d'avoir le précis de vos sentiments, pour savoir à quoi m'en tenir, et j'ose vous prier de me le faire parvenir par le même courrier Leflant, duquel j'ai lieu d'être bien satisfait et content.

« Vous pouvez être persuadé, premier Consul, que je me ferai toujours un devoir, en toutes circonstances, pour vous convaincre des sentiments de respect et de la plus distincte estime, avec laquelle j'ai l'honneur d'être le très-dévoué serviteur ».

Le cardinal MARTINIANA,

évêque de Verceil.

A en juger par cette lettre, il paraît que la base principale de cette négociation devait être la démission des anciens évêques titulaires, la diminution des évêchés et la fixation de leurs revenus, et que le Pape avait d'avance des vues très-conciliantes au sujet de ces différentes propositions.

Pie VII, Pontife doux, d'une piété angélique, éclairé et conciliant, brûlait du désir de venir en aide à l'Eglise de France submergée par les flots de la révolution. A peine élevé sur la chaire de saint Pierre, le 14 Mars 1800, sa première pensée fut d'adresser aux nobles confesseurs de la foi, aux évêques français dispersés en Allemagne, en Suisse et en Angleterre, des paroles paternelles, afin de les consoler dans leurs adversités et les encourager à porter encore pour quelque temps la couronne de leur glorieux martyre et à se résigner à la volonté de Dieu, qui dans sa miséricorde ne manquerait pas de faire tarir leurs

larmes et cesser la tempête. Il les remerciait aussi de leurs vœux faits pour son heureux Pontificat (1).

En termes non moins affectueux, il parla de ces généreux confesseurs et de la piété des Français en général dans son Encyclique du 15 Mai : auguste témoignage rendu en face de la chrétienté tout entière.

« Nous éprouvons, y dit-il, une profonde tristesse et une vive douleur en considérant ceux de nos enfants qui habitent la France ; nous sacrifierions notre vie pour eux, si notre mort pouvait opérer leur salut. Une circonstance diminue et adoucit l'amertume de notre deuil. C'est la force et la constance qu'ont montrées plusieurs d'entre vous, et qui ont été imitées par tant de personnes de tout âge, de tout sexe et de tout rang ; leur courage à ne pas se souiller du serment illicite et coupable, pour continuer d'obéir aux décrets et aux sentences du Saint-Siège apostolique, restera éternellement gravé dans notre mémoire, autant que la cruauté, renouvelée des temps anciens, avec laquelle on a poursuivi ces chrétiens fidèles. »

Animé de sentiments si généreux et si saints, Pie VII ne pouvait qu'accueillir avec tout le noble élan de son âme les propositions de Bonaparte : personne ne connaissait mieux que lui les souffrances de l'Eglise de France, ayant donné, comme cardinal-évêque d'Imola, à un grand nombre d'ecclésiastiques français émigrés, un honorable asile dans son diocèse. Il chargea donc aussitôt Consalvi d'informer de cet heureux événement le cardinal Antonelli, qui, en revenant du Conclave, s'était arrêté, par motif de santé, quelque temps à Sinigaglia, sa ville natale, et de l'inviter à se rendre à Rome, pour y assister aux délibérations sur les mesures à prendre dans cette grande affaire. Il paraît que Consalvi lui écrivit le 10 Juillet, le même jour où il avait autorisé le cardinal de Martiniana à entrer en relation avec Bonaparte sur ce même sujet.

Léonard Antonelli, né à Sinigaglia, en 1730, d'une famille

(1. Voir les lettres du Pape à ce sujet. *Pièces justificatives*, n° 1-14.

noble, était après Gerdil et Borgia, le plus savant cardinal que possédât alors le sacré Collège ; il avait occupé avec gloire les plus éminentes charges dans la prélature. Il était bon théologien et bon canoniste, et même très-versé dans l'histoire ecclésiastique. Comme préfet des Archives secrètes du Saint-Siège, alors conservées au château Saint-Ange, il avait soutenu avec honneur une lutte savante contre le célèbre Muratori, en défendant les droits du Saint-Siège sur le duché de Parme et de Plaisance, que celui-ci avait contestés (1). Cet ouvrage, rédigé d'ailleurs sans goût et sans ordre, mais riche en documents intéressants et inédits, fraya rapidement à l'auteur le chemin à sa future et glorieuse carrière. Clément XIII le fit assesseur du *Saint-Office* ou de l'Inquisition, et Pie VI, le 24 Avril 1775, l'éleva à la pourpre. Il fut, pendant plusieurs années, préfet de la sainte Congrégation de l'*Index*, et, à l'époque du Conclave, il était évêque de Palestine : Pie VII le nomma successivement préfet de la *Congrégation des affaires ecclésiastiques*, secrétaire de l'*Inquisition*, grand pénitencier et préfet de la *Propagande* ; devenu enfin doyen du *sacré Collège*, à l'enlèvement de Pie VII en 1808, il fut exilé dans sa ville natale, où il mourut en 1811, âgé de 81 ans, léguant toute sa fortune à la *Propagande* pour l'entretien de 12 jeunes Arméniens, qui devaient être élevés, dans ce collège, pour les missions de leur patrie.

La proposition de Bonaparte avait traversé l'Europe comme un éclair, et fut partout, même à Saint-Petersbourg, accueillie avec un égal transport et un égal étonnement. Tous les amis de la religion et du bon ordre la saluèrent comme le terme prochain de l'impiété, qui, dans toute l'Europe, avait audacieusement levé sa tête triomphante. Aussi tous s'émerveillèrent que la branche d'olivier de pacification religieuse fût offerte à la France par les mains de ce jeune guerrier, qui avait à peine atteint sa trentième année, mais qui, par l'éclat de ses victoires, avait rendu son nom illustre et inspirait partout le respect et la

(1) Voici le titre de cet ouvrage : *Ragioni della sede Apostolica sopra il ducato di Parma e Piacenza esposte ai Sovrani e principi cattolici d'Europa*, Roma 1767. 4 vol. in-4°.

crainte : il ne fallait pas moins que l'autorité de cet homme extraordinaire pour accomplir cette sainte mission de la Providence.

M^{sr} l'archevêque d'Alby, prélat très-recommandable par sa piété et par sa doctrine, neveu du feu cardinal de Bernis, séjournant alors à Saint-Pétersbourg, et jouissant de toute la confiance de cette cour, surtout de l'empereur Paul I^{er}, rempli de joie de voir enfin abrégés les malheurs de l'Eglise de sa patrie, s'était offert à Pie VII, en cas d'opportunité, pour servir d'instrument dans cette grande œuvre de pacification religieuse. Pie VII remercia Bernis, le 24 Août de cette année, de sa généreuse proposition, en l'informant que le choix de la personne pour cette négociation avait été déjà arrêté d'avance (1). Cette personne, comme nous l'avons vu, était M^{sr} Spina : et certes, ce choix ne pouvait guère être meilleur et plus adapté à ces graves circonstances.

Bonaparte avait vu M^{sr} Spina, à son passage par Valence, en revenant d'Egypte, après avoir débarqué le 9 Octobre 1799 à Fréjus.

En cette occasion encore, il donna un témoignage sincère, touchant et spontané envers la sainte mémoire du grand Pontife Pie VI, qui venait de terminer sa glorieuse vie de martyr le 29 Août de cette année à Valence. M^{sr} Spina, maître de maison de l'auguste défunt, avait adressé des instances réitérées au Directoire, afin de pouvoir rendre les honneurs funèbres au Pape, lui donner une décente sépulture ecclésiastique, et aussi pour qu'on délivrât des passe-ports aux membres de la petite cour pontificale, à qui il tardait de quitter la France où ils n'avaient plus même de moyens de subsistance. Mais toutes ces demandes, qui ne pouvaient être plus justes, furent néanmoins constamment refusées. Sur ces entrefaites, Bonaparte passa par Valence, et un hasard heureux voulut qu'au moment de partir il se rencontrât avec M^{sr} Spina et ses

*interdigne
d'Alby
le 10 sept
reçu
en l'ordre
Pie VII
1799*

(1) Pièces justificatives, n° 10.

collègues. Le récit de cette rencontre est si touchant et si honorable pour Bonaparte, que nous ne pouvons pas nous défendre de le donner ici en entier, tel qu'il nous a été transmis par M^{re} Baldassari, témoin oculaire (1).

« Bonaparte, raconte-t-il, passa environ 24 heures à Valence, et partit pour Lyon. Son train se composait de trois voitures et d'un détachement de gendarmes. Nous nous promenions le long des murs de la citadelle, à une petite distance de la route de Lyon. Bonaparte était dans une berline à deux places avec Berthier. Le général commandant le département, qui se trouvait à cheval du côté de Bonaparte, lui apprit probablement que nous étions les ecclésiastiques de la suite du Pape. Il nous envoya dire, que si nous voulions prendre la peine de nous rapprocher de la route il nous verrait avec plaisir ; en même temps, il fit arrêter sa voiture, et, lorsque nous nous présentâmes, il nous reçut d'un air gracieux et riant, et nous demanda aussitôt des nouvelles du Pape. Apprenant qu'il était mort le 29 Août : *J'en suis fâché, dit-il.* Puis il ajouta : *Et vous, que pensez-vous faire ?* Nous lui répondîmes que nous désirions beaucoup retourner en Italie ; mais que, malgré toutes nos instances, nous n'avions pu obtenir de passe-ports. *Il est juste, reprit-il, il est juste que vous retourniez dans les lieux où votre religion s'exerce en liberté. Mais le corps du Pape, que voulez-vous en faire ?* Nous lui dîmes que nous avions jusqu'alors inutilement sollicité du Directoire la permission de le transporter en Italie, pour l'inhumer suivant les intentions qu'avait manifestées le feu Pape. Bonaparte répliqua qu'il ne voyait à cela aucune difficulté. Il voulut savoir nos noms à tous et demanda des nouvelles du cardinal Mattei, du duc Braschi, et de M^{re} Caleppi. Il lui fut répondu que nous étions sans aucun renseignement sur ces personnages, qu'il ne nous avait pas même été accordé de pouvoir correspondre avec nos familles. *Cela est trop fort,* dit alors Bonaparte. Voyant qu'il se montrait

(1) *Relazione delle avventure e patimenti del glorioso papa Pio VI, negli ultimi anni del suo pontificato composta da M^{re} Pietro Baldassari suo cameriere segreto. Modena 1813, tom III, pag. 260. Version française, par M. l'abbé de la Couture. Paris 1852, pag. 263.*

si humain, et si poli, on le pria de vouloir bien, lorsqu'il serait à Paris, aider de son crédit les demandes qu'on y avait adressées. Il promit de le faire, et continua sa route ».

Bonaparte s'acquitta consciencieusement de sa promesse. Peu de jours après son arrivée à Paris, il fit délivrer les passe-ports, dont nous venons de parler, qu'on avait tant de fois demandés et jamais obtenus. De plus, plein de vénération pour l'auguste mémoire de Pie VI, il lui fit décréter les honneurs solennels de la sépulture, tandis que le Directoire, dans son impiété cynique, les avait refusés, et, par surcroît d'ironie, dans ses lettres officielles, adressées à la municipalité de Valence, n'avait nommé autrement Pie VI que le *citoyen Pie VI, ex-Pape*.

Comme M^{re} Spina a joué un si grand rôle dans l'affaire du Concordat, et bien plus encore depuis, on nous permettra de retracer sa vie en peu de mots, d'autant plus que Consalvi ne dit rien de lui, comme s'il ne l'avait jamais connu, quoiqu'il eût été quelque temps son collègue dans la prélature (1).

Joseph Spina, né à Sarzane, en Piémont, le 12 Mars 1756, d'une ancienne famille noble, dont il était le dernier rejeton mâle, et qui, par conséquent, s'éteignit avec lui, fit ses études à l'université de Pise, qui dans ce temps jouissait d'une grande réputation. Porté à l'état ecclésiastique, il se rendit à Rome. Pie VI le prit aussitôt en grande affection à cause de ses éminentes qualités, et surtout de sa piété peu commune, de ses mœurs douces et affables, comme de ses profondes connaissances en matière de droit civil et canonique. Il devint rapidement son prélat domestique, référendaire de sa signature, et remplaça Consalvi dans la charge de *Votante* de ce tribunal, quand celui-ci passa à la Rote comme auditeur. Au commencement des troubles à Rome, en 1796, il retourna, pour peu de temps, dans sa patrie, où son évêque, M^{re} Maggioli, prélat vénérable, le fit ordonner

(1) M^{re} Baldassari, compagnon de Spina dans la captivité de Pie VI, nous a transmis dans sa relation citée n° 10, les détails les plus abondants et les plus intéressants sur Spina et sur son admirable conduite envers le saint captif. Le père Jean-Baptiste Semeria, prêtre de l'Oratoire de Turin, nous a tracé en abrégé la vie édifiante de ce grand prince de l'Eglise, dans son ouvrage classique : *Secoli cristiani della Liguria*. Torino 1843, tom. I, pag. 404-413, in-8°.

prêtre. A la première nouvelle des malheurs dont Rome fut menacée de la part des Français, au commencement de 1798, Spina y accourut aussitôt, assista, avec Consalvi, à tous les douloureux événements qui se succédèrent depuis, et obtint de Pie VI, peu de jours avant son enlèvement, par l'entremise du cardinal Doria, secrétaire d'Etat, le titre d'archevêque de Corinthe *in partibus*, avec la faculté de pouvoir se faire sacrer partout et par n'importe quel évêque catholique. Pie VI, enlevé le 20 Février 1798, la République romaine proclamée sous les auspices de la France, le sacré Collège, ainsi que toute la prélature, dispersé, Spina désira ardemment de pouvoir partager les souffrances du saint Pontife, son bienfaiteur. Le cardinal Doria le chargea en effet de porter à l'archevêque de Florence, au grand-duc, et à M^{re} Odescalchi, nonce apostolique près la cour de Toscane, des lettres du Pape prisonnier, dans lesquelles il leur annonçait sa prochaine arrivée en Toscane. Spina, après s'être d'abord acquitté de cette commission, se rendit en toute hâte à Sienne, pour y attendre le Pape, qui l'agrégea tout de suite à sa petite cour. Comme il était très-habile dans le maniement des affaires du monde, très-versé dans la jurisprudence tant civile qu'ecclésiastique, et surtout travailleur assidu et expéditif, Pie VI, à peine transporté à la Chartreuse de Florence, se servit de lui dans toutes les affaires comme d'un autre secrétaire d'Etat : il dirigeait toute la correspondance du Pape avec les cours et avec les nonces apostoliques, avec les évêques et les prélats, et répondait toujours, au nom du Pape, à toutes les questions qui venaient à lui de toutes les parties de la chrétienté. Spina, par ordre du Pape, fut sacré archevêque de Corinthe par le célèbre cardinal Lorenzana, qui s'était réfugié à Florence, assisté, en cette cérémonie, qui se fit sans éclat dans la chapelle privée des Pères de la Chartreuse, par le nonce apostolique M^{re} Odescalchi, archevêque d'Iconie *in partibus*, et par M^{re} Selvi, évêque de Grossetto. Pie VI assista à cette ordination. Dès ce moment, Spina ne quitta plus le Pape et l'accompagna partout comme son serviteur et son ami

le plus fidèle et le plus affectionné, dans sa dure captivité. Pie VI, après l'avoir constitué son exécuteur testamentaire, expira saintement, le 29 Août 1799, à Valence, entre ses bras.

Les beaux et importants actes de Pie VI, émanés de la Chartreuse de Florence, sont l'œuvre de Spina.

Spina, le jour même de la mort du Pape, informa le cardinal doyen du sacré Collège de ce douloureux événement, afin qu'il pût inviter les cardinaux au Conclave pour l'élection d'un successeur : il fit ensuite les funérailles d'usage, dans la petite chapelle du fort de Valence. Ces funérailles ne pouvaient guère être plus modestes, et représentaient, au plus vif, l'image de l'Eglise des catacombes. On y manqua de tout : on n'avait pas même un encensoir, et pour l'aspersion on dut se servir de feuilles d'hysope. A peine put-on trouver quatre petits chandeliers de chambre pour les mettre sur la bière, à moitié couverte d'un vieux lambeau de drap noir.

Enfin, arrivèrent de Paris, vers la fin d'Octobre, les passe-ports pour les membres de la maison du Pape, qui partirent le 9 Novembre pour l'Italie. Spina et M^{sr} Garzia Malo, Espagnol, camérier secret du Pontife défunt, restèrent seuls à Valence pour la garde de sa sacrée dépouille, attendant les ordres du gouvernement pour la pouvoir transporter à Rome. Quelle fut la douleur de Spina quand il se vit encore cette fois trompé dans son espérance !

Il paraît que Bonaparte, à cette époque, n'était pas encore assez puissant pour pouvoir accorder à Spina la faveur qu'il lui avait promise à son passage par Valence. L'ordre des Consuls, signé par lui, conçu en termes qui font voir qu'on devait encore faire des concessions à l'esprit malheureux du temps, portait uniquement qu'on pouvait enterrer le corps du Pontife avec les cérémonies d'usage et lui ériger un modeste monument sépulcral. Le voici (1) :

(1) *Corresp. de Napoléon I^{er}*, tom. VI, pag. 76, n° 4449.

diriger au plus tôt sur Paris, pour y seconder les précieux desseins du premier Consul.

« Je vous prie, Monsieur, d'avoir la bonté de présenter au premier Consul mes respectueux hommages, le constant et sincère désir, que je conserve, de favoriser des vues si recommandables et si utiles pour la paix d'une Eglise si célèbre dans tous les siècles, et auprès de toutes les nations catholiques. Enfin, agréez vous-même, Monsieur, l'assurance de mes sentiments d'estime et de respect distingués avec lesquels j'ai l'honneur de me dire,

« Monsieur, votre très-dévoué serviteur ».

Le cardinal de MARTINIANA.

Cette lettre était accompagnée d'une autre de la même date, adressée au cardinal de Martiniana, dans laquelle Consalvi lui recommandait avec instance la mission de Spina auprès du gouvernement français.

Quelle ne fut pas la joie de Spina, quand il apprit, à son passage par Florence, l'heureuse nouvelle, que Bonaparte s'était enfin résolu à le faire venir à Paris pour ouvrir la négociation tant désirée. Le premier Consul, comme M. Thiers nous l'a raconté, avait éprouvé les plus grandes difficultés pour faire agréer cette résolution à ses collègues et aux ministres, qui tous y étaient contraires. M. le marquis de Labrador, ministre d'Espagne à Paris, se rendant à Rome pour une mission secrète de son roi, avait été chargé, à son départ, de faire cette communication officielle au Pape. Ce ministre avait fait précéder son arrivée à Rome de cette nouvelle, qui s'était répandue aussitôt partout et avait été accueillie, à la cour de Florence, avec transport. Spina, sans perdre de temps, et sans même attendre l'ordre de Rome, se rendit à l'instant à Verceil, avec le P. Caselli, pour concerter, avec le cardinal de Martiniana, son voyage à Paris, comme Pie VII lui avait enjoint à son départ de Rome. Ce cardinal y mit le plus grand empressement, et, sans attendre

une nouvelle autorisation de Rome, se contentant de celle qu'il avait déjà reçue par la lettre de Consalvi, du 10 Juillet, et sans avoir même reçu la seconde lettre de ce dernier, du 13 Octobre, annonça, dès le 11 Octobre, à M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, la prochaine arrivée de Spina à Paris.

Spina informa aussitôt Consalvi de sa résolution, prise d'intelligence avec le cardinal de Martiniana. Consalvi en ressentit une telle joie, qu'il lui exprima le 29 Octobre, au nom du Pape, toute la satisfaction causée par sa première démarche, qui, selon lui, ne pouvait être ni plus sage ni plus opportune, et lui fit déjà, en quelque sorte, entrevoir le chapeau de cardinal.

Spina quitta Verceil le 24 Octobre pour se rendre à Paris.

Le 10 Novembre, Consalvi lui manda des nouvelles au sujet du Pape, en se plaignant en même temps des troupes napolitaines, qui, malgré les ordres du gouvernement français, ne voulaient pas encore évacuer le territoire de Rome.

Consalvi félicita Spina de son arrivée à Lyon, qui avait eu lieu le 28 Octobre, et le pria d'accélérer le plus qu'il pourrait son voyage à Paris, en le chargeant, en outre, de représenter au premier Consul la situation pitoyable de Rome causée par les excès commis par les révolutionnaires de toute espèce, qui y avaient séjourné pendant le gouvernement républicain.

Le 10 Janvier 1804, Consalvi renouvelle à Spina ses plaintes pour n'avoir plus reçu, depuis son départ de Lyon, de ses dépêches, quoiqu'il ait appris, par la voie des journaux, son arrivée à Paris, ce qui lui fait craindre qu'elles ne se soient perdues ou qu'elles n'aient été interceptées.

Enfin, arriva le 17 Janvier, la dépêche de Spina, du 20 Décembre, dans laquelle il annonça à Consalvi son arrivée à Paris, et son premier entretien avec Bonaparte, dont celui-ci paraissait fort content. Vers la fin de Janvier arrivèrent, par différentes voies, toutes les dépêches, écrites par Spina, antérieurement à la date du 20 Décembre, ce qui réjouit beaucoup le Pape ainsi que Consalvi.

Récapitulons, en peu de mots, la négociation de Spina, d'après les documents qui se trouvent au ministère des affaires étrangères, à Paris, puisque de toutes ses dépêches envoyées à Rome, il ne s'en est pas, malheureusement, conservé une seule : nous n'avons que les réponses qu'y a faites Consalvi, et qui, pour la plupart, sont assez insignifiantes.

Bonaparte chargea, dès le lendemain de l'arrivée de Spina, Talleyrand et l'abbé Bernier d'entrer avec lui en négociation. Talleyrand est trop connu pour que nous ayons besoin de parler de lui. Quant à Bernier, c'est, selon notre conviction, qui va bientôt être confirmée par des documents, l'homme qui, après Pie VII et Bonaparte, a le plus contribué à la conclusion et au succès du Concordat : c'est lui aussi qui, pour toute récompense de la part de la postérité, n'a encore recueilli que les fruits de la plus inique calomnie, qui, de nos jours surtout, s'acharne sur sa mémoire.

Son grand crime a été d'avoir abandonné le parti royaliste dans la Vendée et la Bretagne, et de s'être rallié à temps, au parti vainqueur, représenté alors par Bonaparte. Il est superflu et étranger à notre but d'entrer ici, dans l'exposition des motifs qui ont poussé Bernier à prêter son influence et son autorité pour la pacification de ces malheureuses provinces, ravagées, bien plus que le reste de la France, par la guerre civile, la plus cruelle et la plus sanglante qu'ait connue l'histoire. L'incapacité absolue de ce parti, tant au dedans qu'au dehors de la France, et surtout des chefs de l'émigration, soit en Angleterre soit en Allemagne, est la vraie cause de la détermination de Bernier. Il a, par là, arrêté des flots de sang et bien mérité de la religion, de l'humanité et de la France : la pacification des provinces de l'Ouest, affaire tant désirée de presque tous, a puissamment contribué au rétablissement du culte catholique en France, parce que les Bretons et les Vendéens n'auraient jamais consenti à déposer les armes et à accepter le nouveau gouvernement, sans avoir reçu l'assurance certaine

qu'on leur restituerait l'antique foi de leurs pères, pour le maintien de laquelle ils avaient, pendant tant d'années, si vaillamment combattu.

On a fait à Bernier un autre reproche : c'est d'avoir, dans la négociation du Concordat, secondé les vues politiques du premier Consul plus que les vrais intérêts de l'Eglise et les saints efforts du Pape, dans le but ignoble de se frayer le chemin aux honneurs et aux richesses. Rien de plus faux et de plus injuste. Que Bernier ait subi quelquefois la pression de Bonaparte, on pourrait tout au plus le présumer : mais qu'il ait voulu trahir la confiance, les intérêts de l'Eglise et du Saint-Siège, disons-le hardiment, personne ne pourra jamais le prouver. Et qui est celui, à commencer par les souverains, les ministres, les ambassadeurs, qui ait pu se soustraire à l'empire irrésistible de cet homme extraordinaire, encore moins l'affronter ? Si donc Bernier semble parfois fléchir devant la volonté de fer de Bonaparte, c'est toujours dans l'intérêt, bien entendu, de la religion, ayant surtout, en cela, égard aux personnes qui entouraient et conseillaient le premier Consul : car ils avaient bien plus que lui des préventions contre l'Eglise et ne négligeaient rien pour les lui faire partager. Ils faisaient de continuels efforts pour l'entraîner à des mesures extrêmes contre l'Eglise : si Bernier céda quelquefois aux exigences impérieuses de Bonaparte, ce fut pour déjouer les desseins perfides de ce parti, pour délivrer le premier Consul des embarras que celui-ci lui créait sans cesse et le rattacher aux intérêts de la religion. Les actes de Bernier, mieux connus, le justifieront entièrement, nous l'espérons, des odieuses accusations dont on l'a chargé.

Bernier ouvrit la négociation par la question de la démission des anciens évêques titulaires, qui étaient tous émigrés : cette question était sans aucun doute la plus grave, la plus difficile, celle qui devait nécessairement le plus agiter la conscience délicate de Pie VII.

Il faut être juste, et, pour cela, convenir qu'en considérant l'état social de la France à cette époque, le rétablissement des anciens évêques dans leurs sièges, eût excité dans l'Etat les plus grands troubles, au point que, croyons-nous, la volonté la plus ferme se serait en vain efforcée de l'effectuer. La plupart de ces vénérables confesseurs de la foi, pour ne pas dire tous, non-seulement s'étaient plus ou moins compromis, mais encore s'étaient attiré la haine de la nation par la généreuse défense de la monarchie et de l'infortuné roi; les évêques et le clergé avaient été les premières victimes de la Révolution, autant peut-être pour ce motif, que par leur héroïque combat pour le maintien de la foi et de l'Eglise, à laquelle on avait, dans la fureur de l'impiété, déclaré la guerre la plus acharnée afin de renverser, à la fois, le trône et l'autel; le retour de ces prélats, dont le seul séjour à l'étranger suffisait pour inspirer à leur pays la plus grande défiance, eût été considéré comme le retour même de l'ancienne monarchie, dont ils avaient été, en tout temps, les plus fermes soutiens. Il fallait donc, avant tout, créer un nouvel épiscopat, revêtu de la confiance nationale et qui n'eût pas à lutter contre les préjugés, la défiance et la haine du peuple et de ses représentants. Ainsi la démission de ces évêques devenait, par la nature du nouvel ordre social, une nécessité impérieuse et absolue : elle seule pouvait conduire au rétablissement du culte catholique en France et à la réconciliation des esprits avec l'Eglise et la religion.

C'était la grande pensée de Bonaparte, qu'il allait réaliser à travers les plus grands obstacles : tout en demandant cette démission générale des évêques, il exprima le désir que plusieurs de ces vénérables prélats, qui avaient moins figuré dans le grand drame de la Révolution et qui, par conséquent, s'étaient rendus moins odieux à la nation, fussent compris dans la nouvelle hiérarchie, de même que tous ceux qui reconnaîtraient franchement le nouvel ordre social établi en France et renonceraient à leurs sympathies pour l'ancienne dynastie.

Cette démission générale des anciens évêques légitimes, et la mesure proposée au sujet de la réélection de plusieurs de ces pasteurs, mesure qui ne pouvait être ni plus sage, ni plus charitable en même temps, devait, par la force des choses, conduire à une autre nécessité, aussi impérieuse et aussi absolue que celle que nous venons de signaler, c'est-à-dire à l'admission de plusieurs évêques constitutionnels dans le nouvel édifice de l'Eglise, qu'on allait relever de ses ruines, surtout de ceux qui ne s'étaient pas déshonorés dans le cours de la Révolution et avaient le bon témoignage de mœurs pures et irréprochables.

Quoi qu'on pense de ces évêques, et Dieu nous garde de les défendre, quelque méprisés qu'ils fussent de toutes les âmes généreuses et attachées à la foi, du peuple surtout et de la noblesse, ils étaient néanmoins respectés de tous ceux qui avaient fait la Révolution, de la magistrature surtout, des incrédules et des adversaires de l'Eglise (et le nombre en était grand), qui ne voulaient entendre parler d'aucun arrangement ni avec l'Eglise, ni avec l'ancienne monarchie. Ce sont ces évêques, nous l'avons déjà observé, qui avaient plaidé avec le plus d'ardeur la cause de la soi-disant liberté, et c'est à ce seul titre qu'ils étaient si chers à une grande partie de la nation. Exclure entièrement ces hommes de la réédification de l'Eglise en France eût rendu impossible tout traité avec Rome, et eût même suscité les plus grandes tempêtes aussi bien contre l'Eglise que contre le nouveau gouvernement : les esprits ne se seraient jamais ralliés autour du drapeau de la foi et de l'Eglise, sans cette mesure ; le schisme, qui probablement aurait pris des formes plus hideuses encore et plus destructives, se serait perpétué en France, et de là aurait envahi et dévasté l'Eglise dans beaucoup d'autres contrées, en Allemagne surtout et en Italie, pays où elle avait à essuyer, d'en haut et d'en bas, les plus violentes et les plus perfides attaques de l'impiété.

Bernier transmet à M^{re} Spina, peu de jours après son

*Je n'en ai
pas un seul
qui n'ait
été*

*et c'est tout
ce qu'il faut*

*Le
même*

arrivée à Paris, le 8 Novembre, sa note sur la démission des anciens évêques légitimes, que le gouvernement exigeait, comme base principale de la future négociation et comme seul moyen efficace de mettre un terme au malheureux schisme qui déchirait la France. Il défendait cette mesure par le noble exemple que les évêques catholiques d'Afrique avaient donné, dans des circonstances presque analogues, pour rétablir la paix dans leur Eglise, envahie par les donatistes. Avec moins d'à-propos et d'analogie, il cita encore, en faveur de cette mesure, le concile de Constance qui, pour ramener l'unité et la concorde dans l'Eglise, alors divisée par trois antipapes, les avait obligés de déposer la tiare, afin qu'on pût procéder à l'élection d'un nouveau et unique Pape légitime. Cette démission générale devait être demandée aux évêques par le chef de l'Eglise (1).

Note remise par le citoyen (l'abbé) Bernier à Monseigneur Spina, archevêque de Corinthe, sur la démission à exiger des anciens évêques de France.

Du 17 brumaire an IX. (8 Novembre 1800.)

« Monseigneur,

« Les Français sollicitent, en ce moment, le retour de la religion de leurs pères, non-seulement avec l'intégrité de ses dogmes, mais encore avec la pureté de sa discipline et la légitimité de son sacerdoce.

« Le gouvernement français est trop bienfaisant pour ne pas partager ce désir ; il veut, il recherche avidement tout ce qui peut concourir au bonheur de ses administrés. Si, comme nous n'en doutons pas, leur félicité dépend de la religion, il la protégera non-seulement comme un moyen politiquement efficace, mais encore comme une institution sainte et sublime digne de tous nos hommages.

« Mais obligé d'user, envers tous les membres de l'Etat,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères à Paris.

d'une sage condescendance, il ne veut pas, en protégeant la religion, se créer des ennemis redoutables, ni rappeler au milieu de la France, après de si longues et de si cruelles secousses, de nouveaux germes de division.

« Il est des prélats sortis de France depuis longtemps, contre lesquels une foule de préventions militent, et qui ne pourraient opérer le bien dans leurs diocèses respectifs sans secousse et sans agitation. Leur retour aux fonctions épiscopales replongerait la France dans de nouveaux troubles, et deviendrait, vu l'irritation des esprits, une source nouvelle de calamités.

« Le gouvernement français ne veut pas ce retour. Essentiellement ami de la paix, il prétend éloigner tout ce qui tendrait à la troubler. Partisan de l'unité, il veut la rétablir, de telle manière qu'aucun de ceux qui peuvent, par leur caractère, influencer sur l'opinion publique, ne devienne un objet de scission et de discorde.

« Les évêques expatriés doivent partager ces mêmes sentiments ; ils doivent, en étudiant les préventions qui les éloignent, se dire à eux-mêmes, à l'exemple de saint Augustin, d'Aurèle, évêque de Carthage, et des trois cents évêques réunis à eux :

« Il nous suffit, pour ce qui nous concerne, d'être des chrétiens fidèles et obéissants, nous ne cesserons jamais de l'être ; mais c'est pour le peuple de Jésus-Christ, que nous avons été ordonnés évêques. Soyons donc prêts à abandonner l'épiscopat, si cet abandon peut servir à donner la paix au peuple chrétien. Nous tirerons plus de fruit de l'épiscopat en l'abandonnant, si par là le troupeau de Jésus-Christ se réunit, que nous n'en tirerions en le conservant, si par cette conservation nous empêchons qu'il ne se réunisse.

« Il est donc des circonstances, Monseigneur, où le bien de la paix exige que des évêques, canoniquement institués, offrent leur démission ou qu'on la leur commande.

« Ce cas est celui, où, comme aujourd'hui, leur persévérance dans l'exercice de leurs fonctions deviendrait un obstacle invincible au rétablissement de l'unité parmi les chrétiens.

*Donner
à la
sainte
église*

« C'est au Saint-Siège qu'il appartient, lorsque l'Eglise ne peut s'assembler, d'intimer aux évêques cette impérieuse nécessité.

« Ce n'est pas alors les destituer ou les déposer de leurs sièges, mais leur commander, pour le bien de la paix, le sacrifice indispensable et méritoire de leur dignité.

« Il répugne au gouvernement français, d'indiquer ceux, d'entre les prélats, dont la conduite ou les principes lui paraissent incompatibles avec la tranquillité de l'Etat. Cette indication dégénérerait en personnalités désagréables et flétrissantes, qu'un gouvernement, sagement organisé, doit toujours s'épargner. Il préfère adopter, en principe, une démission générale, commandée par le Chef de l'Eglise, sauf à réélire ensuite ceux des anciens évêques, contre lesquels il n'existe pas assez de préventions pour qu'elles puissent frapper d'une stérilité dangereuse leurs efforts et leur épiscopat.

« Le gouvernement promet d'avoir pour cette dernière classe de prélats des égards mérités, et l'on peut, sur cet objet, s'en rapporter à ses dispositions.

« Mais il ne veut en France d'autre clergé que celui, sur les dispositions duquel il pourra parfaitement compter, et il croit ne pouvoir parvenir à ce but que par la mesure que nous venons d'indiquer.

« Daignez donc, Monseigneur, admettre, au nom du Chef de l'Eglise, ce moyen de conciliation, que le gouvernement regarde comme seul efficace et seul capable de mettre un terme aux dissensions cruelles qui nous ont si longtemps agités.

« Il fut celui qu'employa l'Eglise pour terminer le grand schisme d'Occident. Les mêmes maux paraissent au gouvernement indiquer les mêmes remèdes, et ce que l'on fit alors à l'égard de ceux qui se disputaient la chaire de Pierre, l'Eglise a le droit de l'effectuer pour le bien de la paix à l'égard d'une partie de ses ministres.

« Recevez, Monseigneur, l'assurance de mon profond respect ».

BERNIER.

Spina fut fort embarrassé de cette demande, bien que Bernier l'eût déjà énoncée dans son entretien avec le cardinal de Martiniana ; il fit son possible pour l'écarter, plaidant avec une touchante tendresse, la cause de ces vénérables prélats. Qu'on nous permette d'extraire de ce beau plaidoyer, remis à Bernier le 11 Novembre, le passage suivant (1) :

Réponse de M^{sr} Spina à la première note du citoyen Bernier sur la démission à exiger des évêques émigrés. (Extraits.)

Paris, 20 brumaire an IX. (11 Novembre 1800.)

«..... Cette démission générale que le gouvernement désiro être commandée par le Chef de l'Eglise à tous les évêques émigrés, a été également annoncée à Sa Sainteté par le cardinal de Verceil, au nom du premier Consul.

« Organe des intentions et des avis de Sa Sainteté, sur cet objet, qui est de la plus grande importance, je ne dois pas vous dissimuler combien son cœur paternel a été affecté par cette demande : il s'agit d'inviter à donner la démission de leurs sièges épiscopaux quatre-vingts évêques émigrés, s'ils ne sont pas en plus grand nombre. Quelle qu'ait été leur opinion sur la nouvelle forme de gouvernement établi en France, dans son commencement, il est bien sûr que l'abandon de leurs diocèses a été occasionné par une persécution affreuse contre la religion catholique et ses ministres, et qu'ayant souffert dans leur émigration tous les malheurs possibles, ils ont mérité l'estime et la vénération de tous les peuples, et la plus grande considération du Siège apostolique.

« Vous comprendrez donc, Monsieur, combien d'égards Sa Sainteté doit avoir pour une classe de personnes aussi respectables par ses vertus et ses malheurs, et pour laquelle les bons catholiques, qui sont en France, et tous ceux qui sont au dehors, prennent sûrement le plus grand intérêt.

*non fait
non conven
evêque*

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

« Vous me dites que le retour de quelques-uns des évêques émigrés replongerait la France dans de nouveaux troubles ; mais cette crainte doit bien disparaître, si l'on veut bien examiner quelle a été la conduite des évêques en général depuis le commencement de la Révolution jusqu'à présent ; quoique éloignés de leurs diocèses, vous ne doutez pas que chacun n'ait tâché de les gouverner par le moyen des vicaires généraux, et vous conviendrez que tous se sont fait un devoir d'inspirer à leur troupeau des sentiments pacifiques de soumission et d'obéissance au gouvernement et aux lois qui ne s'opposaient pas directement à la loi de Dieu et à la religion catholique. Si donc les évêques émigrés n'ont fait de loin que prêcher au peuple, par la voix de leurs vicaires, la paix et la soumission au gouvernement, l'on ne doit pas douter que pénétrés de reconnaissance envers la main bienfaisante qui les reconduira au milieu de leurs brebis, ils ne fassent la même chose avec plus d'énergie et avec le plus heureux succès ; un mandement, que l'on pourrait exiger d'eux, adressé à leur peuple, sur la soumission que l'on doit au gouvernement, avant de leur permettre de rentrer en France, serait le gage le plus sûr de leur conduite et ôterait dans le même temps toute occasion de nouveaux troubles et de nouvelles discordes.

« Vous conviendrez, Monsieur, que le gouvernement, persistant dans son avis d'une démission générale à donner par tous les évêques émigrés, le Souverain Pontife ne devrait jamais le leur commander, ni substituer d'autres évêques, en déposant les anciens, en cas de refus. Vous ne trouverez pas de pareils exemples dans l'histoire ecclésiastique. Quoique l'objet de cette destitution et substitution des nouveaux évêques fût le précieux rétablissement de la religion catholique en France, il serait bien étrange de voir arborer de nouveau dans ses provinces l'étendard de notre sainte religion sur les ruines de quatre-vingts colonnes de la foi renversées et anéanties par le même bras de Pierre qui doit les soutenir et les protéger.

« Le seul moyen qui resterait donc à Sa Sainteté, serait la

voie de l'exhortation. Imaginez pour un instant que les évêques émigrés s'y refusent, et que le Souverain Pontife veuille pourvoir, malgré eux, de quelque manière, au gouvernement des diocèses, vous comprendrez, dans votre sagesse, à quels nouveaux troubles et quelles calamités l'on exposerait l'Eglise de France. La main se refuse à en faire le détail.

« Imaginons donc, et j'aime encore à le croire, que les évêques émigrés, après avoir fait, il y a longtemps, le sacrifice de toute leur fortune, imitant l'exemple des trois cents évêques d'Afrique, fassent encore le sacrifice de leurs sièges épiscopaux, comme le seul moyen de rétablir en France la religion catholique, ce n'est pas à moi de vous tracer quelle sera, dans ce cas, l'impression que cette démission, que l'on regardera toujours comme donnée par force, fera non-seulement sur toutes les âmes sensibles des fidèles de la France, qui naturellement doivent être intimement attachées à leurs légitimes pasteurs, mais encore dans tout le monde catholique, et quelles en seront les conséquences ! »

Une autre question pleine de difficultés non moins grandes fut la sanction, qu'on demanda au Pape, de la vente des biens ecclésiastiques. Cette vente s'était faite pendant le cours de la Révolution et avait été confirmée par différentes lois et surtout par la Constitution de l'an VIII. Cette question est malheureusement presque aussi ancienne que l'Eglise. Dans tous les siècles il ne manqua pas de mains sacrilèges pour usurper les biens ecclésiastiques. Mais c'est surtout du temps de la soi-disant réforme du XVI^e siècle et depuis, jusqu'à nos jours, presque sans interruption, que ce vol a été pratiqué, sur une grande échelle, avec une sorte de légalité. Les premiers, les princes protestants, l'ont inauguré ; et les princes catholiques n'eurent pas honte d'y prendre part, de temps en temps. L'Eglise, tout en protestant contre cette usurpation, s'est toujours vue, en définitive, dans la triste nécessité de transiger à ce sujet.

En France, à cette époque, la restitution des biens ecclésiastiques eût été de toute impossibilité. Bernier présenta, sur ce sujet, à Spina, de la part du gouvernement, le 15 No-

*maître
leur
leur
leur
leur*

*la
la
la
la
la*

Bernier

vembre, la note qui suit, en le priant de vouloir bien la faire agréer par le Saint-Siège, comme une des clauses fondamentales du futur Concordat (1) :

*Note remise à M^{re} Spina, archevêque de Corinthe, concernant
les biens nationaux.*

Le 24 brumaire an ix. (15 Nov. 1800.)

« Monseigneur,

« L'immensité des sacrifices que la France a faits pendant la Révolution, est connue de toute l'Europe. Il n'est pas une classe, pas une portion de citoyens quelconques, qui n'ait été frappée : toutes ont subi cette nécessité souvent fatale, qui fait des besoins de l'Etat la première de toutes les lois. Toutes ont fait à la patrie l'offrande indispensable de leurs bras ou de leurs facultés.

« Dans ces moments de crise, il était impossible que le clergé français ne ressentit pas le malheur des circonstances, et ne fût pas forcé par le torrent révolutionnaire à se soumettre à tous les sacrifices qu'elles lui commandaient.

« Ses biens immenses sont devenus l'hypothèque des créanciers de l'Etat. Les lois et la Constitution l'en ont également privé. Cette expropriation, nécessitée par les besoins de l'Etat, est maintenant consommée. Ces biens ont passé des mains des possesseurs ou titulaires dans celles des acquéreurs. La loi donne à ceux-ci un titre, et le gouvernement une garantie. Ce titre, cette garantie reposent essentiellement sur la foi publique : vouloir les altérer ou les enfreindre, ce serait ouvrir la porte à de nouveaux troubles et appeler contre l'Eglise le mécontentement et la haine d'une partie des Français.

« Cette effrayante idée, Monseigneur, doit être la mesure du jugement que portera l'Eglise sur ces sortes d'acquisitions. La nécessité les commande, le besoin les exige, la loi de l'Etat les approuve, la Constitution les garantit, le bien de la paix, le

(1) Archives du ministère des affaires étrangères à Paris.

repos de l'Etat, le rétablissement de la religion, au milieu de nous, en un mot, la réunion de la France avec l'Eglise de Rome dépendent essentiellement de la conservation de ces acquisitions. Ces motifs sont trop puissants pour ne pas faire sur l'esprit et le cœur de Sa Sainteté la plus vive impression.

« Nous lui proposons donc, par votre organe, Monseigneur, d'adopter comme principe fondamental de toute réunion, que les acquisitions des biens ecclésiastiques dits *Nationaux* seront maintenues et ratifiées par l'Eglise, au nom de laquelle le Saint-Siège ordonnera, tant aux ecclésiastiques qu'aux fidèles, de ne troubler en aucune manière les possesseurs actuels de ces mêmes biens et de regarder l'acquisition qu'ils en ont faite comme un titre légal.

« Agréez, Monseigneur, l'hommage de mon profond respect ».

BERNIER.

Spina répondit à cette note par un long mémoire, où il développa, avec une grande connaissance des lois canoniques, l'injustice de l'usurpation des biens ecclésiastiques en général, et la nécessité d'en restituer une partie, si cela était possible, et, dans le cas où l'on perdrait tout espoir de sauver quelque chose du naufrage, il proposait de rétablir au moins les dîmes, comme un des meilleurs moyens de fournir au clergé une subsistance honnête et canonique. Qui ne voit que cette mesure était la plus impopulaire et la plus inexécutable ? aussi le gouvernement ne fit aucune attention à ce mémoire et persista dans sa demande.

Talleyrand et Bernier redoublèrent d'efforts pour hâter la négociation, et remirent, à Spina, un mémoire sur la nouvelle circonscription des diocèses, laquelle devait comprendre cinquante évêchés et douze sièges métropolitains. Ce fut encore en vain que Spina, par des notes judicieuses, réclama contre cet arrangement.

Spina avait, sur ces entrefaites, élaboré un projet de Concordat, en y faisant entrer, en grande partie, avec de légères modifications, les vues qu'il avait exposées déjà dans ses différentes notes, remises au gouvernement : et il paraît que Bernier

*Spina s'oppose
à tout ce qui
pourrait nuire
à son âme*

ne fut pas éloigné de l'approuver. Ce dernier présenta donc le projet à Talleyrand, qui le rejeta absolument, dominé qu'il était par le fameux Grégoire, évêque constitutionnel de Loir-et-Cher, son ancien ami.

Ce qui lui semblait étrange et injurieux, c'est que, dans ce projet, on ne parlait pas du tout du clergé constitutionnel et qu'on excluait ainsi les évêques de cette église de la Constitution de la nouvelle hiérarchie. Il chargea donc Bernier, le 26 Novembre, de réclamer, auprès de Spina, contre cette mesure, selon lui odieuse, et de lui faire observer que le gouvernement ne consentirait jamais à un arrangement dans lequel les évêques constitutionnels seraient entièrement écartés de la nouvelle hiérarchie. Sans nous arrêter à ses observations sur les divers articles de ce projet, nous donnerons seulement (1) sa réclamation en faveur des constitutionnels.

Le ministre des relations extérieures au citoyen Bernier.

Paris, le 5 nivôse an ix. (26 Décembre 1800).

« Citoyen,

« Dans le passage de l'état actuel à celui de l'établissement d'une hiérarchie ecclésiastique, il n'est fait aucune mention du clergé constitutionnel. Ce clergé existe cependant, et il n'a cessé de faire des efforts pour prononcer son union au Saint-Siège. De plus il s'est rendu recommandable aux yeux de la nation par ses principes politiques.

« Le gouvernement ne peut pas ne pas désirer que, dans les mesures projetées pour faire concourir les dispositions d'obéissance du clergé catholique à la formation de la hiérarchie proposée, le clergé constitutionnel n'ait pas à se plaindre d'une distinction entre lui et l'ancien clergé, que le gouvernement ne reconnaitra jamais. La paix politique qu'il a réussi à rétablir en France, n'a pas d'autres bases que l'oubli des

(1) Archives du ministère des affaires étrangères à Paris.

anciennes dissidences, et l'appel fait aux hommes de toutes les opinions, de se réunir sous l'égide des lois. La paix religieuse ne peut s'effectuer que par la réunion de toutes les consciences et de toutes les classes de ministres, sous l'autorité bienveillante et paternelle du Saint-Siège.

« Monsieur l'archevêque de Corinthe ne peut manquer de sentir que l'établissement d'un clergé en France enferme dans les circonstances actuelles assez de difficultés, pour qu'on ne doive recourir à l'autorité du gouvernement et à son influence que pour un ouvrage complet, définitif, et qui soit dans un accord parfait avec les institutions politiques de l'Etat.

« Il est nécessaire, pour assurer la tranquillité générale et accorder la paix des consciences avec la paix politique, que l'établissement d'une hiérarchie ecclésiastique soit fait sur un terrain neuf, et le gouvernement veut avoir le droit de montrer le même intérêt et les mêmes égards au clergé constitutionnel, que le Saint-Siège veut en témoigner au clergé de l'ancienne Eglise. Il faut donc que l'autorité du gouvernement et celle du Saint-Siège s'entr'aident; et il n'est pas plus convenable à l'un qu'à l'autre qu'on les fasse agir et s'exprimer avec des restrictions qui marqueraient un reste de ressentiment ou de la défiance sur l'étendue de leur pouvoir.

« En conséquence, Citoyen, vous voudrez bien dire à Monsieur l'archevêque de Corinthe, que le gouvernement n'écouterait aucune proposition sur l'établissement d'un clergé en France, que quand les observations que je viens de vous faire auront été senties ».

Cette note suffirait pour montrer quel attachement Talleyrand avait conservé pour cette malheureuse Eglise, dont il était le fondateur, et comment cette question, une fois posée si hardiment, devait revivre et être vidée soit pendant le cours de la négociation, soit aussitôt après, lorsque la prudence des négociateurs français le jugerait opportun.

Spina combattit encore cette demande avec beaucoup de

sagesse et d'énergie : et il paraît que le gouvernement n'y revint plus alors, pour ne pas mettre d'obstacle à la marche de la négociation, mais avec la résolution bien arrêtée de reprendre cette affaire et de la faire triompher dès que les circonstances le lui permettraient.

Enfin, après des discussions réitérées, Spina et Talleyrand dressèrent, le 4 Janvier 1801, un nouveau projet qui sembla pouvoir être accepté par Rome. Bernier, tout joyeux de cet accord, le recommanda au Pape, le 26 Janvier, par une lettre empreinte d'un noble et saint enthousiasme, en le priant de vouloir bien l'approuver le plus tôt possible, fût-ce, pour le moment, d'une manière semi-officielle ou même secrète : « Car, observait-il, le gouvernement, à la veille de proclamer la paix générale, faite par le traité de Lunéville, du 9 Février 1801, brûlait également du désir de réjouir la France par l'annonce de la conclusion prochaine de la paix religieuse (1) ».

A Sa Sainteté le Pape Pie VII.

Paris, 6 pluviôse an ix. (26 Janvier 1801.)

« Très-Saint Père,

« Enfin, après des longs travaux et des explications multipliées, l'ouvrage de la réunion de la France avec le Saint-Siège paraît tendre à sa fin. Nous l'adressons à Votre Sainteté. Il ne manque à notre bonheur que son adhésion. La refuserait-elle aux malheurs de la France, aux larmes, aux soupirs de ses habitants ?

« Quelle œuvre brillante pour votre pontificat ! quelle gloire, quel éclat rejailliront sur le Siège de Pierre, de la réunion libre et volontaire du plus puissant et du plus redoutable des peuples de l'Europe !

« Après un pontificat longtemps agité, *Rome renaît ; la barque de Pierre est conduite au port par la main de l'Eternel ; la foi*

(1) Archives du ministère des affaires étrangères à Paris.

triomphe, le schisme est éteint; l'Europe, affaissée par de longs désastres, invoque et reçoit la paix; la religion unit ses palmes à celles de la France, et le guerrier vainqueur dépose ses lauriers aux pieds de Jésus-Christ! Quelle perspective de grandeur et de félicité! Sous quels heureux auspices le nouveau siècle et votre pontificat vont-ils commencer?

« Appelé par le gouvernement à la discussion des différents articles du projet du Traité, organe de ses sentiments, de ses désirs et de ses volontés, je n'aurai plus rien à désirer sur la terre, si elles s'accordent avec celles de Votre Sainteté. Ma patrie sera, pour jamais, heureuse, et j'aurai joui du spectacle touchant de sa gloire et de ses vertus renaissantes, avant de fermer les yeux à la lumière. Comment, après cela, ne franchirai-je pas avec confiance les portes redoutables de l'éternité?

« Je trace à Votre Sainteté, dans le mémoire ci-joint, les motifs qui ont influé sur les décisions du gouvernement, je la conjure de les peser dans sa sagesse: ils sont tellement liés aux circonstances actuelles, que le gouvernement, en offrant à Votre Sainteté le projet du Traité, reste convaincu, qu'il ne doit ni ne peut proposer ou adopter autre chose sans compromettre le salut de la France et celui de la religion.

« Il sollicite de Votre Sainteté une approbation prompte, précise et secrète, conçue de telle manière que les ratifications puissent être échangées ici, sans un nouveau recours à Rome.

« Il est des époques qu'on ne retrouve jamais: les saisir à propos est un trait de sagesse. Celle de la paix générale s'avance, il faut que celle de la paix de l'Eglise concoure avec elle.

« Prononcez donc, Très-Saint Père, assez à temps, pour que ces deux bienfaits viennent en même temps consoler l'Europe affligée et l'Eglise en pleurs. Tout délai, toute représentation manquerait essentiellement ce but si désiré et replongerait la France dans de nouveaux malheurs. Votre Sainteté nous les épargnera, elle saura prescrire et faire elle-même, au nom de la paix et de la religion, les plus grands sacrifices pour le salut des âmes.

Daignez, Très-Saint Père, m'accorder votre bénédiction Apostolique, et recevoir avec bonté l'hommage du profond respect avec lequel je suis,

« De Votre Sainteté,

« Le très-humble, très-obéissant, très-soumis serviteur et fils ».

BERNIER.

Ce projet roulait principalement sur le titre de *La religion de la grande majorité des Français*, donné à la religion catholique, au lieu de celui de *La religion dominante*, qui eût certainement alarmé les Français; sur ce que le gouvernement ne pouvait pas se déclarer *constitutionnellement* catholique; sur la réduction des évêchés à soixante-deux et la réunion des titres épiscopaux supprimés aux sièges les plus voisins; sur l'impossibilité de doter en ce moment les séminaires et les chapitres; sur la démission générale à exiger des anciens évêques légitimes; sur l'impossibilité d'admettre en France des vicaires apostoliques ou des évêques *in partibus* pour administrer les diocèses, dont les titulaires refuseraient leur démission; sur la nomination des évêques à accorder au gouvernement, du moins tant que la place de premier Consul serait occupée par un catholique; sur le serment de fidélité que le clergé prêterait au gouvernement; sur la nomination des pasteurs du second ordre par les évêques, et sur l'abolition des patronages laïques; sur le traitement du clergé et la ratification de la vente des biens ecclésiastiques; sur les privilèges religieux des anciens rois de France à accorder au gouvernement actuel; sur la réconciliation des prêtres mariés, et sur les égards à user envers le clergé et les évêques constitutionnels, lorsqu'ils se seraient soumis à l'Eglise en acceptant le futur Concordat.

Bernier, dans une note séparée, qui accompagnait sa lettre au Pape, tâcha de le rassurer sur quelques dispositions qui pouvaient blesser la délicatesse de sa conscience, mais qui, selon

lui, trouvaient leur justification dans l'état anormal et exceptionnel de la France (1).

Cependant ce projet, qui était le quatrième, rencontra à Rome le sort de tous ceux qui l'avaient précédé et fut aussi rejeté. Consalvi manda, à ce sujet, à Spina, le 14 Février :

« Sa Sainteté a vu, avec une douloureuse surprise, que non-seulement la négociation n'avance pas, mais que l'on fait, sur beaucoup de points essentiels, changements sur changements. Le bien de la religion et même le bonheur de la France sont également intéressés à l'heureux et prompt succès de cette affaire, sur laquelle tous les regards sont tournés, et qui est l'objet capital de la sollicitude paternelle de Sa Sainteté. Sa Sainteté espère recevoir prochainement de vous de meilleures nouvelles ».

Le 28 du même mois, Consalvi renouvela à Spina ces plaintes, et lui donna des nouvelles de Rome, en louant beaucoup l'honorable conduite tenue par le général Murat pendant son séjour dans cette ville :

« Voici, dit-il, les nouvelles : Il y a trois jours les troupes napolitaines sont sorties de notre ville, et le général Murat y est entré le 22, avec le général Berthier et quelques aides de camp, mais sans soldats. Il m'est impossible de vous dire de lui tout le bien qu'il mérite. Nous lui devons énormément sous tous les rapports. Son extrême probité, sa modération, sa justice, sa loyauté, ses égards respectueux et pleins de condescendance sont au-dessus de tout éloge. Ayez la bonté de faire savoir tout cela au premier Consul, auquel Sa Sainteté se propose d'écrire elle-même à ce sujet. Il fut logé et traité par le gouvernement dans le palais Sciarra. Il est allé trois fois chez le Pape, à leur satisfaction réciproque, dont Votre Excellence ne peut pas se faire une idée. Sa Sainteté, qui avait déjà envoyé au général, en souvenir, un beau camée, à Foligno, l'a encore comblé de pareilles attentions, par reconnaissance pour tout le bien qu'il nous a fait, en nous épargnant, autant qu'il fut en son pouvoir, les

(1) Archives du ministère des affaires étrangères à Paris. Pièces justificatives.

dommages qu'entraîne toujours le stationnement des troupes ».

Le cardinal fait ensuite des réclamations, au nom du Pape, au sujet de la cession des provinces de Ferrare, de Bologne et de Ravenne, faite à la République cisalpine, dans le traité de Lunéville. « Hier, continue-t-il, nous est parvenue la nouvelle de la paix de Lunéville ; nous avons vu avec grande douleur que l'on confirmait à la République cisalpine toutes ses possessions et qu'on étendait ses limites jusqu'à l'Adige. Le Pape perdra donc ses légations, sans obtenir aucune des compensations qu'on a pourtant accordées au grand-duc et aux autres princes de l'Empire, dépouillés de leurs Etats. Comment comprendre que le Pape soit ainsi traité, après la conduite qu'il a tenue envers le gouvernement français, même avant les victoires de la dernière campagne, qui l'ont rendu l'arbitre du sort de l'Italie. Le Saint-Père s'est prêté à tout ce qui pouvait assurer la paix de la République, avec une loyauté et un désintéressement sans exemple, au risque de déplaire aux autres puissances ; il s'attend donc à ce que, par une juste et généreuse réciprocité, le premier Consul lui fasse restituer ces provinces, sans lesquelles le gouvernement pontifical ne peut pas subsister. Veuillez en parler directement au premier Consul et employer même les bons offices des ministres d'Espagne, de Prusse et de Sardaigne, accrédités à Paris ».

Spina reprit la discussion avec Bernier : on y redressa plusieurs articles des projets précédents et on en forma ainsi un nouveau où l'on avait disposé et simplifié toutes choses de façon qu'elles pussent recevoir l'approbation du gouvernement et qu'on sortit enfin de ces perpétuels changements. On écarta entièrement, cette fois, la question du clergé constitutionnel, sans doute pour que le projet obtint à Rome un accueil plus favorable.

Dès que Talleyrand eut reçu, par Spina, ce projet, qui était le cinquième et qui forma la base définitive de la négociation terminée heureusement par Consalvi, il en fut au comble de la joie et y donna, au nom du gouvernement, une entière approbation ; puis il pria Spina de l'envoyer aussitôt à Rome, avec le

des Jésuites, et s'y distingua par son savoir, sa piété et son habileté : Pie VI se servit de lui dans les plus graves affaires de l'Eglise, surtout dans celles relatives à la France. Il devint archevêque d'Isanre *in partibus* et secrétaire de la Congrégation spéciale des affaires ecclésiastiques pour la France. Pie VI ne pouvait pas l'honorer d'une confiance plus grande qu'en le nommant son délégué apostolique au moment de son enlèvement en 1798 : charge qui mettait entre ses mains toute la direction des affaires de l'Eglise, et qu'il occupa encore pendant le Conclave jusqu'à l'arrivée de Pie VII, à Rome. Ce Pontife le nomma, le 22 Décembre 1800, patriarche de Jérusalem, et le 9 Août 1802, cardinal. Il fut revêtu de nouveau de la charge de délégué apostolique, quand encore Pie VII, à son tour, en 1819, fut enlevé de Rome. C'était un des plus illustres princes de l'Eglise : il se fit admirer de tous par sa fermeté inébranlable, surtout dans les douloureux démêlés de Pie VII avec l'empereur Napoléon I^{er}. Il cessa de vivre à Rome, le 2 Juillet 1821, à l'âge de 75 ans : il était alors grand-pénitencier et évêque de *Porto e S. Ruffina* et sous-doyen du sacré Collège.

La commission, dont nous venons de parler, établie le 12 Mars 1801, commença aussitôt ses sessions. Consalvi en informa, le 28 Mars, Spina, et s'empessa de calmer l'ardeur de Bonaparte. Il ne manqua pas dans cette occasion de rendre un juste éloge à Spina, en ajoutant : « Nous tous ici nous sommes extrêmement satisfaits et édifiés de vous ; le Pape surtout l'est au plus haut degré ».

Ensuite il chargea Spina d'obtenir de Bonaparte sa protection contre l'impudence d'un certain Carvagnari, modenais, qui, fier d'une amitié supposée entre lui et le premier Consul, prétendait pouvoir réclamer du Trésor pontifical, un million et demi d'écus, payés par lui, à ce qu'il prétendait, au gouvernement déchu de la République romaine, pour l'achat de biens nationaux, c'est-à-dire de biens ecclésiastiques : il se plaignait de n'avoir pu entrer en possession de ces biens à cause de l'opposition du gouvernement pontifical. La vérité est que cet homme

n'avait pas même acheté pour un seul sou de ces biens : « Vous voyez donc, observait Consalvi à Spina, que si le Pape devait payer cette prétendue créance, il resterait sans chemise. Veuillez donc en éclaircir le premier Consul, par l'abbé Bernier ».

Le même courrier du 10 Mars, porteur du dernier projet du Concordat, avait en même temps apporté au Pape, de la part de Bonaparte, la petite statue miraculeuse de Notre-Dame de Lorette, enlevée par le Directoire et placée par son ordre au Musée national, comme objet d'une des plus grandes curiosités. Pie VII, très-réjoui de ce précieux don, attendant le temps favorable pour pouvoir replacer cette statue dans l'auguste temple de Lorette, la conserva dans sa chapelle privée.

La destination de Cacault, pour Rome, avait rempli de joie le Pape, et Consalvi ne tarda pas, le 4 Avril, de charger Spina de remercier au nom du Souverain Pontife, Bonaparte de ce choix.

Ce digne diplomate à Naples, aussi bien qu'à Florence et à Rome, dans ses fréquentes relations avec ces cours, comme agent d'abord, et comme ministre plénipotentiaire ensuite, s'était depuis 1796 acquis l'estime et l'affection de tous, par sa loyauté, par son désintéressement, et surtout par sa noble conduite envers le Saint-Siège.

Consalvi traça, en cette occasion, à Spina, un tableau déchirant des misères dont le Saint-Siège était accablé, tant par le séjour toujours prolongé des troupes françaises dans les États de l'Eglise, que par l'effronterie de plusieurs français et italiens qui étaient venus à Rome pendant la République, et prétendaient y avoir acheté, pour des sommes énormes, de prétendus biens nationaux. Murat était indigné des prétentions et de la mauvaise foi de ces soi-disant acquéreurs, et autorisa souvent Consalvi à les rejeter nettement. Alquier lui-même, ce vieux conventionnel et régicide, commissaire militaire d'Ancône, affirma hautement que c'était contre la volonté du premier Consul, que les troupes françaises restassent plus longtemps dans les États de l'Eglise,

et que le Pape ne devait plus faire aucune dépense pour leur entretien. Le généreux Murat confessa ingénument à Consalvi que s'il avait voulu exécuter rigoureusement les ordres du ministère de la guerre, et prêter la main aux exigences des chefs militaires, il aurait dû faire payer au Trésor pontifical au moins deux millions d'écus. Consalvi chargea donc Spina de bien faire connaître ce triste état de choses à Bonaparte, et de le prier d'y vouloir remédier, en observant : « Si le premier Consul désire vraiment le repos des États de l'Église, comme il l'assure, il faut qu'il y porte des remèdes, sans cela il est impossible qu'ils puissent se maintenir. Et quant aux énormes dépenses que nous avons dû faire pour le maintien des troupes, il serait bien de l'équité du premier Consul de nous en indemniser, au moins avec la restitution de nos provinces perdues, comme la justice et la *compassion* (expression naïve, à l'italienne) l'exigent. Je vous laisse imaginer, continue-t-il, combien les caisses, tant publiques que particulières sont ruinées. La misère est générale. Pour soulager tant soit peu les communes, le Pape s'est vu dans la nécessité de leur céder les droits de l'État (*crediti fiscali*), de manière que rien n'entre plus dans le Trésor, qui, par cette raison, ne peut plus faire aucun paiement, à commencer par les cardinaux, jusqu'aux derniers et plus pauvres employés, et tout au plus il puise de petits arrérages. Nous manquons de tout. Il n'y a pas même la quantité nécessaire de grains pour le peuple, à Rome comme dans les provinces. Enfin, j'interromps ce triste tableau, pour ne pas affliger trop Votre Eminence.

Cacault arriva, le 8 Avril, à Rome, accompagné de M. Artaud, qui devait reprendre les fonctions de secrétaire d'ambassade, et qui, plus tard, s'est rendu célèbre comme biographe de Pie VII. Il fut reçu aussitôt le lendemain par le Pape, avec les plus cordiales démonstrations, et ce jour même, il manda des nouvelles les plus rassurantes à Talleyrand, au sujet de la marche de la négociation du Concordat (1).

(1) Archives du Ministère des affaires étrangères à Paris.

*Cacault, ministre plénipotentiaire à Rome, au ministre
des relations extérieures.*

Rome, le 19 germinal an ix. (9 Avril 1801.)

« Citoyen Ministre,

« J'arrivai hier au soir à Rome, j'ai eu ce matin une très-longue conversation avec le secrétaire d'Etat, et j'ai eu ce soir une audience du Pape, qui a duré plus de deux heures : je n'ai parlé au Saint-Père et à son ministre, que de l'affaire du Concordat et du beau gouvernement actuel de la France : l'un et l'autre m'ont expliqué de la même manière, comment l'affaire du Concordat qu'ils ont à cœur de terminer à la satisfaction du premier Consul, et de finir au plus vite, n'avait pu l'être encore, l'importance d'un Concordat qui fera époque dans les fastes de l'Eglise et de l'histoire, exige des consultations et un examen dans les formes solennelles. Le Pape a examiné d'abord et étudié l'affaire en particulier, elle a été ensuite distribuée à douze cardinaux sous le sceau du secret. Les cardinaux se sont réunis pour en conférer; chacun d'eux a déjà donné au Pape son avis par écrit. On travaille au relevé des opinions et, suivant ce qui m'a été dit par Sa Sainteté, le tout sera terminé dans quinze jours et envoyé à Paris. Le Pape me paraît décidé à accorder tous les articles proposés, en changeant seulement des expressions; il assure que vous trouverez en substance l'acte entier tel qu'il est nécessaire; il veut donner au gouvernement français, en se plaçant lui-même dans la situation du premier Consul, la facilité et les moyens d'accomplir ses vues bienfaisantes. Lorsque l'ouvrage préparé sera terminé, j'en aurai communication : Le Pape veut entendre mes observations : je lui ai déclaré que j'étais sans faculté pour négocier dans cette affaire et sans connaissance de la matière : je me bornerai à faire mon possible pour ramener au texte de l'acte proposé. On voit dans toute la personne du Pape, en causant comme je l'ai fait longtemps

avec lui, de la bonté de cœur, de la droiture d'esprit et de caractère ; j'espère qu'il contentera le premier Consul. Je vais suivre cette affaire avec zèle ; car je vois qu'il s'agit de mettre la clef de la voûte à l'édifice de notre gouvernement. Le Pape descend d'une famille française, anciennement transplantée en Italie, il me paraît aimer notre nation et sentir combien l'acte que nous lui demandons, illustrera son Pontificat s'il s'accomplit sans résistance ni schisme.

« Le roi de Sardaigne est venu de Naples à Rome avec sa petite cour ; il se trouve aussi à Rome, une archiduchesse, fille de l'empereur Léopold. Le cardinal Ruffo, ministre de Naples, s'est empressé de me rendre la première visite ».

CACAULT.

Consalvi, le 24 Avril, informe Spina de l'heureux progrès des travaux de la commission ecclésiastique, relatifs à l'examen du projet du Concordat, en lui disant : « Je vous assure que nous ne perdons pas de temps. L'autre soir, on tenait une congrégation de douze cardinaux, en présence du Pape à ce sujet : J'y mets toute l'activité possible, et j'en appelle, en cela, à M. Cacaault lui-même ». Afin que Spina puisse éclaircir Bonaparte et son conseil sur les difficultés graves qui s'étaient soulevées au sujet de plusieurs demandes contenues dans le projet du Concordat, il lui transmet deux consultations canoniques, rédigées par les savants cardinaux Antonelli et Carandini, qui expliquaient et justifiaient le refus de ces demandes, en l'autorisant à en donner copie au gouvernement si celui-ci le désirait. Consalvi insiste de nouveau auprès de Spina, pour qu'il prie Bonaparte de délivrer le Pape des vexations continuelles des commissaires militaires et des prétendus acquéreurs des biens nationaux : « car autrement, lui observe-t-il, il ne resterait plus à faire au Pape que de mettre la clef sous la porte, afin de ne pas devenir le bourreau de ses sujets par les impôts monstrueux, dont il devrait les charger, pour faire face à toutes les dépenses occasionnées par les troupes françaises.

CONCORDAT.

8

Après ces discussions préliminaires, Pie VII fit enfin un pas décisif dans cette affaire. Spina, qui jusqu'ici n'avait joué à Paris que le rôle modeste d'un simple agent, chargé de référer et non de conclure les affaires, fut constitué effectivement *Envoyé Apostolique* près du gouvernement de la République française, et revêtu des pouvoirs attachés à cette haute charge. Pie VII annonça cette résolution à Bonaparte, dans son Bref du 12 Mai de cette année (1).

Dans un autre Bref du même jour, il avertit Bonaparte, qu'il avait également donné à Spina le pouvoir d'entamer une négociation au sujet de la restitution des provinces de Ferrare, de Bologne et de Ravenne, incorporées injustement à la République cisalpine par le traité de Lunéville (2).

Consalvi recommanda, au nom du Pape, cette double négociation à M. de Talleyrand, dans une lettre confidentielle de la même date.

Rome, 12 Mai 1801.

« Citoyen Ministre,

« Sa Sainteté, brûlant du plus vif désir de rétablir la religion catholique en France, et de pouvoir contribuer, par un moyen aussi efficace, à la tranquillité de ce pays et au bonheur de son gouvernement, profita, avec le plus grand plaisir, de la gracieuse invitation du premier Consul, pour entamer avec lui une négociation relative à cette grande affaire, et envoya à Paris l'archevêque de Corinthe, en qui elle a la plus grande confiance, le chargeant de cette importante mission.

« Le Saint-Père, guidé par cette vue, qui convient si bien à son saint ministère, a voulu donner au monde une preuve solennelle qu'aucune vue d'intérêt temporel ne dirigeait ses pas; c'est pourquoi, bien que sa position pour le présent et pour le futur dût le conseiller tout autrement, néanmoins il préféra se reposer sur la justice de sa cause, sur la droiture et la générosité du premier Consul, quo de charger l'archevêque de Corinthe de

(1) *Pièces justificatives*, n^o 16.

(2) *Ibid.* n^o 17.

mêler à la négociation des affaires spirituelles celle des intérêts temporels. Sa Sainteté a le doux espoir que la négociation relative aux affaires ecclésiastiques est déjà très-avancée et devra bientôt toucher à son terme ; les bonnes intentions du premier Consul lui en sont garant. Mais en même temps elle fait réflexion que, après la conclusion de la paix (de Lunéville) qui fixe le sort de l'Italie, le devoir qu'elle a de défendre le patrimoine du Saint-Siège et de pourvoir au bien-être de ses bien-aimés sujets, lui conseille de ne plus différer d'entamer aussi, avec le gouvernement français, une négociation touchant les affaires temporelles du Saint-Siège. En conséquence, Sa Sainteté m'ordonne de faire savoir à Votre Excellence que l'archevêque de Corinthe est encore chargé de cette commission, et de la prier de vouloir bien faire agréer sa mission au premier Consul, qui l'a toujours considéré avec bienveillance. En m'acquittant de cet ordre, je nourris l'espoir que Votre Excellence voudra bien contribuer, par ses bons offices, à la réalisation des désirs de Sa Sainteté, qui a donné constamment tant de preuves de l'intérêt qu'elle porte au bonheur de la France »...

Le P. Caselli sortit aussi de la modeste condition qu'il avait occupée jusqu'ici, et fut revêtu du même caractère officiel que Spina, mais uniquement pour les affaires ecclésiastiques (1).

L'abbé Bernier, qui avait aidé Spina de ses bons conseils, et contribué beaucoup, par son grand ascendant sur l'esprit de Bonaparte, à ce premier arrangement, reçut, en cette occasion, de justes éloges du Pape. Pie VII l'encouragea à continuer de marcher dans cette noble route et à faciliter, auprès du premier Consul, la conclusion de cette négociation, en lui faisant surtout comprendre la justice des motifs de plusieurs amendements qu'on était obligé de faire dans le projet du Concordat : motifs exposés dans les deux consultations des cardinaux Antonelli et Carandini. Voici cette lettre si honorable pour Bernier (2) :

(1) *Pièces justificatives*, n° 13.

(2) L'original latin. *Pièces justificatives*, n° 19. Archives du Ministère des affaires étrangères, à Paris.

A son cher fils le prêtre Bernier, Pie VII, Pape.

Rome, 12 Mai 1801.

« Cher fils, salut, etc... Votre zèle, pour nous et pour ce Siège apostolique, s'est signalé à un tel point, pour l'apaisement des troubles survenus dans l'Eglise catholique en votre pays, que nous paraîtrions manquer de reconnaissance à votre égard, si nous ne proclamions hautement que vous avez sauvé l'unité et rendu plus tolérable la condition de l'Eglise. De même qu'il n'y a rien dans cette affaire que nous ne devions à vos soins, de même il n'est rien que nous ne nous promettions de ces mêmes soins pour l'achèvement d'une œuvre que vous avez entreprise avec tant de zèle. Vous apprendrez, par notre vénérable frère Joseph, archevêque de Corinthe, la réponse que, après avoir imploré le secours de la lumière divine, entendu le conseil de nos vénérables frères, les cardinaux de notre sacré Collège, et mûrement délibéré, nous avons jugé devoir faire aux demandes adressées à ce Siège apostolique par votre gouvernement, afin que, si c'est possible, nous mettions un terme aux discussions pour arriver enfin à un accord.

« Ceci doit faire comprendre à une personne sage comme vous l'êtes, que nous avons usé, dans toute cette affaire, d'une extrême condescendance, au point que nous n'aurions pu concéder davantage, sans franchir les bornes imposées par Notre-Seigneur Jésus-Christ à la puissance apostolique, qui nous a été confiée non pour détruire mais pour édifier l'Eglise, et sans nuire même à la stabilité du Concordat. C'est à vous, très-cher fils, à expliquer si bien ces choses à ceux qui, pleins de confiance en votre fidélité et en votre prudence, vous ont chargé de travailler avec notre légat à amener un accord, qu'ils comprennent que nous avons fait toutes les concessions en notre pouvoir apostolique, et ne cherchent plus à obtenir ce qu'il nous serait absolument impossible de leur accorder. En amenant ainsi, par vos exhortations, à des sentiments de modération les dépositaires

Au premier Consul de la République française.

Rome, 22 floréal an IX. (12 Mai 1801.)

« Pie VII, Pape.

« A notre très-cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique. Les soins paternels que nous devons à la religion catholique, le devoir que nous impose notre ministère apostolique de la rétablir, de la conserver, de l'étendre, ayant été constitué par Dieu, nonobstant notre faible mérite, pour en être sur la terre le gardien et le vengeur, l'amour particulier que nous portons à la France, dont la religion et ce Saint-Siège ont déjà reçu tant de lustre et d'appui, nous ont porté, malgré les obstacles de tout genre, à accueillir avec empressement l'invitation agréable, que vous, notre très-cher fils en Jésus-Christ, nous avez faite, d'entrer avec vous en négociation, pour traiter du grand objet du rétablissement de la religion catholique et de l'organisation des affaires ecclésiastiques en France. A ces vues, nous ne différâmes point d'envoyer promptement en France, comme vous l'avez désiré, notre vénérable frère l'archevêque de Corinthe, lui donnant pouvoir de traiter avec vous un objet si important, perdant de vue nos affaires temporelles, nonobstant qu'elles fussent aux yeux de tous dans la plus triste situation. Lorsque la négociation eut été ouverte entre ledit archevêque et notre fils chéri, l'abbé Bernier, choisi par vous à cet effet, et que le dernier projet officiel de Convention, après bien des discussions de la part du gouvernement français, eut été enfin remis à l'archevêque de Corinthe, il nous le transmit bientôt pour avoir notre décision. Plein du vif désir d'atteindre le grand objet de nos vœux, nous nous occupâmes sans délai de l'examiner, invoquant, avant tout, les lumières et l'assistance du Très-Haut, et formant en même temps un conseil, selon l'usage du Saint-Siège en de semblables négociations, de divers cardinaux pour nous

assister dans ledit examen, et nous guider par leurs lumières. Après les plus mûres délibérations, ayant constamment en vue le grand objet du rétablissement de la religion catholique chez une nation si illustre et si nombreuse que la nation française, et l'acquisition d'une paix sincère que nous espérons vivement devoir en être la suite, nous nous sommes enfin déterminé à renvoyer au susdit archevêque le projet de Convention par nous approuvé dans cette forme, qu'il vous fera connaître, et tel que le dépôt de la foi et les lois de l'Eglise dont Dieu nous a constitué le gardien jaloux, sur la terre, ont permis à notre conscience de pouvoir l'adopter.

« La grave importance de cet objet majeur, qui n'a pas échappé à la perspicacité que Dieu vous a donnée, nous porte en cette occasion à vous ouvrir, notre très-cher fils en Dieu, notre cœur paternel tout entier, et rempli de cette confiance que nous inspirent les assurances, que vous nous avez données à diverses reprises, *et ne doutant point que vous ne vouliez rendre votre nom éternel par l'entremise la plus glorieuse, et dont l'éclat est si supérieur à tout autre, en rendant aux Français la religion de leurs pères, et en établissant par ce moyen sur des bases sûres, la vraie félicité et le trésor le plus précieux d'une nation si puissante, nous vous parlerons avec cette loyauté et cette candeur qui nous appartient, et qui doit se trouver dans la bouche d'un père lorsqu'il s'adresse à son fils, et qu'il désire ardemment d'atteindre avec sûreté le grand but qu'il se propose.*

« En conséquence nous ne vous cacherons pas, et tout au contraire nous vous en ferons l'aveu éclatant, combien nous avons éprouvé une joie vive aux premières ouvertures qui nous ont été faites pour le rétablissement de la religion catholique en France; et, l'espérance flatteuse que cette religion serait rétablie dans son antique splendeur *comme dominante*, m'a fait voir avec bien de la douleur l'article désagréable qui dans le projet a été proposé comme la base de tous les autres. Et ce sentiment, notre cœur l'a éprouvé d'autant

7
 et la
 vérité
 est
 la

plus vivement, que pendant une longue série d'années la religion catholique a été dominante en France, et après les persécutions et les maux incalculables qu'y a soufferts l'Eglise, en voyant s'ouvrir entre son Chef et le premier Consul d'une si grande nation, une négociation aussi solennelle pour la rétablir, on ne s'attend point certainement au simple énoncé de reconnaître qu'elle est professée par la plus grande partie des Français, mais bien que les obstacles écartés d'une main vigoureuse, et surtout ceux qui faisaient considérer la France comme perdue pour le catholicisme, détachée de l'unité et dégagée des liens qui unissent tous les fidèles, la religion va de nouveau lever le front et être rendue à son premier état : nous ne pouvons nous empêcher de vous mettre sous les yeux qu'étant constitué par Dieu pour la défense de cette religion et sa propagation, nous pouvons bien en gémissant tolérer qu'au milieu des circonstances malheureuses où elle se trouve, elle éprouve de grands désastres (que tous nos efforts et nos soins paternels n'ont pas le pouvoir d'empêcher) et souffrir que l'on apporte un délai à la rétablir en France dans sa splendeur, et avec la jouissance de tous ses droits et privilèges, mais nous ne pouvons jamais par un article d'une convention solennelle (et c'est là, comme vous le remarquerez dans votre sagesse, précisément ce qui constitue la différence entre un Concordat et une simple tolérance) en sanctionner la dégradation.

« Nous sommes donc obligé, très-cher fils en Jésus-Christ, de vous ouvrir notre cœur sur un si grand objet, digne certainement que votre puissance, votre courage et la force dont vous êtes investi s'unissent à la fois pour atteindre cet objet, pour votre gloire suprême, et pour la grande félicité de la France, au grand avantage de la religion elle-même. Si la religion catholique est celle de la majeure partie des Français, pouvez-vous douter que leurs vœux ne soient remplis en lui rendant son premier lustre ? Serez-vous retenu par l'opposition du petit nombre, sur lequel la majorité l'em-

porte à un si haut degré ? A cause d'eux, priveriez-vous la France et l'autorité publique des grands avantages que lui procurerait l'entier rétablissement de la religion catholique ? Vous savez bien, très-cher fils en Jésus-Christ, que cette religion a pour maxime expresse, comme on le voit dans les lettres divines, que l'on doit respect et obéissance à l'autorité des souverains, et qu'un motif religieux et non la crainte prescrit cette obéissance. Vous savez bien qu'elle est le lien le plus fort de la société, la base et le soutien de tout gouvernement. Le gouvernement lui-même n'a donc rien de mieux à faire que de la propager et de lui donner appui. Nous ne continuerons pas ces arguments pour vous en démontrer la force et la vérité. Ce serait faire injure à votre pénétration que de les croire nécessaires en s'adressant à vous. Ces vérités, comme vous le savez bien, ont été reconnues par les politiques les plus accrédités, qui tous ont avancé en termes exprès que l'Eglise ne permettrait jamais que les sujets manquassent d'obéissance, et pour quelque raison que ce soit, à celui qui les commande. Notre ministère apostolique requiert de nous en conséquence que nous vous priions, que nous vous conjurons d'entrer avec vigueur et courage dans le sentier qui vous conduira à la vraie et immortelle gloire d'avoir entièrement rendu à la France son antique religion.

« Nous passons à l'objet très-grave, qui est celui de la *démission*, qui nous a été demandée, *des évêques légitimes* de France, pour en créer de nouveaux. Quelle douleur, très-cher fils, quelle amertume pour le cœur du Chef de l'Eglise d'avoir à chasser de leurs sièges un si grand nombre de ses vénérables frères recommandables par leurs vertus, par les maux qu'ils ont soufferts, par leur constance inébranlable à défendre la religion dans le temps qu'elle était assaillie des plus cruelles persécutions, et par leurs soins à pourvoir par tous les moyens possibles au salut des âmes de leurs diocésains ! De quel front et avec quel cœur pourrions-nous aban-

dit me

religieux

p. 12

obéissance

no 411

7

1000/1000

1000/1000

donner leur cause, et ne pas chercher à intéresser en leur faveur votre magnanimité et votre justice (que notre cœur paternel s'épanche avec vous avec la plus grande confiance et loyauté), lorsqu'ils se trouvent réduits à cet état déplorable pour avoir pris la défense de cette religion dont nous sommes sur la terre le défenseur et le vengeur? *Permettez-nous d'interroger votre cœur, que répondrait-il si quelqu'un lui proposait d'abandonner la cause et la défense de ces braves généraux qui ont combattu à votre côté pour vous donner la victoire?* nous en appelons à votre jugement. Nous savons que, soit par malveillance, soit par esprit de parti, on s'est fait une idée moins juste de leur conduite : on les a représentés comme guidés par un autre mobile que celui de la religion ; mais nous vous prions de bien vous assurer de la vérité de cette supposition. Quant à nous, sûr des principes de la religion qu'ils professent, et dont ils se sont déclarés si zélés défenseurs, nous ne craignons pas d'avancer que quels qu'aient été leurs principes en matière politique, lorsqu'ils seront replacés par votre bienveillance au sein de leurs troupes, ils s'imposeront certainement comme premier devoir l'obéissance, et ils prêcheront à leurs ouailles l'obéissance au Souverain, conformément à ce que prescrit la sainte loi de Jésus-Christ, et le gouvernement en aura l'entière sécurité dans le serment, que sous la forme d'un article de la Convention, nous transmettons à l'archevêque de Corinthe, et que nous les autorisons à prêter. Nous vous faisons encore observer que leur rappel contribuera beaucoup à la paix et à la tranquillité des peuples, lorsqu'au contraire leur démission pourrait y nuire. Vous connaissez trop le cœur humain pour que nous devions vous faire observer que les maux qu'ils ont endurés pour la cause de la religion, considérés sous ce rapport par le peuple, les leur rendra plus chers et plus vénérables. Les esprits se tournent en grande partie vers eux, et non point vers les nouveaux pasteurs, et la paix en sera troublée. On pourra toujours avoir recours à

de nouvelles mesures à leur égard, et nous nous y prêtons avec empressement, si, peu reconnaissants du bienfait de leur rappel, et infidèles à leur serment, ils violent le précepte même de la religion qui leur commande fidélité et obéissance aux souverains. Nous vous prions donc au nom de Jésus-Christ, de les rappeler en nombre égal à celui des diocèses de la nouvelle circonscription. Cette grâce que vous nous accorderez, sera la plus douce des consolations que vous pourrez nous donner, et nous l'espérons bien de votre affection pour notre personne.

« Mais quand bien même il dût arriver (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'elle fût insurmontable, l'opinion que vous avez conçue contre quelqu'un d'eux, qu'ils ne peuvent être dignes de la confiance de votre gouvernement (nous le disons dans toute l'amertume de notre cœur, et néanmoins nous le disons), nous ne différerons point le grand avantage du rétablissement de la religion pour éviter la perte de quelques-uns de ses dignes enfants, et après les avoir exhortés à ces sacrifices que le lien de l'unité de l'Eglise exigerait d'eux. Dans le cas où ils se refuseraient à un devoir si nécessaire, nous consentirons à ne plus reconnaître comme évêques titulaires des nouveaux diocèses, ceux desdits évêques légitimes que vous nous indiquerez vouloir exclure. Nous répétons que nous avons en vous la plus entière confiance que ceci ne sera pas nécessaire; mais si cependant le cas échéait, nous recommandons au moins bien instamment à votre générosité de pourvoir à leur subsistance, n'étant pas juste qu'ils soient dépouillés de leurs églises, et en même temps privés de cette portion congrue à laquelle a droit tout évêque dans le cas de démission de son évêché.

« Dans cette seconde hypothèse (que cependant nous ne craignons point, comme déjà nous l'avons dit), nous croyons qu'il serait assez convenable que vous nous désignassiez confidentiellement quels sont ceux des anciens évêques que vous voulez conserver, et lesquels vous voulez qui se démettent, afin que nous puissions, à ceux-ci seulement, adresser nos demandes et nos ex-

*pour l'union
de V D Leds
cours
Bonnefide
w v v v v v
fus*

*quel
pour l'union
cours*

hortations pour la démission nécessaire à la paix et au bien de l'Eglise, nous abstenant de leur faire à tous en général cette invitation, attendu que, de cette manière, le coup ne serait ni si étendu, ni si douloureux, et que l'on éviterait bien des réclamations.

« Nous vous faisons observer dans cette seconde hypothèse, que nous avons dû radoucir les expressions de l'article III de notre Convention qui en parle. Les égards que nous devons au corps entier des évêques, nous en faisaient un devoir indispensable ; mais nous vous assurons que (et ce ne sera qu'avec le plus profond regret) nous nous prêterons à la démission de ceux qui, exclus par vous, et par nous exhortés à la donner d'eux-mêmes, s'y refuseraient au préjudice du bien de l'Eglise, ce qui alors les rendrait coupables ; mais nous ne doutons pas que dans le cas de l'exclusion ils se soumettront eux-mêmes au généreux sacrifice pour le bien de l'unité et le rétablissement de l'Eglise catholique.

« Il nous semble encore que dans cette hypothèse, assuré que vous êtes de notre promesse positive que (quoiqu'avec douleur) nous refuserons de reconnaître pour évêques des nouveaux diocèses ceux que vous en exclueriez, notre parole à cet égard vous suffisant, on pourrait dans la Bulle omettre cet article comme inutile à l'objet, évitant par là tout le mécontentement et les réclamations qui pourraient résulter de l'insertion qui en serait faite. Mais nous ne voulons pas conclure cet article sans répéter que telle est notre confiance, notre très-cher fils, dans les égards que vous voudrez bien avoir pour nous, et telle nous semble la force des raisons que nous vous avons déduites, que nous nous attendons à voir que vous donnerez aux nouveaux diocèses les évêques légitimes, et que vous ne laisserez pas dans le besoin ceux qui seraient exclus en raison de leur trop grand nombre.

« Quant aux *nominations* qui se feront par la suite, nous sommes pleinement persuadé que dans le choix des sujets que vous nous proposerez, vous aurez principalement en vue l'amour, le zèle sincère pour la religion catholique et la sollicitude

pour le salut des âmes, accompagnés de lumières et de vertus suffisantes, parce que, si l'on nous proposait des sujets indignes, nous aurions le chagrin d'être obligés de faire, comme cela se pratique dans tous les Etats où les princes ont les nominations, ce qui se faisait en France même durant l'existence de la monarchie, de demander qu'on changeât les nominations pour nous proposer des sujets plus aptes et plus dignes.

« Nous ne saurons nous dispenser de vous demander en outre, que l'on permette le rétablissement des *séminaires et des chapitres* dont le saint Concile général de Trente s'est attaché à faire sentir l'importance : nous demanderons également le rétablissement des *couvents des réguliers et des monastères des religieuses*, et qu'il soit permis aux ecclésiastiques et aux lieux pieux de recevoir et de posséder même des *biens immeubles*, comme le portent le droit et l'usage très-ancien de l'Eglise.

« Mais puisque nous en sommes arrivé à cet article des biens, nous ne pouvons nous dispenser de vous faire remarquer le très-grand sacrifice que nous faisons du dépouillement des immenses fonds appartenant aux églises de France aliénés par la République. Ce sacrifice sera pour vous, notre très-cher fils, une preuve de notre véritable et sincère empressement au rétablissement de la religion sans aucune ombre d'intérêt temporel.

« Nous nous flattons que vous serez assez équitable, en remarquant quelle a été notre conduite sur un point si grave, pour reconnaître également vous-même la nécessité qu'il y a pour la conservation et l'éclat de la religion, que vous fassiez pourvoir à la subsistance des ministres des autels, et même que l'on prenne en considération les besoins des églises.

« Nous ne négligerons pas non plus de vous prier de laisser librement revenir en France tant d'ecclésiastiques, que les mouvements de la Révolution en ont fait sortir, et nous sommes persuadé que les anciens pasteurs reprendront le soin des âmes, et qu'on laissera le choix des nouveaux curés, aux évêques, suivant la discipline de l'Eglise, parce qu'ils doivent connaître les qualités et mérites des ecclésiastiques de leurs diocèses.

*seulement
chapitres
des couvents
des réguliers*

Bien

Nous avons suffisamment pourvu à la tranquillité du gouvernement, en établissant, dans notre Convention, qu'on ne pourra nommer aux cures des sujets, dans lesquels il ne pourrait avoir de confiance.

de l'absolution
« Quant à l'absolution des prêtres mariés (en exceptant les réguliers liés par des vœux solennels, et les évêques relativement, pour lesquels il n'y a pas eu dans l'Eglise, depuis qu'elle existe, d'exemple d'une semblable indulgence admise), et quant à l'absolution de ceux qui se seraient éloignés de l'Eglise par d'autres voies, nous y pourvoirons en donnant les pouvoirs nécessaires, pour qu'ils soient absous suivant les règles et la discipline ecclésiastique, vous assurant que nous nous ferons un devoir bien doux de leur faire éprouver de notre part les effets de toute la condescendance paternelle aussi loin qu'elle peut s'étendre, et nous aurons même en cela égard, autant que cela pourra nous être permis, aux circonstances dans lesquelles se trouve aujourd'hui l'Eglise de France.

« Arrivé à cet endroit de notre lettre que nous avons dictée jusqu'ici, nous croyons nécessaire de vous protester de notre propre main, notre très-cher fils, en présence de Notre-Seigneur Jésus-Christ, dont nous sommes le Vicaire sur la terre, que dans la Convention remise par nous à l'archevêque de Corinthe, nous avons étendu notre condescendance apostolique jusqu'où elle pouvait s'étendre, et que nous avons accordé tout ce que notre conscience pouvait nous permettre d'accorder, eu égard au grand objet que nous nous sommes proposé. Nous devons vous dire avec une liberté apostolique, et malgré quels que soient les malheurs auxquels nous pourrions nous exposer, que nous ne pouvons absolument pas faire d'autre concession. A bien considérer celles que nous faisons, vous reconnaîtrez aisément que nous avons surabondamment accordé tout ce qui nous avait été demandé. Mais quant aux formes des concessions et aux manières de les exprimer, ainsi qu'à quelques circonstances qui les accompagnent, nous n'avons pu nous dispenser de faire quelques changements dont il aurait été impos-

sible de s'écarter sans fouler aux pieds les lois les plus respectables et les usages les plus constants de l'Eglise catholique, ainsi que vous pourrez vous en convaincre par quelques pages, dans lesquelles nous avons justifié les changements faits par nous aux articles qui nous avaient été proposés, et qui vous seront présentées par l'archevêque de Corinthe, si vos importantes et nombreuses occupations vous laissent le temps d'en prendre lecture. Votre raison, la quantité de sacrifices faits par nous et l'empressement que vous montrez pour le rétablissement de la religion catholique, vous feront, nous n'en doutons pas, vous contenter de tout ce que nous avons fait. Nous sommes persuadé que vous comprendrez suffisamment que ce ne serait pas la religion catholique que vous rétabliriez en France (comme vous vous le proposez), mais une autre religion différente, si nous consentions à consacrer par notre concession quelques-unes des maximes que cette religion réprouve (ce dont Dieu nous préserve), et ce que nous ne ferons jamais à quelque prix que ce soit, fusse à celui de notre vie. Nous avons reçu des mains de nos prédécesseurs le dépôt de la foi pur et intact, et nous voulons, en suivant leurs traces glorieuses, le transmettre également intact et pur à nos successeurs. Ce langage franc et loyal que nous dicte la liberté apostolique, vous montrera en même temps toute la confiance que nous mettons en vous ; nous voulons faire le bien avec l'assistance du Dieu des miséricordes ; aussi sommes-nous sûr que ce n'est pas en vain que nous mettons en vous cette confiance. Il ne nous reste plus rien à faire qu'à obtenir de lui, à force de prières et de larmes non interrompues, que pour le bien et l'avantage de son Eglise sainte, qu'il a acquise au prix de son sang, il daigne bénir nos intentions, qui certes ne sont souillées par aucune vue humaine, et qui n'ont d'autre but que sa sainte gloire.

« Nous terminerons ici notre lettre en vous rappelant, avec une affection paternelle, que Dieu accorde une prospérité stable aux nations et à ceux qui les gouvernent, lorsque, se soumettant à sa sainte religion, ils se reconnaissent ses sujets, servent sa

cause et travaillent à honorer son saint nom. Nous vous prions, par les entrailles de la miséricorde du Seigneur, de mettre la dernière main à l'œuvre que vous avez si bien commencée à votre honneur immortel, voulant généreusement rendre à une illustre et grande nation la religion de ses pères, que cette nation dans sa grande majorité réclame à grands cris. Afin que vous puissiez heureusement réussir dans une entreprise aussi sainte et aussi glorieuse en demandant pour vous au ciel son secours dans toute l'effusion de notre cœur, nous vous donnons, notre très-cher fils, notre bénédiction paternelle apostolique.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le 12 Mai 1801, la 2^e année de notre Pontificat ».

P^{IE} VII, Pape.

Le courrier, chargé de porter à Paris ces lettres et les consultations des cardinaux Antonelli et Carandini, devait partir le 14 Avril ; mais Cacault le fit retarder de plus de vingt jours, ayant voulu être auparavant informé de tout, afin de pouvoir instruire, à temps, Bonaparte, et de le disposer à accueillir favorablement les amendements faits dans le projet du Concordat : mais malheureusement, plus par étourderie que par malice, il avait oublié d'écrire à ce sujet à Paris.

Bonaparte, ignorant ce fâcheux accident, et brûlant du désir d'avoir une réponse de Rome, chargea l'abbé Bernier, le même jour où le courrier pontifical, retardé par Cacault, partit enfin de Rome pour Paris, savoir le 13 Mai, d'écrire une lettre assez vive à Consalvi. Bernier lui exprima le mécontentement du premier Consul, l'accabla de reproches et le rendit même responsable de tous les torts qui en pourraient naître pour la religion, en le conjurant en même temps de ne plus tarder un instant d'envoyer l'approbation du projet du Concordat. Voici cette lettre remarquable (1) :

(1) *Archives du Ministère des affaires étrangères, à Paris.*

*Lettre de l'abbé Bernier à S. E. le cardinal Consalvi,
secrétaire d'Etat.*

Paris, 13 Mai 1801.

« Monseigneur,

« Je vais, au nom du gouvernement français, parler à Votre Eminence le langage de la franchise. La politique est étrangère aux affaires du ciel. La foi qui sauve les hommes est étrangère à ses calculs. La vérité seule préside aux discussions de l'Eglise.

« J'écrivis à Votre Eminence, le 12 Avril, que le Consul voulait un terme aux longs délais qu'éprouvaient les affaires ecclésiastiques de France. J'ajoutais, en donnant cet avis officiel, que je croyais être assuré du départ du courrier Livio avant l'arrivée de ma lettre — je m'étais trompé — rien n'a paru. Une seconde lettre est partie plus pressante que la première, son effet a été le même.

« La décision, demandée pour l'époque des ratifications, espérée pour Pâques, attendue ensuite du 20 au 25 Avril, puis promise officiellement pour le 30, puis enfin différée jusqu'aux premiers jours de Mai, ne nous est pas plus connue (aujourd'hui 18) que si elle n'eût jamais existé.

« Irrité de ces délais, et plus encore des promesses faites et restées sans effet, le Consul nous a mandés hier à sa maison de campagne. Il nous a témoigné, à M^{re} Spina et à moi, de la manière la plus expressive, son mécontentement, non pas de notre conduite personnelle (Dieu nous est témoin que nous n'avons dit et annoncé que ce qu'on nous promettait), mais des inconcevables délais qu'on oppose au succès d'une affaire plus importante qu'aucune de celles qui sont maintenant déferées au Saint-Siège.

« Il m'a chargé de dire à Votre Eminence que tout délai ultérieur lui serait *personnellement imputé*, qu'il l'envisageait comme une rupture ouverte, et ferait de suite occuper par les

troupes françaises, à titre de conquête, les Etats du Saint-Siège.

« Il a ajouté que la France ne pouvait être sans religion, qu'il en voulait une, qu'il préférerait la catholique romaine dans laquelle il était né et voulait mourir, qu'il la protégerait spécialement, la professerait hautement, et assisterait en pompe à ses cérémonies.

« Qu'elle serait reconnue comme *religion de la grande majorité des citoyens français*; qu'elle serait, en ce sens, *dominante et nationale*, mais qu'il voulait qu'on se contentât de la réalité de la chose, sans employer ces derniers mots qui produiraient, sur certains esprits, les plus mauvais effets.

« Il a déclaré qu'il voulait un clergé soumis et fidèle au gouvernement; que son intention était que les acquéreurs des domaines nationaux fussent importurbables, et que l'article qui concerne les nominations aux nouveaux évêchés fût irrévocablement ainsi conçu :

Sa Sainteté ne reconnaîtra d'autres titulaires des évêchés conservés en France, que ceux qui lui seront désignés comme tels par le premier Consul Bonaparte.

« Il nous a enfin ajouté que, si ces vues ne pouvaient convenir au Saint-Siège, ou s'il en résultait de nouveaux délais, il finirait, quoiqu'à regret, par prendre un parti quelconque en matière de religion, et travaillerait à le faire adopter dans tous les endroits où la France étendait son influence ou sa domination.

« S'il en coûte à mon cœur, pour faire, à Votre Eminence, une pareille déclaration, il ne nous a pas été moins pénible de l'entendre. Elle n'a été adoucie que par l'assurance que nous a donnée le Consul, qu'il était convaincu de nos efforts mutuels pour le bien de la religion, et par l'espoir que nous concevons encore qu'un heureux succès viendra enfin les couronner.

« Des délais après des promesses peuvent quelquefois avoir lieu entre des particuliers, mais de puissance à puissance, sur un objet majeur, ils sont impolitiques et toujours désastreux. On paraît ne vouloir autre chose que gagner du temps. Le soupçon

naît du retard, les obstacles s'élèvent, et le succès, que la célérité garantissait, devient impossible.

« Pesez donc ces réflexions, Monseigneur, et agissez, mais *sans délai, sans ajournement quelconque*. La France appelle sa religion, l'Italie veut la conserver, l'Allemagne désire la protéger. Les Etats du Saint-Siège réclament un soulagement, le Souverain Pontife un accroissement de territoire, la Chambre apostolique une décision sur les domaines acquis. Les prêtres français gémissent dans l'exil, ils veulent tous rentrer dans le sein de leur patrie. Eh bien ! Monseigneur, rien de tout cela ne pourra s'effectuer sans la décision du Saint-Siège ; et elle n'arrive pas ! Que d'utiles occasions perdues ! Que d'âmes on eût sauvées, que de maux on eût évités, que de bien on eût fait, que d'obstacles on aurait vaincus avec plus de célérité !

« Votre Eminence est très-occupée, je le sais ; je plains la destinée cruelle d'un homme élevé à ce poste périlleux. Mais à quoi serviront les règlements administratifs sans celui de la religion ? Il faut, avant de gouverner, assurer la jouissance possible du pays qu'on veut administrer. Or, la possession incommutable des Etats de Sa Sainteté dépend essentiellement de la réunion de la France avec elle. Il faut donc avant tout assurer ce point si délicat, sans lequel, je le répète, *le reste n'est rien*.

« Je viens d'exposer à Votre Eminence tout ce que mon attachement à Dieu, à ma patrie, à ma religion et au premier siège m'a inspiré. Je n'ai tracé ces caractères qu'avec un sentiment pénible de douleur, et ne me suis consolé qu'en pensant que j'avais acquitté, avec la franchise qui m'est naturelle, le devoir de ma conscience. Ma tâche est remplie, il ne me reste plus qu'à attendre, avec l'humilité d'un chrétien soumis, et le vif désir d'un catholique zélé, la décision du successeur de Pierre, aux vertus duquel le premier Consul, la France et nous, rendons le plus parfait hommage.

« Je suis avec respect, Monseigneur, de Votre Eminence, le très-humble et très-obéissant serviteur »,

BERNIER.

Il n'était pas difficile à Consalvi de répondre à toutes ces imputations. Il le fit, d'une manière victorieuse, en exposant, avec une noble franchise, la marche qu'on avait suivie dans l'examen du projet du Concordat. Il y réjura surtout le soupçon des vues humaines et de l'influence étrangère des cours, soit des Bourbons, soit de l'Autriche, dont on accusait le Pape de s'être inspiré. Pris d'un juste orgueil, il va jusqu'à offrir sa démission, si le premier Consul la désirait et le Pape y consentait. Nous laisserons donc le cardinal prendre lui-même sa défense (1).

Rome, 21 Mai 1801.

« Monsieur,

« Je reçois à l'instant la lettre que vous venez de m'écrire, datée du 13 du mois courant. Je l'avouerai, avec ma franchise assez connue, mon cœur n'a pu qu'y être très-sensible. Je croyais, Monsieur, être au-dessus de tout soupçon en matière de duplicité de caractère, soit par ma conduite constante, soit par les preuves que j'avais données particulièrement à l'égard des affaires de France. Le fait a déjà répondu pour moi : le même jour que vous m'avez écrit, Monsieur, votre lettre (le 13 Mai), le courrier Livio était parti de Rome ; ainsi ce qu'il a apporté à Paris ne pourra pas être regardé comme l'effet de votre lettre. Vous aurez vu tout ce qui a été fait pour les affaires de France. *Rien n'a été refusé par Sa Sainteté, si l'on regarde à la substance de la chose.* Il n'y a eu que des changements dans les formes et dans les expressions. Ce sont les lois de l'Eglise qui l'ont exigé, et c'est heureux de devoir vous parler ce langage : on le parle sans doute à celui qui est dans le cas de l'entendre. Il y a lieu à espérer que l'on en aura été très-satisfait. Je dois dire un mot sur le délai. Je vous prie, Monsieur, de réfléchir qu'on a employé environ quatre mois à Paris pour faire la rédaction de la pétition. Il semble que dans une affaire la plus importante qui fut jamais, on puisse s'attendre à quelque indulgence,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

si l'on a eu besoin de deux mois pour conclure. Je vous observerai, Monsieur, que dans des affaires qui sont bien au-dessous de celle-ci, vous ne trouverez pas d'exemple d'un plus court délai. Dieu m'est témoin de tout ce que m'en coûte l'accélération. Le Saint-Père n'a appelé que douze cardinaux au lieu de tous pour faire plus vite. On s'est occupé de cette affaire unique du matin au soir tous les jours. J'en connaissais, Monsieur, toute l'importance; ainsi ne croyez pas que d'autres affaires d'administration, ou bien d'autres objets, en aient détourné mon attention pour un quart d'heure : soyez-en sûr sur ma parole. Mais l'importance même de la chose, sa difficulté, les moyens de s'y prendre ont exigé ce délai, qui nous a coûté plus de peine, j'en suis sûr, qu'à vous-même. Avec tout cela, je le dirai franchement, le courrier serait parti vingt jours plus vite sans M. Cacault. Il demanda à être instruit de la réponse que ce courrier vous portait. Ce fut avec une candeur peut-être sans exemple que je lui lus tout loyalement la teneur de la réponse. Elle était, comme elle l'est encore, parfaitement conforme à la pétition dans la substance. Mille difficultés s'élevèrent sur les formes et sur les expressions : difficultés qui ne se présentaient pas par vos lettres, ni par celles de M^{re} Spina. Le vif désir d'assurer le succès les fit prendre en considération sans en oublier aucune. Je ne dirai pas combien il en coûta de conformer ces matières aux exigences de la théologie. Il fallut rassembler deux autres fois la Congrégation : vous savez que cette affaire n'était pas de mon examen exclusif. Sa Sainteté s'en occupa elle-même d'une manière peu commune. Tout cela demandait beaucoup de temps ; il fallut faire et refaire ; il fallut copier, traduire, préparer les raisons, les éclaircissements ; enfin le courrier partit. Il n'est que très-vrai que j'avais promis deux fois (et peut-être encore trois) que le courrier serait parti à telle époque ; mais pouvais-je prévoir, que par les difficultés élevées par M. Cacault, on aurait dû différer encore une vingtaine de jours ? J'aurais dû peut-être ne rien dire à M. Cacault, gardant avec lui le même secret qu'avec les autres ; mais il me fit voir la copie de la bulle et du

projet du gouvernement ; il me dit que venant de Paris, ayant parlé avec le ministre et le premier Consul, il savait ce qui aurait rencontré des difficultés ou non dans la teneur de la réponse ; eh bien ! je la lui fis voir avec loyauté : le désir de la voir réussir et être acceptée me contraignit à ne rien négliger pour m'en rassurer, et je ne lui cachai rien. Il est vrai que nous étions convenu ensemble que ni l'un ni l'autre n'écritait rien à Paris, pour ne pas donner des inquiétudes avant que le gouvernement français pût voir la chose dans son ensemble. Je tins avec scrupule ma parole. M^r Spina n'en sut rien du tout : vous l'avez vu vous-même. M. Cacault a jugé de faire autrement ; je ne m'en plains point ; il a cru faire le bien, car il est un très-honnête homme. Mais je me dois à moi-même de vous faire connaître la vérité exacte des choses. Si du moins il eût rapporté à Paris la chose telle qu'elle était ; mais, sans mauvaise volonté, il a oublié ou changé, par bévue, bien des choses. Où est-ce que le Saint-Père a exigé que le premier Consul lui envoyât d'avance la liste des évêques qu'on désire conserver ? Ni dans le Projet, ni dans la Bulle, rien de tout cela. Le Saint-Père en parle dans sa lettre au premier Consul, mais comment ? Il emploie de grandes précautions avant d'en parler ; il ajoute après, croyant la chose utile, que le premier Consul pourrait dire quels sont les évêques qu'il aimerait à conserver pour épargner à ceux-là son exhortation à se démettre et diminuer par là le nombre des mécontents. Voilà tout. Il n'y a donc dans cela qu'une communication de la façon de voir la chose pour le bien. Je demande encore où est cette condition de vouloir en savoir les raisons ? Jamais Sa Sainteté ne l'a exigé ; il les savait déjà, car cela est répété mille fois dans les papiers de la négociation, c'est-à-dire qu'ils ne jouissent pas de la confiance du gouvernement. Sa Sainteté, pour les devoirs que lui impose son ministère, pour l'amour de la paix, pour la tranquillité de la France, a tâché de persuader au premier Consul qu'il aura dans les évêques légitimes des pasteurs soumis et obéissants, selon que la loi de Jésus-Christ le leur ordonne ; il a espéré et il espère que le premier Consul voudra bien lui donner cette consolation ; mais

tout ceci est bien différent de ce que l'on appelle demander les raisons particulières dont il est question. J'en ai dit assez, à ce qu'il me semble, pour vous prouver, Monsieur, d'où provient le retard. Il est inutile, j'espère, après tout ceci, de vous marquer que la politique et le désir de gagner du temps n'y sont entrés pour rien. Mais je dois à mon honneur, je dois à celui du Saint-Père de vous en dire un mot. Oui, Monsieur, cette persuasion-là est bien éloignée de la vérité ; c'est bien nous faire tort que de le soupçonner. Le caractère du Saint-Père est assez connu pour lui-même. Je m'étais flatté que M^{sr} Spina aurait donné une idée plus exacte du mien, qui m'aurait mis au-dessus de tout soupçon de ce genre. J'en appelle aussi à tous les Français qui ont eu affaire avec moi. Je n'en dirai pas davantage. Le gouvernement français lui-même a vu si le Saint-Père a mêlé rien de temporel dans la négociation des affaires ecclésiastiques. Ainsi je ne puis ne pas être sensible à ce que je lis dans votre lettre, que tout délai ultérieur *me serait personnellement imputé*. J'y suis sensible, Monsieur, parce que je ne puis me reprocher (je vous l'assure) de n'avoir pas rempli très-exactement mon devoir, et de n'avoir pas tâché toujours de faire de mon côté tout mon possible pour le bien, et pour conserver la bonne correspondance et les relations amicales entre les deux gouvernements. Mais si je suis soupçonné du contraire, le bien de la chose exige, Monsieur, que je ne reste pas dans la place que j'occupe. Un seul mot suffit pour m'en faire demander la démission. Permettez-moi, Monsieur, quoique je n'aie pas le plaisir de vous être connu personnellement, de vous en dire un mot en particulier. Je ne tiens nullement à ma place. Au contraire, je l'abhorre et la déteste plus que la mort. Je l'ai acceptée par obéissance, je la garde par reconnaissance ; j'ai pensé que j'aurais tous les torts vis-à-vis de mon bienfaiteur si je lui refusais mes faibles services dans un temps périlleux et dans des circonstances si difficiles. Mais s'il y a une issue par laquelle je puisse sortir sans blesser lesdits devoirs, je me regarderai comme le plus heureux de tous les hommes. Cette issue serait celle sans doute de se

démètre, si l'on ne jouissait pas de la confiance qui serait nécessaire au bien réciproque. Soyez bien assuré, Monsieur, que je n'en aurais aucun regret, et que je ne cesserais pas pour cela de faire les vœux les plus ardents pour la conservation de la bonne intelligence entre les deux gouvernements, qui se trouve heureusement rétablie, et pour la paix et la tranquillité de la France, à laquelle est attachée celle de l'Europe. Voici, Monsieur, mes sentiments sincères.

« Je dois à la vérité une observation sur une expression de votre lettre. En énumérant les différentes choses dont il n'est pas possible de traiter jusqu'à la conclusion de l'arrangement pour la grande affaire, vous parlez d'un accroissement désiré par Sa Sainteté de son territoire. Le Saint-Père n'espère des bonnes dispositions du premier Consul que la restitution des Etats qui déjà appartenaient à l'Eglise romaine ; il n'a aucune vue de s'agrandir.

« Je finirai, Monsieur, par vous témoigner ma reconnaissance pour tout l'intérêt que vous prenez à moi, je ne l'oublierai jamais. Je me ferai toujours un devoir de vous prouver par des faits l'estime et l'attachement que je vous conserverai constamment, et j'attends que vous m'en fournissiez les occasions.

« J'ajoute que mon honneur et le bien de la chose exige que vous vouliez bien avoir la complaisance de chercher un moment favorable pour faire connaître au premier Consul les éclaircissements que j'ai donnés.

« J'avais oublié de parler de l'influence des autres cours, à laquelle on a attribué le délai. Mais lesquelles ? Que l'on trouve un seul homme (à l'exception des cardinaux et du secrétaire de la Congrégation) qui en ait pénétré la moindre chose ; jamais secret ne fut mieux gardé. Sa Sainteté a su le faire garder ; il est encore ignoré tout à fait. Ou est-ce donc l'influence extérieure ? Je n'en dirai pas davantage.

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

II. card. CONSALVI.

Consalvi informa encore, le même jour, Spina, de tout ce qui s'était passé entre lui et Cacault, au sujet de la négociation, et du retard du courrier, en le chargeant de faire connaître au gouvernement ces circonstances. Cacault, à qui Consalvi avait communiqué la lettre de Bernier, s'empessa de calmer l'irritation de son gouvernement en excusant le retard, reproché à Rome, sans toutefois laisser transpirer qu'il en avait été la cause, et faisant même allusion à l'envoi du courrier pontifical qui, le 13 Mai, avait porté à Spina le projet amendé du Concordat avec toutes les dépêches et lettres y relatives (1).

Cacault à Talleyrand.

Rome, 1^{er} prairial an IX. (21 Mars 1801.)

« Je n'ai plus qu'à attendre, au sujet de l'affaire du Concordat, les résultats de Paris.

« Il n'y a, de la part de cette cour, aucun désir de traîner en longueur ; on est gauche, lent par nature, et de plus théologien de métier. Vous savez que cette cour de Rome n'est plus comme autrefois le siège de la politique. Si l'accord a lieu avec nous, elle acquerra une base de considération, et alors elle sentira qu'elle ne peut avoir appui que dans la sphère de ses rapports religieux : elle perfectionnera son système ».

Bonaparte, cédant à son impatience, sans entendre la réponse de Rome, chargea Bernier de renouveler ses instances avec plus de chaleur, et de les accompagner même de la menace qu'on romprait toute négociation, si, dans l'espace de cinq jours, on ne renvoyait pas le Concordat approuvé tel qu'il avait été formulé à Paris. Cacault devait temporairement quitter son poste et se retirer à Florence dans le cas où l'on aurait fait les plus légers changements dans le projet du Concordat. Ces ordres brusques

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

avaient été provoqués par les dernières nouvelles envoyées par Cacault à Paris, au sujet des amendements faits par le Pape dans le projet, nouvelles qui arrivèrent malheureusement avant que Spina eût reçu la réponse de Rome avec les dépêches de Consalvi, qui expliquaient et justifiaient ces amendements. Voici cette lettre fulminante, écrite sans doute sous la dictée de Bonaparte, n'étant guère présumable que Bernier eût eu le courage de prendre un ton si impérieux vis-à-vis d'un cardinal et secrétaire d'Etat (1).

Lettre de l'abbé Bernier au cardinal secrétaire d'Etat.

Paris, 29 floréal an ix. (19 Mai 1801.)

« Monseigneur,

« Je vous écrivis, il y a huit jours, que je pressais vivement le départ du courrier porteur de la Bulle : je l'attendais à chaque minute et me disais à moi-même : au moins, s'il n'arrive pas, serons-nous instruits des motifs du retard. Rien de tout cela n'est effectué. Le temps s'est écoulé, Votre Eminence a gardé le plus profond silence. Le seul envoyé de France l'a rompu pour apprendre au gouvernement les changements qu'on se proposait de faire à la Bulle.

« J'ai prévenu Votre Eminence des mécontentements qu'excitaient ces délais. Je lui ai dit que l'orage grondait de toutes parts. Je lui annonce maintenant avec peine qu'il vient d'éclater. Le premier Consul ordonne au ministre d'écrire au citoyen Cacault que si dans cinq jours, à dater de la réception de ses dépêches, pour tout délai, la Bulle et le Concordat tels qu'on les propose, ne sont pas envoyés à Paris, il ait à se retirer de Rome au quartier-général à Florence, et que même dans le cas où la Bulle aurait été envoyée avec les changements qu'indique dans ses lettres le citoyen Cacault, il n'en exécuterait pas moins son départ

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

la Rome, si Sa Sainteté ne consentait pas à rétablir l'intégrité de la rédaction.

« Tel est donc, Monseigneur, le fatal résultat des délais opposés jusqu'à ce jour à la conclusion de cette affaire majeure, la plus importante de celle que le Saint-Siège puisse traiter. — La célérité seule pouvait garantir le succès ; il ne fallait ni donner lieu à la malignité de préparer des résistances, ni à l'impiété le temps de dresser ses batteries. Une décision subite les frappait l'une et l'autre d'un coup inattendu. Vous avez hésité, — elles élèvent la tête, et chaque jour de délai devient pour elles un jour de triomphe et de jubilation.

« Qu'attendez-vous donc, Monseigneur ? Pourquoi tarder si longtemps à rendre au plus puissant des peuples de l'Europe le seul bien qu'il désire ? Ne le voyez-vous pas étendre son influence victorieuse en Espagne, en Allemagne, en Hollande, en Suisse, en Italie ? S'il n'est pas catholique, si l'unité rompue le sépare de Rome, quels dangers pour l'Eglise, le Saint-Siège et l'Europe ! Qui oserait les prévoir sans frémir ?

« Hélas ! fallait-il donc attendre que les menaces suivissent les invitations ? N'était-ce pas assez de nos prières, de nos vœux et de nos larmes ? Deux mois ne suffisaient-ils pas pour l'examen sérieux du projet ? — Ils sont écoulés ! — et rien ne paraît, rien ne satisfait l'ardeur impatiente d'un peuple affamé de sa religion. Au nom de cette institution divine, au nom du Saint-Siège, dont nous désirons tous de conserver l'éclat et les prérogatives ; au nom même de vos propres intérêts, rompez un désastreux silence. Envoyez sans délai cette Bulle, ce Concordat si longtemps désiré. Il n'existe plus que ce seul moyen de conserver en France, en Italie, la religion de nos pères, le pouvoir temporel du Saint-Siège à Rome, les électors ecclésiastiques en Allemagne, et peut-être la paix intérieure dans la majorité du continent européen. Je le dis à Votre Eminence avec autant de douleur que de vérité. Encore cinq jours de délai ou un refus, et *tout est rompu*.

« Pardon mille fois si j'emploie des expressions aussi fortes ; mais la conviction du danger, la crainte, la douleur, le salut de

ma religion et celui de mon pays me les arrachent. Je sens l'impression qu'elles feront sur vous, et déjà mon cœur attristé se soulage, en pensant qu'il existe encore dans votre prudence et votre célérité un moyen de succès. Puissent mes pressentiments et mes vœux ne pas être trompés.

« Je suis avec le plus profond respect, Monseigneur,
de Votre Eminence,

« Le très-humble et très-obéissant serviteur »,

BERNIER.

A peine cette lettre fut-elle arrivée à Rome, le 28 Mai, que Cacault, qui avait reçu par Talleyrand les mêmes ordres péremptoires dont parle cette lettre, la remettait sur-le-champ confidentiellement à Consalvi, de même qu'une lettre de Spina du même contenu en lui demandant une audience immédiate, qui lui fut accordée le soir même de ce jour. Consalvi, qui avait aussitôt communiqué ces lettres au Pape, fut frappé d'une telle frayeur qu'il tomba malade. Cacault, en sortant de cette audience, envoya, le même jour, la relation suivante à son gouvernement (1).

Rome, 8 prairial an ix. (28 Mai 1801.)

« Citoyen ministre,

« J'ai reçu aujourd'hui votre lettre du 29 floréal.

« Le secrétaire d'Etat est malade de la fièvre. Je lui ai envoyé sur-le-champ demander une audience. Il m'en a donnée ce soir dans son lit, je lui avais transmis auparavant les lettres que M^{re} Spina et le citoyen Bernier lui ont écrites : elles l'avaient instruit de ce que j'avais à lui dire. Il en était dans la plus vive agitation : il m'a dit que le Pape en mourrait si je partais. Sa Sainteté croit que les pièces envoyées par son courrier, sans être mot pour mot telles que les actes rédigés à Paris, seront approuvées et admises. Le

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

cardinal m'a assuré qu'on avait changé la rédaction sur laquelle j'avais fait des observations ; que la lettre du Pape au premier Consul exprimait ses sentiments d'une manière satisfaisante. Il avait toujours la fièvre : je n'ai pu insister ce soir sur tous les points de votre lettre : j'ai rendez-vous demain avec lui ; je verrai Sa Sainteté, et tous les ordres que vous me transmettez seront ponctuellement exécutés.

« J'ai l'honneur, etc. »

Signé : CACAULT.

Le jour suivant, Cacaull notifia officiellement à Consalvi l'ordre qui lui enjoignait de quitter Rome (1).

François Cacaull, ministre plénipotentiaire de la République française, à Rome,

A Son Exc. le cardinal Consalvi, Secrétaire d'Etat.

Rome, 9 prairial an ix. (29 Mai 1801.)

« J'ai reçu ordre d'annoncer au Saint-Siège de la part du premier Consul :

« 1° Que le gouvernement français ne peut entendre aucune modification ni sur le fond, ni sur la forme du projet de Convention, et sur celui de la Bulle dans laquelle la Convention doit être insérée, qui ont été proposés à l'adoption de Sa Sainteté ;

« 2° Que si le Pape n'a pas adopté, dans le délai de cinq jours, sans modification, les deux projets susdits, ma présence à Rome devenant inutile à l'objet capital de ma mission, je me verrai obligé à regret, en vertu de mes ordres, à me retirer à Florence ;

« 3° Que si dans le délai précité les deux projets sont adoptés sans aucune modification, les deux Etats seront liés de fait par des rapports pacifiques. La publicité de ces rapports se trouvera

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

ensuite honorablement constatée par la proclamation des articles convenus, insérés dans le projet arrêté de la Bulle du Saint-Père.

« Agréez l'assurance de ma haute considération ».

CACAULT.

Ce procédé brusque produisit une vraie consternation à Rome, sans toutefois déconcerter le Pape qui, plein de confiance en Dieu, espérait toujours un heureux succès après qu'on aurait bien examiné à Paris les raisons qui avaient dû nécessairement l'empêcher de donner sa sanction au projet du Concordat. Dans cette terrible et désolante situation des affaires, Consalvi répondit sur-le-champ, le 30 Mai, à Bernier, pour calmer les préventions qu'on avait conçues contre lui aussi bien que contre le Pape, en renouvelant ses protestations déjà faites autrefois quant à son innocence, mais avec plus d'énergie (1).

Rome, 30 Mai 1801.

« Monsieur,

« M. Cacault, ministre de France, m'a remis votre lettre datée du 19 Mai. C'est le second coup de foudre que je viens de recevoir six jours après celui du 13. Quelle a été ma surprise, Monsieur, ma douleur profonde, en lisant votre lettre ! Je le dirai franchement : il me faut bien toute la vertu commandée par la loi de l'Evangile pour ne pas en vouloir au seul auteur, quoique innocent, à ce que je pense, de tant de désastres. C'est M. Cacault dont je parle. Je le dois à la vérité, je le dois à mon honneur, je le dois à la trop grande importance de la chose. C'est lui seul, Monsieur, qui a été la cause du retard du courrier, qui serait parti environ un mois plus vite ; c'est lui seul, je le répète ; il n'y a pas eu la moindre influence étrangère ; jamais aucun secret n'a été gardé plus inviolablement, jamais plus de délicatesse n'a été

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

employée dans une négociation. Je défie tout le monde de prouver le contraire : enfin c'est sur mon honneur, Monsieur, que je l'atteste, et j'ai donné assez de preuves dans toute ma vie de la candeur de cet honneur que j'invoque, pour être fier de l'invoquer et pour sentir dans toute l'amertume de mon âme le tort que l'on me fait, lorsque je suis soupçonné d'y manquer. Le fait vous aura prouvé, Monsieur, que ce soupçon était chimérique : tout ce qui a été apporté par Livio peut avoir eu le malheur de ne pas plaire, mais on y aura trouvé l'empreinte de la vérité, de la candeur, du plus vif désir de réussir. Je reviens à M. Cacault. Je dois aussi vous parler d'un autre tort de sa part ; je le fais à grand regret, mais je le dois à la vérité, je le dois à mon honneur. Je proteste en même temps que je le crois innocent et sans aucune mauvaise intention ; il a oublié peut-être ce qu'il avait suggéré lui-même, et dont nous étions convenus. J'entends parler des rapports faits par lui, et de mon silence dont je reçois tant de reproches. Je m'explique : lorsqu'il a voulu être informé de la teneur de la réponse qu'on allait envoyer à Paris, je lui ai lu avec la plus grande loyauté le projet de Convention et la Bulle décidée par Sa Sainteté, après l'examen qu'il en avait fait avec la Congrégation. M. Cacault éleva beaucoup de difficultés. Le désir le plus ardent de faire la chose engagea à une nouvelle rédaction qui devait être précédée par un nouvel examen. Ce fut alors que M. Cacault et moi fûmes d'accord de ne rien écrire à Paris sur les difficultés qui s'étaient élevées : 1° pour ne pas vous effrayer sur quelque partie sans vous faire voir l'ensemble de la chose ; 2° parce qu'en soumettant la chose à une nouvelle rédaction, différentes difficultés auraient pu disparaître, ce qui a eu lieu effectivement par le grand désir de Sa Sainteté d'arriver jusqu'aux derniers confins de son pouvoir apostolique. Je tins ma promesse avec une fidélité irréprochable (car c'est mon caractère, Monsieur), je n'écrivis pas un mot à M^{re} Spina. M. Cacault ne fit pas de même : il a tout écrit, il n'a pas même rendu la chose très-exactement. Qu'en est-il résulté ? Vous le voyez, Monsieur, nous sommes au moment d'une rupture, dont la seule pensée effraye. On a conçu de l'humeur,

parce qu'on a cru qu'il y avait des vues politiques, auxquelles on a attribué la lenteur, les modifications. On exige donc qu'il n'y ait aucune modification. Sa Sainteté, maître de la doctrine, juge que quelque modification est indispensable. Ne pouvant pas plier (et vous voyez bien, Monsieur, s'il y va de son intérêt), le ministre a ordre de partir. Il a déclaré que la condition des liens pacifiques entre les deux Etats est la souscription sans aucune modification. Sans cela, il y a donc rupture, inimitié. Hélas ! Qui l'aurait attendu ! Que de malheurs ! Mais si le Saint-Père eût refusé quelque demande, on pourrait se persuader au moins sur la fatalité des temps, qu'exigerait ce que le Saint-Père pourrait faire. Mais peut-on résister à la douleur lorsqu'on pense qu'il y aura une rupture ayant accordé dans le fond tout ce qui a été demandé ? Il n'y a qu'à s'humilier devant Dieu et adorer ses décrets imperscrutables. Un mot sur moi. Je vois, Monsieur, que je n'ai pas la confiance du gouvernement français. Je n'ai rien à me reprocher qui puisse me mériter cette défiance. Je le dis sans crainte, parce que c'est la vérité même. J'en appelle à tous ceux qui me connaissent : tous les Français, je n'en doute point, me rendront justice. Mais ayant ce malheur, je serais, Monsieur, le plus indigne de tous les hommes, si je gardais une place dans laquelle je puisse être cause, par la défiance que l'on a de moi, de tant de désastres. Ainsi j'ai dit à M. Cacault que j'allais donner ma démission sur-le-champ. Je l'ai demandée ce matin au Saint-Père : c'est avec toute la chaleur dont est capable une âme honnête et sensible que je l'ai sollicitée. J'ai dû éprouver le plus grand des chagrins, celui de voir le chagrin que j'ai causé à Sa Sainteté : ce n'est pas cela certainement que je lui dois. C'est encore ajouter à mes souffrances que de devoir déplaire à ce Pontife adorable ; mais le bien de l'Eglise m'y force. J'ai insisté tant que je l'ai pu, et j'espère obtenir sans délai son consentement. Ainsi, Monsieur, *si propter me hæc tempestas venit, mittite me in mare* : cela rétablira le calme, l'orage sera conjuré. Je ne me mêlerai plus des affaires d'aucune façon que ce soit : on peut en être sûr ; j'en serai toujours éloigné à cent lieues. C'est tout ce que je désire. Il me reste une grâce, Monsieur, à

vous demander. Mon honneur et mon respect exigent que le premier Consul sache que j'ai été soupçonné à tort. Vous aurez bien la bonté de lui représenter la vérité : je veux espérer qu'il la reconnaîtra, je m'en flatte.

« Vous voilà après, Monsieur, d'une longue lettre bien mal écrite dans une langue que je sais fort peu, et faite très à la hâte. Ce n'est pas aux expressions que vous devez faire attention : elles ne seront pas exactes, mais quant aux sentiments qu'elle renferme, ils sont ceux d'un homme d'honneur, et qui croit par là avoir des droits à votre estime.

« J'ai l'honneur d'être avec une considération distinguée, Monsieur,

« Le vrai serviteur »,

II. cardinal CONSALVI.

Cacault, de son côté, ne fut pas moins affecté de ce changement de scène à Paris, et il devait l'être bien plus que tout autre, parce qu'il y avait bien eu sa part par sa négligence comme par son indiscretion. Mais disons-le aussi à sa justification, il fit les plus nobles efforts pour réparer ce coup fatal. Bien convaincu de la justice des amendements faits au projet du Concordat, convaincu aussi de l'extrême bonne foi, de la loyauté et de l'empressement avec lequel le Pape, Consalvi et la Congrégation des cardinaux avaient agi dans cette grave affaire, il aurait bien voulu céder aux instances répétées et affectueuses du Pape, qui le pressait d'éclaircir Bonaparte, par un courrier extraordinaire, sur tout ce qu'on avait fait pour répondre à ses vœux ardents, et de le persuader surtout qu'on ne pouvait pas aller plus loin dans les concessions accordées sans porter préjudice aux droits sacrés de l'Eglise et sans faire même manquer le but que lui, le premier Consul, s'était proposé dans la conclusion de ce Concordat. Consalvi redoubla donc ses instances auprès de Cacault pour qu'il consentit à retarder son départ jusqu'à ce qu'il eût reçu de Paris une réponse aux éclaircissements dont le Pape se flattait que Bonaparte

serait très-satisfait. Ce qu'on craignait le plus à Rome c'était le départ de cet ambassadeur, dont les ennemis de l'Eglise et du Saint-Siège triompheraient en le considérant comme une rupture ouverte et irréparable entre la France et Rome, et comme un présage certain de la chute prochaine de la souveraineté temporelle du Saint-Siège. Mais Cacault connaissait trop le caractère impétueux et obstiné de Bonaparte, pour se promettre un heureux résultat de cette démarche. Pour lui ôter donc tout soupçon, et surtout pour couper court à toutes les intrigues que les ennemis de l'Eglise ne cessaient de faire à Paris, afin de le détourner de cette grande et sainte œuvre, Cacault conseilla à Consalvi de se rendre lui-même à Paris pour conduire cette négociation à son terme tant désiré. Il poussa avec la plus grande chaleur à ce projet qui, selon lui, était l'unique moyen d'arracher la victoire aux ennemis de l'Eglise et de sauver ainsi la négociation. Les adversaires de l'Eglise avaient un immense intérêt à entraver et à empêcher cette négociation. Bonaparte leur semblait déjà trop puissant et ils craignaient, et avec raison, que l'heureuse réussite du Concordat ne lui donnât un empire plus grand encore sur la nation, dont la plus grande majorité ne pouvait que lui être très-reconnaissante et le saluer comme un autre Clovis pour avoir rétabli le culte catholique en France.

Ce loyal diplomate, pour engager plus facilement Consalvi à prendre ce parti, lui représentait sans cesse combien Bonaparte, avide de gloire, se trouverait flatté et honoré de l'envoi du premier ministre du Saint-Siège, comme il l'était de la présence du comte de Cobentzel, également premier ministre de l'empire germanique, que l'empereur d'Allemagne avait aussi envoyé à Paris dans des vues semblables, c'est-à-dire, pour flatter l'orgueil du premier Consul aussi bien que celui de la nation française. Il lui restait à vaincre deux difficultés, sur lesquelles Consalvi revenait toujours, avec une certaine agitation d'esprit, qui lui donna même la fièvre et le retint une demi-journée au lit. Le cardinal objectait sans cesse le choix de sa personne, tant soupçonnée à Paris, et demandait que cette mission fût confiée aux cardinaux Mattei ou

Doria, personnages plus illustres que lui par le nom de leur famille et par la haute estime dont ils jouissaient en France et même auprès de Bonaparte.

Cacault s'empresse de rassurer Consalvi, sur l'accueil qu'il trouverait à Paris, par ce billet (1) :

Rome, 14 prairial an ix. (3 juin 1801)

« Eminence,

« Je n'ai jamais eu lieu de croire que le premier Consul ait aucune opinion défavorable de votre personne, il ne m'en a rien dit à Paris. Le ministre des relations extérieures ne m'en a rien dit et ne m'en a jamais écrit un mot. Le général Murat m'a parlé de Votre Eminence, à Florence, avec éloge ; de mon côté, j'ai eu lieu de me louer de vous, à Rome. Il n'y a donc rien, à ma connaissance, qui puisse m'empêcher d'applaudir au choix que Sa Sainteté a fait de vous pour aller à Paris.

« Je prie Votre Eminence d'agréer... »

Signé : CACAULT.

Ce qui tourmentait le plus Consalvi, c'était la ferme résolution de Cacault d'obéir aux ordres reçus et de partir de Rome. Il rêvait déjà, dans son imagination ardente, que les mécontents et les perturbateurs de l'ordre profiteraient de cette circonstance pour renverser le gouvernement pontifical, et lui substituer, à l'aide de la France irritée, le gouvernement républicain, à peine aboli. Mais Cacault s'efforçait, avec autant de vigueur que d'éloquence, de calmer ses préventions ; et afin de ne lui laisser plus aucun sujet de crainte, il lui proposa de partir ensemble et dans la même voiture jusqu'à Florence, d'où Consalvi continuerait son voyage à Paris, tandis que lui, Cacault, y resterait et attendrait les

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

ordres ultérieurs de Bonaparte. Cet expédient, selon lui, devait nécessairement arrêter toute tentative possible des ennemis du Saint-Siège, en faisant voir qu'il n'existait pas même l'ombre d'une rupture quelconque entre les deux gouvernements. Et, en effet, Consalvi revint aussitôt de sa frayeur panique : il demanda cependant, avant de donner son assentiment formel au parti proposé, d'en pouvoir informer le Pape, pour avoir son avis et son approbation. Cacault offrit d'en parler lui-même au Pape et demanda au cardinal de lui obtenir sur-le-champ une audience. A ces paroles, Consalvi, tout consolé, interrompit la conversation qui était très-animée et se rendit chez le Pape pour lui exposer le désir de l'ambassadeur. Pie VII, non moins agité et épouvanté que Consalvi à cause de cet événement et des désastres qui pouvaient en naître, non-seulement pour l'Eglise de France, mais bien aussi pour celle de l'Italie et dont même aurait pu se ressentir l'Eglise entière, donna sans délai l'audience à Cacault. Après une longue et vive discussion, le Pape, touché du noble empressement de cet honnête et loyal ministre, et ému jusqu'aux larmes, lui dit ces sublimes paroles, qui reflètent admirablement la candeur et la simplicité angéliques de son âme : « Ami vrai, nous vous aimons
« comme nous avons aimé notre mère : nous allons nous retirer
« dans notre oratoire pour demander à Dieu si le voyage peut être
« heureux, et si un succès soulagera nos peines, en nous éloignant
« de cet abîme de douleurs ». Pleinement convaincu des raisons exposées par Cacault, il convoqua par Consalvi, pour le soir du jour suivant, le 2 Juin, la Congrégation générale des cardinaux dans ses appartements. Consalvi, en présence du Pape, y fit une relation exacte des conversations qu'il avait eues avec Cacault ; et tous, sans exception, applaudirent aux propositions de cet ambassadeur, les considérant comme la seule ancre de salut au milieu d'une si terrible tempête. Le Pape adhéra aux vœux unanimes des cardinaux ; et Consalvi, après la résistance la plus vive, dut s'y rendre (1).

(1) Actaud (I, 119-136) et Consalvi (*Mémoires*, I, 301-318) sont très-diffus dans le récit de ces

Cacault, en apprenant, de la bouche du cardinal, cette résolution, fut au comble de la joie : il lui assura de nouveau, que sa mission serait infailliblement couronnée du plus heureux succès et que le premier Consul le recevrait avec la plus grande satisfaction et lui témoignerait beaucoup de bienveillance.

Le jour même (la veille de la Fête-Dieu), Consalvi informant officiellement Cacault de cette résolution du Pape, lui remit en même temps une note ministérielle en réponse à sa célèbre note du 29 Mai, qui avait produit tant de consternation. Dans cette note remise à Cacault, il ne laissait rien transpirer de tout ce qui s'était passé entre eux, au sujet de sa mission à Paris, et de leur départ simultané : il représentait cette résolution comme une initiative du Saint-Siège, comme une inspiration du Pape, afin de ne pas compromettre cet honorable ministre aux yeux de Bonaparte et de son conseil. Bonaparte et ses ministres, s'ils avaient connu toutes les démarches faites par Cacault, auprès du cardinal et du Pape, pour amener cette heureuse résolution, auraient peut-être pu les mal interpréter; et, ce qui est plus certain, ils n'auraient pas du moins si favorablement accueilli cette démarche du Pape. C'est par cette raison sans doute que Consalvi, avec autant de finesse que d'habileté, semble dans ses deux notes consulter Cacault sur sa mission à Paris, en lui renouvelant en même temps le vif désir du Pape de retarder son départ jusqu'à ce qu'on eût reçu la réponse à la note officielle de Sa Sainteté.

Voici la lettre confidentielle dont Consalvi accompagna cette note ministérielle.

Au citoyen Cacault.

Rome, 3 Juin 1801.

« Citoyen ministre,

« J'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointe la réponse officielle à la note que vous m'avez donnée le 30 Mai. Vous y lirez les

détails et diffèrent beaucoup entre eux. Nous nous en tenons aux dépêches de Consalvi plus exactes que ses *Mémoires*.

sentiments de Sa Sainteté, ainsi que du sacré Collège tout entier, qui a été rassemblé, hier au soir, devant Sa Sainteté, dans une congrégation extraordinaire. Vous verrez que le Pape, se trouvant contraint par sa conscience et par les lois de la religion, à ne pas pouvoir accéder au désir du gouvernement français de souscrire *sans aucune modification* aux projets de la Convention et de la Bulle envoyés de Paris, veut prouver au premier Consul par la mission de son premier ministre, le cardinal secrétaire d'Etat, son vif désir de conserver les liaisons, qui se trouvent heureusement rétablies entre lui et le gouvernement français, et témoigner devant tout le monde ses égards pour le premier Consul et le prix qu'il attache à son amitié. Il a donc décidé de m'envoyer à Paris sans le moindre retard, et il veut que je parte dans l'espoir que cette circonstance même vous fournira un titre de ne pas partir; ou si par malheur vous ne pouvez pas vous résoudre à rester ici, Sa Sainteté veut que j'aille avec vous jusqu'à Florence, pour faire voir à tout le monde qu'il n'y a pas la moindre rupture entre les deux puissances, et qu'au contraire, ma mission, à Paris, a pour objet d'éclaircir tout doute, que les malveillants auraient pu élever dans l'âme du premier Consul contre la pureté des intentions du Saint-Père. Mais il reste encore une chose à éclaircir, qui me regarde entièrement, savoir si ma personne ne ferait peut-être un effet tout à fait contraire aux vues du Saint-Père. Je vous ai dit que j'ai le malheur d'être soupçonné par le premier Consul d'avoir des vues qui feraient bien du tort à la loyauté et honnêteté de mon caractère. J'y suis très-sensible, car en vérité je n'ai rien à me reprocher là-dessus : au contraire, j'en appelle à tous les Français, s'ils ont lieu de se plaindre de moi. Enfin permettez-moi, que j'aie la fierté de ne pas me défendre d'accusations pareilles. Je suis trop connu pour qu'on puisse en douter. Cependant il s'agit ici du bien public : ainsi il faut être délicat jusqu'au dernier degré. Vous savez que, pour ne pas être cause de tant de maux, j'ai donné ma démission ; le Saint-Père a refusé de l'accepter dans ce moment périlleux, mais j'ai lieu à espérer qu'il l'acceptera. Ainsi

il y a d'autant plus raison à ne pas s'obstiner dans le choix de ma personne pour aller à Paris. Le Saint-Père m'a choisi, parce qu'il a cru que la place que j'occupe (il n'y a d'autre mérite en moi, à l'exception de celui-ci) rendrait la mission plus honorable, autant qu'il est dans son pouvoir. Mais il veut en même temps que je vous écrive confidentiellement, et vous demande, si vous croyez que la chose au lieu de plaire rende la chose plus désagréable. Dans ce cas le Saint-Père enverra un autre cardinal. Parlez donc avec franchise, j'ai pu mériter votre confiance, ainsi vous savez que vous pouvez me dire la vérité tout entière. On m'a écrit de Paris, que le premier Consul est prévenu contre moi, le Saint-Père veut arriver à son but, savoir il veut prouver par cette mission au premier Consul, qu'il n'y a aucune politique, ni aucune influence quelconque qui lui fasse adopter tel parti dans le Traité ecclésiastique, qu'il a entamé avec la France. Ainsi il faut se souvenir du proverbe : *Si vis mittere, mitte gratum*. Comme j'ai le malheur de ne pas l'être, le Saint-Père veut que vous lui disiez avec franchise, si vous jugez qu'il vaudrait mieux d'en envoyer un autre. Restant ici je quitterai ma place : il n'y aura des efforts que je ne ferai pour obtenir la permission de Sa Sainteté : il faut ôter toute raison de malintelligence dans les affaires aussi grandes que celle dont on s'occupe. En attendant votre réponse, j'ai l'honneur d'être, avec les sentiments que vous me connaissez, très à la hâte ».

Signé : H. cardinal CONSALVI.

« Pardonnez-moi mon mauvais français et ma plus mauvaise écriture ».

Quant à la note ministérielle, Consalvi y répond aux griefs que Cacault, dans sa note du 29 Mai avait articulés, en justifiant la conduite tenue par le Pape dans l'examen du projet du Concordat. Il prie de nouveau l'ambassadeur, de vouloir employer ses bons offices, près son gouvernement, pour que les motifs exposés dans

cette note soient favorablement accueillis de même que sa mission à Paris. Nous reproduisons aussi, en version française, cette pièce remarquable écrite en italien.

Rome, 3 Juin 1801.

« Citoyen ministre,

« Le soussigné cardinal secrétaire d'Etat, a mis sous les yeux de Sa Sainteté la note que vous lui avez fait tenir le 30 du mois passé, dans laquelle vous lui représentez : 1^o Que vous avez reçu l'ordre d'annoncer au Saint-Siège, au nom du premier Consul, que le gouvernement français ne peut se prêter à aucune modification, ni quant à la substance, ni quant à la forme du projet de Convention et de celui de la Bulle, dans laquelle doit être insérée la Convention, projets qui ont été proposés à l'acceptation de Sa Sainteté.

« 2^o Que si, au terme de cinq jours, le Saint-Père n'a pas adopté, sans aucune modification, les deux projets en question, votre présence devenant inutile par rapport à l'objet principal de votre mission, vous vous verrez contraint, à votre grand déplaisir, à vous retirer à Florence, en vertu des ordres reçus.

« 3^o Que si les deux projets viennent à être adoptés sans aucune modification dans le terme fixé, des relations pacifiques uniront effectivement les deux Etats : l'existence de ces relations sera ensuite rendue publique et attestée, d'une manière honorable, au moyen de la promulgation des articles de la Convention, insérés dans le projet de la Bulle admis par le Saint-Père.

« Le cardinal secrétaire d'Etat ne peut vous dissimuler que la lecture de cette note a causé une vive douleur et un grand étonnement à Sa Sainteté.

« Aussitôt que les deux projets susdits des articles de la Convention et de la Bulle ont été remis, de la part du gouvernement français, par M^{re} l'archevêque de Corinthe, désigné pour traiter à Paris de si graves intérêts, le Saint-Père s'occupa sé-

rieusement de l'examen de ces articles, et pour procéder avec cette maturité de conseil qu'exigeait l'importance d'une pareille matière, suivant en cela la coutume observée de tout temps par le Saint-Siège en de semblables affaires, il demanda l'avis d'une Congrégation composée de douze cardinaux, et la réunit même plusieurs fois en sa présence.

« Le but d'un si long examen et de ces discussions multipliées, fut de peser dans la balance du sanctuaire les demandes du gouvernement français et d'y adhérer, en restant toutefois dans les limites que le Saint-Père, dans l'étendue même de son autorité pontificale, ne pouvait franchir sans manquer aux devoirs du ministère apostolique et sans blesser sa propre conscience.

« Après avoir imploré les secours d'en haut, Sa Sainteté mit la dernière main à cette affaire; animée du plus ardent désir de voir renaître en France la religion catholique, elle se résolut à un ensemble de concessions, dont on ne trouverait pas un autre exemple dans tout le cours de l'histoire de l'Eglise.

« On formula, par ordre de Sa Sainteté, un nouveau projet de Convention, qui renferme, en substance, la plus grande partie des articles que contenait le projet envoyé de Paris; en même temps, un projet de Bulle fut adopté pour la confirmation de la susdite Convention. On y conciliait et la dignité d'une constitution apostolique et les égards les plus grands pour le premier Consul et le gouvernement français, tout en y exprimant les clauses les plus expresses pour l'inviolable observation de cette même Convention.

« Pour mieux prouver la droiture de ses intentions, et son vif désir de hâter les salutaires effets du traité, et de coopérer, de son côté, autant qu'il était en son pouvoir, au salut spirituel des âmes, non moins qu'à la tranquillité de la France, le Saint-Père mit tout son cœur à l'achèvement d'une si grande œuvre, et voulut pour cela qu'on expédiât à M^{sr} l'archevêque de Corinthe les pleins pouvoirs pour conclure sans retard le susdit traité.

« Sa Sainteté se chargea, en outre, d'exposer longuement

les raisons, à cause desquelles il n'avait pu se résoudre à approuver en toutes ses parties le projet venu de Paris : il fit voir combien étaient raisonnables et indispensablement nécessaires les changements qu'on avait fait subir à ce projet.

« Enfin le Saint-Père, dans une longue et affectueuse lettre, donna au premier Consul les preuves les plus convaincantes de sa paternelle affection : il lui fit à lui-même un relevé des motifs pour lesquels il était convenable de modifier quelques points du projet transmis : il lui observait expressément, que, dans le cas où l'on aurait dû admettre, sans aucun changement, et avec les termes précis de la première rédaction, le projet envoyé de Paris, ce n'eût pas été la religion catholique qu'on aurait rétablie en France, comme le premier Consul en avait eu sagement le dessein, quand il en avait fait la demande au Saint-Père.

« Tous les papiers dont je viens de parler furent expédiés, par Sa Sainteté, à Paris, par un courrier extraordinaire, la nuit du 13 du mois passé. Pendant que le Saint-Père se flattait, avec raison, de recevoir notification de l'assentiment du premier Consul et du gouvernement français, il n'a pu s'empêcher de ressentir une douleur et une surprise profondes, quand il a vu, qu'à la date du 19 Mai, avant que le courrier fût arrivé au terme de son voyage, des ordres tels étaient partis de Paris, qu'ils ont donné lieu à la note si pénible à son cœur, qui forme l'objet de la présente réponse.

« Passant en revue les trois articles de la note, le Saint-Père remarque, par rapport au premier, qu'il est impossible, ainsi qu'il vous l'a déclaré, d'appliquer à un traité concernant des matières religieuses les principes applicables aux traités politiques : par conséquent, il n'est pas permis à Sa Sainteté d'admettre sans aucune modification et dans leurs termes précis les projets envoyés de Paris. L'autorité que le Saint-Père a reçue de Dieu est circonscrite dans des limites déterminées, dont il ne peut s'écarter, fût-ce même d'une ligne, sans trahir les devoirs de son ministère apostolique. Il serait superflu de descendre à de plus amples détails, car on a rendu compte de tout dans les

papiers expédiés à Paris. Aussi, lorsqu'après avoir mûrement examiné l'affaire et avoir fait les plus amples concessions, le Saint-Père a déclaré, en sa qualité de chef de l'Eglise, lui dont l'autorité suprême, par une disposition de Dieu, s'étend sur tous les fidèles, qu'il ne lui est pas permis d'adopter, dans les termes fixés et sans aucune modification, les projets qui lui ont été proposés : il espère avec une pleine confiance trouver, dans la religion et la sagesse du premier Consul, cette filiale et douce déférence, qu'il a mille motifs d'attendre de lui.

« Après l'exposé de ces raisons, le Saint-Père fait réflexion que le terme de cinq jours, assigné dans le second article de la note, ne peut être d'aucun avantage, pour faire adopter, dans les termes voulus et sans aucune modification, les projets transmis ; car c'est après la plus mûre délibération que Sa Sainteté a cru ne pouvoir se prêter à l'adoption pure et simple des projets susdits, sans blesser les devoirs que son ministère apostolique lui impose.

« Votre éloignement de Rome, citoyen ministre, après les cinq jours fixés, causerait au Saint-Père le plus sensible déplaisir : Sa Sainteté veut bien se flatter que vous suspendrez l'exécution d'une pareille mesure, et que vous attendrez au moins les instructions ultérieures, qui ne peuvent manquer de vous venir de Paris, lorsque sera arrivé dans cette capitale le courrier extraordinaire, porteur de tous les papiers qui ont rapport à la négociation. Aussi le Saint-Père me commande expressément, qu'en vous répondant, je vous adresse à ce sujet les plus vives instances. Sa Sainteté a la ferme confiance que vous ne pourrez vous refuser à ses vifs désirs, et que vous interpréterez en ce sens les intentions du premier Consul. Comme, avec sa sagesse et sa droiture d'esprit, le premier Consul ne pourra prendre connaissance des pièces qui lui ont été envoyées, sans rester convaincu que Sa Sainteté lui a donné les signes les plus incontestables de sa paternelle affection et de sa condescendance, vous pouvez conjecturer qu'il ne vous aurait pas ordonné de partir, si, avant l'injonction d'un pareil ordre, il eût connu les déterminations du souverain Pontife.

« Quant au troisième et dernier article de votre note, le cardinal secrétaire d'Etat a pour devoir de vous faire connaître que Sa Sainteté ne désire rien tant que de maintenir la bonne harmonie avec le gouvernement français : de son côté, elle s'efforcera toujours de la conserver et de donner à la France les preuves les plus convaincantes de sa déférence et de sa considération.

« Le Saint-Père est persuadé que la conclusion de ce traité religieux, qui tient tant à son cœur, sera précisément le moyen de resserrer bien plus fortement les liens de réciproque intelligence entre les deux gouvernements, et d'assurer d'une manière durable ces relations pacifiques, qui peuvent rapporter à la Religion et à l'Etat des avantages incalculables.

Conséquemment à ce qui vient d'être exposé jusqu'ici, Sa Sainteté reste dans la ferme persuasion, qu'il ne peut tarder à recevoir, de Paris, les témoignages si désirés de la totale satisfaction du premier Consul, et que, bien loin de voir surgir de pénibles difficultés, grâce à la condescendance mise par le Saint-Siège à accéder autant qu'il est possible, aux demandes du gouvernement français, grâce aux vues si sages du premier Consul, on obtiendra le rétablissement si désiré de la religion catholique en France, on verra se resserrer les nœuds, qui doivent unir les fidèles français au chef visible de l'Eglise de Jésus-Christ, et se fonder sur des bases solides l'harmonie la plus parfaite entre le Saint-Siège et le gouvernement français. Sa Sainteté se persuade aussi que vous, citoyen ministre, au lieu de plonger son cœur dans une amertume profonde, par votre départ précipité, vous saurez faire goûter au premier Consul les justes raisons pour lesquelles vous aurez suspendu l'exécution des ordres reçus.

« Le Saint-Père ne se refuse même pas à écrire, de sa propre main, à ce sujet, au premier Consul, sur la justice et la sagesse duquel il se repose, pour croire qu'une semblable mesure ne sera pas blâmée.

« Que si par un malheur fatal, que Sa Sainteté ne saurait prévoir, de si justes espérances se trouvaient déçues : si on con-

continuait à insister à demander pour l'acceptation du projet de Convention et du projet de Bulle sans aucune modification et dans les termes assignés, le Saint-Père, bien qu'à son plus vif regret, se trouverait dans la dure nécessité de persévérer dans son refus : mais, forcé de gémir dans l'amertume de son cœur, il ne se laisserait pas d'implorer de Dieu par d'incessantes prières la réalisation de ses désirs les plus ardents pour le rétablissement de la religion catholique en France. Il ne se laisserait pas décourager, pour avoir vu ses paternelles sollicitudes devenir inutiles, et échouer tout ce qu'il a entrepris pour obtenir une fin si sainte, et pour faciliter la réalisation des intentions si louables du premier Consul, des vœux fervents de la plus grande partie de la nation française et de ceux aussi de toute l'Eglise catholique.

« Tels sont les sentiments que je dois vous exprimer au nom du Saint-Père, sentiments qui ne lui sont inspirés par aucun autre motif que celui de la religion, dont les lois invariables ne lui ont pas permis d'adhérer sans aucune modification et sans changements, aux deux projets de Convention et de Bulle, proposés à son acceptation. Et, pour qu'il soit bien évident qu'aucune vue humaine, ni aucune considération politique, ni aucune influence étrangère n'ont amené les modifications qu'on a fait subir aux projets transmis, pas plus que le retard que la cour de Rome a mis à renvoyer la réponse (ce retard d'ailleurs n'ayant pas outrepassé deux mois ne peut être regardé comme excessif, surtout si on considère qu'il s'agissait de l'examen et de l'approbation d'une affaire de la plus grave importance, affaire dont la proposition seule a demandé à Paris quatre mois : bien plus, ce retard eût été beaucoup moindre encore, si les observations alléguées par vous, citoyen ministre, lorsque vous fûtes informé du projet de réponse, n'eussent pas nécessité un nouvel examen) ; pour ce motif, dis-je, Sa Sainteté a résolu de faire suivre cette réponse de l'envoi immédiat à Paris de son premier ministre, le cardinal secrétaire d'Etat.

« Le Saint-Père le détache à dessein de son côté, comme étant précisément celui qui connaît toutes ses intentions : il

le charge d'exprimer, de vive voix, au premier Consul, la peine profonde que Sa Sainteté a ressentie à cause des idées injustes, que des personnes malintentionnées ont pu lui insinuer contre la pureté de ses vues et son désir efficace de maintenir, de fortifier les liens d'union et de bonne harmonie réciproque. Par un acte aussi solennel, Sa Sainteté entend donner, au monde entier, un témoignage irrécusable de ses égards et de son affection pour le premier Consul, lui-même personnellement, comme aussi de la sincérité et de la loyauté de sa parole, quand elle assure qu'aucune autre considération que celle de la religion, n'inspire ses déterminations.

« Le Saint-Père se flatte donc que ce témoignage public qu'il donne en face de l'Europe, des sentiments qui l'animent envers le premier Consul et la puissante nation française, ne peut manquer d'être bien accueilli, et de contribuer à prouver la droiture de ses intentions. Sa Sainteté est intimement convaincue que vous, citoyen ministre, qui avez toujours témoigné tant d'égards et montré tant d'empressement envers sa personne sacrée, vous employant avec tout le zèle dont vous êtes animé pour la conservation des bons rapports entre les deux Etats, vous ferez ressortir de toutes vos forces cette loyale conduite : vous ferez comprendre que Sa Sainteté n'a qu'une seule préoccupation, celle d'obtenir ce grand objet de ses désirs, le rétablissement de la religion catholique en France et de maintenir avec le gouvernement français la concorde et l'amitié la plus parfaite.

« Le cardinal secrétaire d'Etat vous renouvelle en son particulier et en son propre nom l'assurance de son respect et de sa haute considération ».

E. cardinal CONSALVI.

Consalvi écrivit encore le même jour à l'abbé Bernier dans le même sens. Nous donnons aussi cette lettre pleine d'estime et d'égards pour lui aussi bien que pour Bonaparte.

*Lettre du cardinal secrétaire d'Etat à l'abbé Bernier pour l'avertir
de son départ de Rome pour Paris.*

Rome, 3 Juin 1801.

« Monsieur,

« Vous serez étonné peut-être, Monsieur, de la résolution prise par Sa Sainteté hier au soir, et de la Congrégation générale du sacré Collège tout entier, que le Saint-Père fit rassembler devant lui. Dans le même temps que les lois sacrées de la religion défendent à Sa Sainteté de souscrire sans aucune modification aux projets envoyés de Paris pour être adoptés par elle, je reçois l'ordre de partir sur-le-champ pour Paris. Le départ de M. Cacault affecte tellement Sa Sainteté, que pour qu'il ne soit pas jugé par le public pour un signal de rupture entre le Saint-Siège et le gouvernement français, je suis obligé à aller avec lui jusqu'à Florence, et de là en France. Ainsi, en parlant ensemble, personne ne pourra croire que tout soit rompu. Les ennemis de la religion et de la tranquillité de la France auront encore un moment à attendre pour se réjouir de la réussite de leurs manœuvres indignes. Il y a encore une espérance que le premier Consul voie le véritable intérêt que Sa Sainteté met à conserver avec lui la bonne harmonie et correspondance ; il ne peut faire davantage que de détacher de son flanc celui qui l'approche plus de près. Par cette démarche, le Saint-Père veut prouver au premier Consul, vis-à-vis de tout le monde, les vrais sentiments qui l'animent. Il n'y a qu'une chose à dire là-dessus, savoir le choix de la personne. Ayant eu le malheur d'être soupçonné d'avoir d'autres vues que celles du bien de la religion et de la tranquillité et bonheur des deux Etats, je ne puis pas être agréé dans ma mission ; vos lettres sont assez claires pour me le prouver. Au lieu donc de m'envoyer en France, j'aurais dû obtenir le consentement du Saint-Père pour la démission que je lui ai demandée ; il a jugé autrement, et ne regardant en moi que la place que j'occupe, il a cru que cette qualité marquerait

davantage les égards qu'il a pour le premier Consul. J'ai fait mes représentations à Sa Sainteté et au ministre de France : elles ont été inutiles. Ayant fait mon devoir, je pars avec la sécurité de l'innocence et de l'honneur ; personne ne pourra m'ôter la consolation intime qu'elle inspire.

« J'aurai le plaisir, Monsieur, de faire votre connaissance personnelle. J'aurai celui de vous dire, de vive voix, que l'on connaît ce que l'on vous doit pour votre zèle pour la religion, et l'intérêt que vous mettez à la sûreté de ce pays et au bien-être de Sa Sainteté, qui vous en sait tout le gré que vous méritez. Je compte aussi sur vos conseils dans mon séjour à Paris ; on a trop de preuves de votre mérite pour ne pas savoir les apprécier. Je me félicite de faire votre connaissance ; ainsi je me borne à vous répéter maintenant les assurances de mon attachement et de ma plus parfaite estime.

« Monsieur,

« Le vrai serviteur »,

II. card. CONSALVI.

Spina aussi fut pleinement instruit de tout ce qui s'était passé au sujet de l'envoi de Consalvi à Paris et chargé de l'aider de son mieux dans cette difficile et importante négociation.

Cacault s'empressa d'envoyer ces lettres sur-le-champ par un courrier extraordinaire, en les accompagnant d'une exacte relation sur l'état de la discussion, afin de préparer un bon accueil à Consalvi, dont il fait l'éloge.

Tout fut donc disposé, avec la plus grande hâte, pour le départ. Cacault laissa Artand à Rome, en lui enjoignant de ne correspondre qu'avec lui à Florence, et de ne pas écrire un seul mot à Paris sur les affaires de Rome. Il devait pourtant voir souvent le Pape, pour lui inspirer de la confiance et du courage et calmer ses craintes relativement à la réussite de la mission de Consalvi.

Consalvi, accompagné de son frère, qui, par la grande

affection qu'il lui portait, ne voulut pas se séparer de lui et le laisser partir seul, se présenta donc le lendemain du cinquième jour, terme péremptoire du départ de Cacault, dans sa voiture à la maison de ce ministre, pour partir avec lui. Cacault entra dans la voiture du cardinal, tandis que le frère du cardinal monta dans la chaise de poste du ministre. Tout Rome fut stupéfait de la cordiale intelligence de ces deux ministres comme de leur départ simultané, et personne n'osa soupçonner le moindre sinistre incident ou désaccord entre les deux cours. Il continua à régner une tranquillité parfaite à Rome. Les hommes de désordre en secouèrent la tête, ne sachant que faire et penser, et étaient comme déconcertés et consternés.

Le cardinal Joseph Doria fut chargé par le Pape, pendant l'absence de Consalvi, de remplir *ad interim* les fonctions de secrétaire d'Etat.

Arrivé à Florence, Consalvi se sépara de Cacault pour hâter le plus qu'il pouvait son arrivée à Paris. Cacault adressa à Talleyrand une intéressante relation de ce voyage (1).

Cacault au citoyen ministre des relations extérieures.

Florence, 19 prairial an ix. (8 Juin 1801.)

« Citoyen ministre,

« Me voilà arrivé à Florence. Le cardinal secrétaire d'Etat est parti de Rome avec moi. Il est venu me prendre à mon logis. Nous avons fait route ensemble dans le même carrosse, nos gens suivaient de la même manière dans la seconde voiture, et la dépense de chacun était payée par son courrier respectif.

« Nous étions regardés partout d'un air ébahi; le cardinal avait grande peur qu'on n'imaginât que je me retirais à l'occasion d'une rupture; il disait sans cesse à tout le monde : Voilà le ministre de France. Ce pays, écrasé des maux passés de la guerre,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

frissonne à la moindre idée de mouvement de troupes. Le gouvernement romain a plus de peur encore de ses propres sujets mécontents, surtout de ceux qui ont été alléchés à l'émeute et au pillage par l'espèce de révolution passée. Nous avons ainsi prévenu et dissipé à la fois les frayeurs mortelles et les espérances téméraires. Je pense que la tranquillité de Rome ne sera pas troublée.

« Le cardinal a passé ici la journée du 18 en grande et ostensible amitié avec le général Murat qui lui a fait donner un logement et une garde d'honneur. Il a fait la même chose pour moi, je n'ai rien accepté ; je suis logé à l'auberge.

« Le cardinal est parti ce matin pour Paris ; il arrivera peu de temps après ma dépêche, il ira extrêmement vite. Le malheureux sent bien que s'il échouait il serait perdu sans ressource et que tout serait perdu pour Rome ; il est pressé de savoir son sort ; je lui ai fait sentir qu'un moyen de tout sauver était d'user de diligence, parce que le premier Consul avait des motifs graves de conclure vite et d'exécuter promptement.

« J'avais essayé à Rome d'amener le Pape à signer seulement le Concordat, et s'il m'eût accordé ce point, je ne serais pas parti de Rome ; mais cette idée ne m'a pas réussi.

« Vous jugez bien que le cardinal n'est pas envoyé à Paris pour signer ce que le Pape a refusé de signer à Rome ; mais il est premier ministre de Sa Sainteté et son favori, c'est l'âme du Pape qui va entrer en communication avec vous ; j'espère qu'il en résultera un accord concernant les modifications. Il s'agit de phrases, de paroles qu'on peut retourner de tant de manières, qu'à la fin on saisira la bonne.

« Le cardinal porte au premier Consul une lettre confidentielle du Pape et le plus ardent désir de terminer l'affaire. C'est un homme qui a de la clarté dans l'esprit. Sa personne n'a rien d'imposant, il n'est pas fait à la grandeur, son élocution un peu verbense n'est pas séduisante, son caractère est doux et son âme s'ouvrira aux épanchements pourvu qu'on l'encourage avec douceur à la confiance.

« J'ai écrit, à Madrid, à l'ambassadeur Lucien Bonaparte en quoi consistait cet éclat du voyage à Paris du cardinal Consalvi et de ma retraite à Florence. J'ai également fait connaître aux ministres à Rome de l'empereur et du roi d'Espagne qu'il n'y avait aucune apparence de guerre avec le Pape ».

CACAULT.

Consalvi mit quinze jours à faire le voyage de Paris, ne s'arrêtant que peu d'heures à Turin et à Lyon pour se reposer.

Sur ces entre faites était enfin arrivé à Paris le courrier pontifical porteur du projet amendé du Concordat. Spina le fit aussitôt remettre au premier Consul avec les lettres du Pape et les consultations des cardinaux Antonelli et Carandini. Bonaparte, heureux de cet événement et revenu à des sentiments plus calmes, chargea Bernier de l'examiner sérieusement, et de lui faire connaître s'il était acceptable. Le premier Consul fut, par le rapport de Bernier, si satisfait et si content, qu'il lui manifesta ouvertement son regret d'avoir cédé aux insinuations violentes des ennemis du Concordat, et causé ainsi tant de fâcheux embarras au Pape, par le rappel de Cacaull. Il hésita même s'il ne lui donnerait pas l'ordre de rester à Rome et d'y terminer la négociation : mais il apprit que Cacaull et Consalvi étaient déjà partis.

Voici le rapport de Bernier, qui, certes, fera rougir ses détracteurs par la franchise et la fermeté avec lesquelles il prit auprès du premier Consul, la défense des intérêts de l'Eglise dans un moment si critique, où une rupture était imminente entre le Saint-Siège et le gouvernement français. Bernier, par cet acte courageux, a sauvé le Concordat et frayé le chemin à Consalvi pour le conduire à son terme désiré (1).

1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

*Rapport au premier Consul sur le projet d'union proposé
au gouvernement par le souverain Pontife Pie VII.*

Paris, 7 prairial an ix. (27 Mai 1801.)

« Général,

« Vous m'avez ordonné de vous faire un rapport sur les moyens de rendre admissible le projet de Convention et de Bulle qui vous est adressé par le Saint-Siège.

« Je vais remplir ce devoir, aussi pressant qu'agréable pour moi, avec la même franchise que j'ai manifestée depuis le commencement de cette négociation.

« Vous avez jusqu'ici vaincu des peuples armés, et subjugué, par l'éclat de vos triomphes, les ennemis de votre gloire ; en rendant à la France la religion qu'elle désire, vous surmonterez tous les obstacles, vous gagnerez tous les cœurs, et consommerez d'un seul trait l'opération la plus grande et la plus utile en politique que votre génie ait pu concevoir.

« Le directoire, souvent vainqueur au dehors, mais détesté dans l'intérieur par son intolérance, prépara lui-même sa propre destruction.

« Plus habile que lui, vous saurez, en triomphant au dehors, établir au dedans la félicité publique, sur les bases immuables et sacrées de la religion.

« Les français catholiques vous obéiront, parce que aux droits que vous donnent la victoire et l'élection du peuple, vous joindrez l'obligation la plus douce pour un cœur généreux et sensible.... la reconnaissance.

« Le projet qui vous est proposé me paraît, quant au fond, absolument le même que celui que le ministre des relations extérieures avait approuvé. Tout se réduit à des changements de rédaction plus ou moins clairs, plus ou moins précis, mais qui constamment renferment le même sens sous une forme différente.

« Laissons la cour de Rome employer les expressions et les phrases qui conviennent à son style ordinaire, pourvu qu'elles ne blessent pas la dignité du gouvernement et qu'elles rendent avec exactitude ce que nous désirons. *Peut-être en exigeant l'expression littérale du projet approuvé par le gouvernement paraîtrions-nous dicter la loi avec trop d'ascendant. L'adhésion du souverain Pontife paraîtrait moins libre, et nous serions moins assurés de la coopération sincère à l'exécution des mesures que vous adoptez, parce qu'en général tout traité, toute convention entre deux puissances n'est permanente et durable qu'autant que l'une et l'autre usent d'une condescendance mutuelle et s'accordent sur le fond, sans donner aux expressions un sens trop littéral.*

« D'après ces principes, dont la vérité vous frappera comme moi, j'ai cru devoir conserver, autant qu'il était possible, les expressions dont s'est servi le Saint-Siège. Nous prouverons par cette déférence combien le consentement qu'il donne à vos projets est libre et spontané. Je me suis borné à retrancher les phrases qui paraissaient insignifiantes et équivoques, ou qui ne pouvaient s'accorder avec vos intentions et l'état actuel du gouvernement. J'ai simplifié les expressions sans supprimer celles qui paraissaient contenter le Pontife et ne nuisaient pas aux droits de la nation. *Quand une satisfaction coûte si peu, il n'existe aucun motif pour la refuser et mille raisons de convenance pour l'admettre.* La puissance avec laquelle on traite est d'autant plus liée que l'on a paru condescendre davantage à ce qu'elle désirait. Tels sont les principes qui m'ont dirigé dans les corrections et les remarques que je vais vous présenter ».

BERNIER.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Négociation du cardinal Consalvi, à Paris.

Lettre amicale de Pie VII à Consalvi. — Etat dans lequel ce dernier trouve la France. — Sources du récit de sa négociation. — Il expose au Pape les difficultés. — Sa première entrevue avec Bonaparte, d'après ses dépêches : inexactitudes de ses *Mémoires*. — Autres dépêches : bonnes dispositions de Bonaparte, paralysées par les ennemis de l'Eglise ; sixième projet. — Discussion des termes : septième projet ; Consalvi demande qu'on conserve pour la substance les principes posés par Rome. — Conversation de Consalvi avec Bonaparte, sur les points principaux du Concordat ; conférences entre Consalvi, Spina, Caselli et Bernier : angoisses de Consalvi. — Nécessités impérieuses qui l'obligent à conclure le Concordat ; plénipotentiaires : rédaction définitive : profession de foi des constitutionnels. — Opposition à cette rédaction : il faut la changer au moment de la signer : faussetés des *mémoires* de Consalvi. — Question des intrus ; projet de Bulle de ratification.

Ce fut une douloureuse privation pour Pie VII de se séparer d'un serviteur et d'un ami aussi affectueux et aussi habile que Consalvi, en qui il avait une confiance illimitée, et qui le soutenait dans ses angoisses et ses épreuves. Il l'accompagna, dans son voyage, de ses vœux et de ses prières, tant pour la conservation de sa personne que pour l'heureux succès de la grande affaire dont il l'avait chargé. A peine avait-il reçu la nouvelle de son arrivée à Florence, qu'il lui écrivit, le 20 Juin, la lettre suivante, noble expression de sa belle âme, qui brûlait du plus vif désir de sauver l'Eglise de France : il croyait déjà Consalvi à Paris, sa négociation terminée et le Concordat conclu par le généreux concours de Bonaparte (1).

« Par votre lettre du 8 de ce mois, dit-il, nous avons appris, avec un plaisir extrême, votre heureuse arrivée à Florence et les attentions que l'excellent général Murat a eues pour vous. Nous espérons que la suite de votre voyage sera également heureuse, jusqu'à Paris, où nous pensons que vous avez pu arriver

(1) *Mémoires de Consalvi*, I, p. 87.

mercredi ou jeudi dernier. Nous espérons que les articles et la bulle que nous avons envoyés à M^{re} Spina seront à la satisfaction du premier Cónsul, et que, plein de tact comme il l'est, il aura compris les motifs irrésistibles qui ont dicté les modifications par nous faites au projet qu'on nous a communiqué de là-bas. Ceci posé, nous espérons tout de son équité, et surtout nous avons une ferme confiance que le traité ecclésiastique (*la trattativa ecclesiastica*) peut déjà être conclu à cette heure. Nous en attendons la nouvelle avec une impatience égale à notre très-ardent désir de voir rétablie en France la religion catholique, qui seule doit procurer son bonheur. Que le Seigneur daigne exaucer nos plus fervents désirs, tandis que nous restons, en vous donnant affectueusement la bénédiction apostolique.

« De notre palais du Quirinal, 20 Juin 1804, an 11^e de notre pontificat ».

Consalvi, en traversant la France, fut singulièrement frappé du désolant spectacle qu'elle offrait sous le rapport religieux. Ses temples sacrés étaient ou démolis par la fureur de l'impiété, ou profanés et convertis même au culte ridicule de la raison démocratique, qui, par une singulière parenté d'esprit, s'était entièrement identifiée avec les obscénités les plus révoltantes et les plus brutales du paganisme. Ainsi on voyait les églises échappées à la destruction dédiées à la Jeunesse, à la Virilité, à la Bienfaisance, à l'Amitié, à l'Abandon, à l'Hymen, au Commerce, aux Jardins, à la Fraternité, à la Liberté, à l'Égalité, à la Paix, à la Concorde, à la Force, à la Chasse, etc., etc. (1) Seulement on n'avait pas osé substituer à ces fades dénominations les vrais noms des anciens gentils, comme Jupiter, Junon, Vénus, Mercure, Cérès, Diane, Hercule, les Nymphes; on dépouillait ainsi ces fausses divinités de leur sens allégorique, qui, dans cet avilissement des âmes, aurait rappelé beaucoup trop encore l'existence d'un Être suprême et

etc.
rien

(1) *Mémoires de Consalvi*, I, p. 299 et 326.

d'un culte réglé, d'un culte poétique et gnostique à la fois.

Ce renversement de tout ordre social et religieux était bien propre à faire comprendre à Consalvi que sa mission ne serait pas aussi facile qu'il se l'était peut-être imaginé à son départ de Rome.

En retraçant l'histoire de la négociation de Consalvi à Paris, nous nous en tiendrons presque exclusivement aux dépêches qu'il écrivit au cardinal Doria pendant le cours de sa mission. Ces dépêches, comme de raison, et comme Consalvi lui-même l'exige, doivent être considérées comme la source la plus pure, même comme la seule source pour l'histoire de cette négociation. Nous y trouverons, en effet, une mémoire encore toute fraîche des événements, un jugement juste, impartial, qu'on ne doit pas chercher dans ses *Mémoires*, écrits après douze ans et dans un état d'irritation et d'indignation, où les souvenirs douloureux des événements plus récents dominaient trop sa pensée et lui firent oublier un instant la grandeur de l'œuvre gigantesque et presque miraculeuse à laquelle il avait participé.

Nous produirons ces dépêches, soit en entier, soit en partie, dans une version fidèle, en en retranchant seulement les fréquentes répétitions, bien excusables par les circonstances impérieuses du moment. Afin que tous puissent juger de l'exactitude de notre récit, de même que de la fidélité de notre version, nous reproduirons ces pièces dans leur original, parmi nos documents justificatifs. C'est ainsi qu'on pourra mieux comprendre la valeur intrinsèque des *Mémoires* de Consalvi, et reconnaître la grande différence qui existe entre ces deux rédactions, savoir entre ses *Mémoires* et ses dépêches.

Heureusement ces dépêches, sauf les pièces diplomatiques à leur appui, se sont conservées pour l'honneur de Consalvi, qui en quelque sorte en craignait déjà la perte.

« Mon but, dit-il dans ses mémoires sur son ministère (1), n'est point, en parlant ici du Concordat, de rapporter en quoi que ce soit ce qui regarde l'intrinsèque de la chose, c'est-à-dire

(1) *Mémoires de Consalvi*, II, p. 365.

les matières qui en furent l'objet et les raisons qui déterminèrent le Saint-Siège à rejeter certains points et à en accepter d'autres. Mon intention n'est pas non plus d'examiner les causes de cette conduite. *Tout cela se trouvera pleinement exposé dans les dépêches qui furent écrites à ce sujet au milieu de ces mémorables débats*, si toutefois ces dépêches ont pu être sauvées du grand naufrage qui suivit le détronement du Pape, l'occupation de Rome et le pillage de toutes les archives et autres endroits où se conservaient les correspondances du Saint-Siège. Les documents de l'Église furent transportés à Paris et devinrent la proie du vainqueur. Sans le secours de ces papiers, il serait impossible de parler du Concordat intrinsèquement. Et cela fût-il praticable à ce point de vue, *l'époque où j'écris ces pages ne l'autoriserait guère* ».

Consalvi arriva le 20 Juin à l'entrée de la nuit, à Paris, et descendit à l'hôtel de Rome, où Spina et Caselli étaient logés. Spina l'informa de tout ce qui s'était passé depuis l'arrivée du courrier, qui avait apporté les dernières résolutions du Pape au sujet du projet du Concordat, en lui observant qu'elles avaient été d'abord favorablement reçues, mais que, dans l'espace de peu de jours, les ennemis de l'Église et de Rome ayant redoublé leurs forces pour faire avorter toute négociation avec le Saint-Siège, on s'était mis à les rejeter en leur opposant un nouveau projet de Concordat, qu'on peut dire le sixième, peu différent de celui qu'on avait envoyé à Rome, et qui y avait rencontré tant de difficultés et occasionné même le rappel de Caccia.

Comme la poste partait pour l'Italie, Consalvi, sans avoir encore vu personne du gouvernement, le lendemain de bon matin, s'pressa d'informer le cardinal Doria, en peu de mots, de son arrivée, en y ajoutant une lettre chiffrée pour le Pape, dans laquelle il lui fait connaître ses craintes quant aux difficultés que rencontrera probablement sa mission (1).

(1). Nous renvoyons, pour les dépêches de Consalvi, au n° 21 de nos *Pièces justificatives* où elles se trouvent toutes réunies.

Paris, 21 Juin 1801.

« Je suis arrivé hier soir, mais tard. Apprenant que la poste part ce matin, je ne puis dire que quelques mots sur l'état actuel des choses. M^{re} Spina m'en a informé en grande hâte. Le fait est qu'il y a, en somme, plus à craindre qu'à espérer pour la conclusion du traité; car, après que le projet envoyé de Rome par le courrier Livio eut été approuvé ici, pour ainsi dire, en entier, il a paru à l'improviste un sixième projet, qu'on a voulu faire signer à M^{re} Spina, et qu'on prétend aujourd'hui me faire signer immédiatement. Ce sixième projet, qui est un peu différent du projet officiel qui a été examiné à Rome, présente cependant en substance les mêmes difficultés dans les articles qui ont été jugés inadmissibles à Rome; par exemple, dans le premier article concernant le rétablissement de la religion, dans celui des évêques, dans celui qui traite des biens ecclésiastiques, et dans tous les autres, en somme, auxquels on a fait subir des changements à Rome. Le seul article qu'on admettrait ici dans la teneur presque qu'on lui a donnée à Rome, est celui qui regarde le serment: on consent à ce que le serment se borne à promettre *fidélité et obéissance* au gouvernement; on y ajoute, il est vrai, ces mots: *et aux autorités constituées*: une semblable addition ne me paraît présenter aucune difficulté sérieuse. Comme ce projet diffère substantiellement de celui qui a été revu par Sa Sainteté, il nous sera impossible de l'admettre. Nous ferons tout pour persuader l'abbé Bernier et le gouvernement, mais je ne vois pas que nous ayons des espérances fondées de réussir. *Le premier Consul veut absolument avoir des égards pour tous les partis. Le parti qui est opposé au rétablissement de la religion est très-fort.* Quant à ma présence à Paris, l'abbé Bernier a donné avis à M^{re} Spina qu'elle était bien vue du *premier Consul*, mais non toutefois du ministre. Je ferai tous mes efforts pour que mon séjour ici soit le plus court possible; mille raisons l'exigent, comme je le dirai mieux dans une autre lettre. Il faut user d'une

grande mesure d'expressions, même dans les dépêches chiffrées, parce que les chiffres sont assez connus. *Le premier Consul et le ministre* ont désapprouvé le départ de Rome de Cacanlt, se basant sur cette considération que la réponse du Saint-Père avait été envoyée par le courrier Livio. Mais de pareilles choses ne signifient rien ; elles dépendent des circonstances de la journée ; désapprouvées aujourd'hui, elles sont souvent approuvées demain. L'abbé Bernier s'est montré, en présence de M^{re} Spina, le très-vif défenseur de ce sixième projet ; aussi ne compté-je aucunement sur son appui pour l'écarter. Ma conclusion est que les choses sont dans un mauvais état, et j'éprouve le plus grand tourment en prévoyant l'issue de cette affaire ; car (ainsi que M^{re} Spina) je suis forcé, c'est mon devoir, de ne me départir en rien des instructions qui m'ont été données ».....

L'abbé Bernier, dès qu'il eut appris l'arrivée de Consalvi, se rendit aussitôt chez lui pour concerter avec lui sa présentation au premier Consul, qui avait montré une grande envie de le voir le plus tôt possible. Bernier se rendit en effet sur-le-champ à la Malmaison où Bonaparte séjournait de préférence, et l'audience fut arrêtée sans délai pour le jour suivant et à Paris, où il y avait réception des ministres pour les sept heures de l'après-midi et non pas à deux heures, comme Consalvi le raconte dans ses *Mémoires*. Consalvi n'y alla pas non plus seul, comme il le dit encore, mais accompagné de M^{re} Spina et de Bernier, qui cependant, selon l'usage des grandes cours en pareil cas, s'arrêtèrent dans la grande salle de l'antichambre pour le reconduire ensuite à son hôtel.

Consalvi fut alors enchanté et singulièrement flatté du grand empressement qu'avait mis Bonaparte à le recevoir ; ce ne fut qu'en 1812, qu'il pensa à considérer cette prévenance comme un piège qu'on voulait lui tendre afin de le surprendre : l'irritation et la distance, qui troublaient ses souvenirs, lui firent commettre une autre inexactitude dans ses *Mémoires* : il s'y plaint de n'avoir pas eu le temps, entre le débotté et la pré-

entrer dans la direction que cette cour a tenue dans l'examen du projet ecclésiastique proposé par le gouvernement français. Il serait trop long et hors de propos de rapporter, dans cette lettre, en détail, toutes les choses que me dit à ce sujet le premier Consul. Qu'il vous suffise de savoir que je répondis avec respect, mais en même temps avec cette franchise que donne la sécurité de l'innocence et de la vérité, à tout ce qui me fut opposé.

« Bien que le choix du lieu, la publicité de l'audience et toutes les autres circonstances qui l'accompagnaient ne m'aient pas permis, en répondant, d'entrer dans de longs détails, j'ai pourtant lieu de croire que mes réponses ne laissèrent pas que de produire une heureuse impression sur l'esprit du premier Consul. Il en vint ensuite à parler du projet, et me donna les raisons qui l'empêchaient d'adopter les changements faits à Rome. Il me dit qu'il renonçait à la prétention de voir souscrire purement et simplement le projet envoyé tout d'abord à Rome. L'abandon d'une telle prétention a été l'effet de la note que j'avais transmise à Rome par ordre de Sa Sainteté au ministre Cacault, dans laquelle j'exposai les raisons qui mettaient le Saint-Père dans la nécessité absolue de s'y refuser, quelque danger qu'il en pût résulter. Le premier Consul ajouta qu'un nouveau projet me serait proposé, c'est-à-dire qu'on ferait au projet en question quelques changements et modifications, mais c'était là tout ce qu'il pourrait faire ; je devais absolument signer ce nouveau projet au terme de cinq jours. Je répondis que l'objet principal de ma mission avait été de faire voir la fausseté des soupçons conçus contre la cour de Rome, et combien étaient chimériques les prétentions politiques et les fins secondaires qu'on supposait avoir été la cause du retard apporté dans la réponse et des modifications faites au projet. J'ajoutai qu'au moment de mon départ je croyais que le projet modifié par Sa Sainteté serait sûrement adopté et que par conséquent je trouverais l'affaire entièrement conclue à mon arrivée : mais que cependant, prévoyant le cas où il en serait autrement, je m'étais fait autoriser à donner quelques explications, et à changer quelques phrases dans le projet modifié

articles substantiellement, je ne pouvais prendre sur moi de rien décider, mais que je devais ou retourner moi-même à Rome ou y expédier un courrier, pour avoir de nouvelles instructions. Ni le premier Consul ni le ministre ne voulurent agréer ces raisons ; ils m'exposèrent la pressante nécessité dans laquelle ils se trouvaient, disaient-ils, d'agir promptement : pour moi, je conclus que je voulais augurer de cela même, qu'on ne me proposerait aucune modification substantielle et qu'ainsi on ne me mettrait pas dans la dure nécessité de me refuser à l'admission instantanée du projet. D'après cet exposé, Votre Excellence peut juger si je me suis efforcé, à différentes reprises, de faire goûter ces raisons à M. l'abbé Bernier, qui est celui qui porte la parole, et qui fait tout pour concilier des deux côtés les choses. Il me paraît juste d'avouer que la protection du Seigneur m'a assisté dans les conversations que j'ai eues avec le premier Consul et avec le ministre (comme aussi avec les autres ministres de l'intérieur). J'ai su en effet que le premier Consul, le ministre et les autres membres du gouvernement se sont déclarés contents de moi, ce que je ne saurais attribuer à mon mérite. Sans aucun doute, je leur ai parlé à tous le langage de la vérité, de l'honnêteté et de l'innocence : je leur ai fait comprendre combien le Saint-Père est désireux de voir la conclusion et l'heureuse issue d'une telle affaire ; j'ai montré comment ce désir ressortait de ce qu'il avait accordé en substance, tout ce qu'on demandait, et j'ai fait remarquer combien ce serait triste et malheureux de rompre pour une question de forme et de mots. Ensuite le gouvernement m'a toujours comblé de politesses et d'attentions ; hier le premier Consul me fit inviter avec le nouveau roi d'Etrurie à voir la parade, puis à dîner. Il me témoigna en cette circonstance toutes les attentions possibles. Et, quant à l'affaire, le premier Consul, ainsi que le ministre des affaires étrangères, semble disposé, comme me l'a dit aussi l'abbé Bernier, à trouver des tempéraments, pour arriver absolument à une conclusion. C'est ce qu'on veut ici tout à fait. Je ne cesse pas de faire entendre, que si on me propose un projet qui n'altère en rien la substance, je ne

Paris, 30 Juin 1801.

« Très-éminent seigneur,

« En deux mots je dirai à Votre Eminence que pour croire il faut voir : qui ne voit pas ne croit pas. Il faut être ici pour comprendre comment vont les choses. Que Votre Eminence ne croie pas que nous soyons les seuls à l'éprouver : il y a ici les plus grands ministres des plus grandes puissances : il est vrai de dire qu'aucun d'eux jusqu'à présent n'a réussi dans l'objet de sa mission. A ce signe Votre Eminence comprendra.

« *Le premier Consul veut vraiment au fond l'accommodement. Il a pourtant des égards infinis pour les autres membres du gouvernement, en partie par nécessité, en partie parce qu'il le veut ainsi. De la complication des choses, que je ne puis vous indiquer en détail, résulte une difficulté immense pour conclure l'affaire suivant nos désirs. La rupture des négociations peut et doit sûrement entraîner des malheurs incalculables, et on a tout à craindre en ce cas, ainsi qu'il apparaît clairement à qui voit les choses de près. Conclure l'affaire de la manière qu'on le veut ici, est impossible avec nos instructions et nos règles. Que Votre Eminence juge quel terrible embarras est le nôtre ! Nous ne laissons pas de faire tout pour le mieux, c'est à Dieu qu'appartient le succès. Qu'il soit témoin de la vérité de mes paroles, il n'est que trop vrai : *tenent me angustia. Je ne saurais trop rendre justice à la prudence, à la capacité et au zèle des personnes qui ont travaillé avec moi jusqu'aujourd'hui, et avec l'aide desquelles je continue à travailler pour les intérêts de la religion. D'un moment à l'autre va se décider ici cette grande affaire. Nul ne peut se faire une idée de l'importance qu'on attache ici aux expressions dont on doit se servir.**

Quelle affliction ces embarras ne durent-ils pas causer à Consalvi ! Il ouvre son cœur à ce sujet dans sa lettre confidentielle à M^{sr} di Pietro, datée du même jour.

« Mon bien cher Monseigneur,

« Je suis ici depuis neuf jours et je jouis d'une bonne santé. On m'a bien reçu, et je suis traité avec beaucoup d'amabilité et d'égards. J'entends dire que j'ai eu la bonne fortune de ne pas déplaire, et je suis content qu'au moins ma personne ne nuise pas à la négociation ; on y travaille sans interruption. Priez Dieu qu'on puisse aplanir les difficultés qui s'y rencontrent. Qui est ici sur les lieux peut seul juger de l'impossibilité absolue de concilier certains points. Je vous laisse à imaginer mes angoisses. Fasse le ciel que je puisse arriver à une conclusion qui sauve la substance, comme on me l'a prescrit, et par là à détourner les maux dont une rupture menacerait la religion ».

A peine Consalvi avait-il combattu avec succès et rejeté le sixième projet qu'on lui en présenta, le 26 Juin, un septième, plus sagement rédigé et moins exorbitant, et, prétendait-on, plus conforme au projet amendé à Rome : Consalvi devait donner une réponse définitive à ce projet le lendemain de sa réception. Ce projet lui avait été remis par Bernier, de la part de Talleyrand, mais il se refusa à l'approuver. Après avoir examiné scrupuleusement ce projet avec Spina et Caselli, il rédigea une Note ministérielle, à l'appui de son refus, où il réformait ce projet par les amendements nécessaires. Cette Note semblait avoir rencontré l'approbation du gouvernement, de manière qu'on répandait sous main le bruit que la négociation allait sous peu être terminée. Bernier, qui la consigna à Talleyrand et en informa aussitôt Bonaparte, s'en promettait un succès complet.

Dans un post-scriptum à la dépêche où Consalvi raconte toutes ces péripéties, il parle du mauvais tour que lui avait joué le général Acton, ministre de Naples, en donnant une mauvaise interprétation à la lettre ministérielle qu'il lui avait écrite au sujet de sa mission à Paris.

Voici cette dépêche :

Paris, 1^{er} Juillet 1801.

« Finalement, l'autre jour, ou pour mieux dire, vendredi, 26 du mois passé, l'abbé Bernier me remit, de la part du ministre des affaires étrangères, une Note avec un nouveau projet (c'est maintenant le septième). Il me dit à diner, au nom du ministre, qu'en rédigeant ce projet on s'était étudié à se rapprocher, autant qu'on le pouvait, des idées exprimées par le Saint-Père, et que le premier Consul et tous les membres du gouvernement ne pouvaient accepter le moindre changement. Il fallait donc, ajouta-t-il, donner le lendemain la réponse définitive, et j'étais prévenu qu'on ne souffrirait aucune espèce d'observation.

« Je répondis que je venais de parcourir à la hâte le projet, mais que je le trouvais toujours inadmissible ; bien que formulé avec des phrases différentes, il contenait les mêmes difficultés que les précédents ; la substance du projet de Sa Sainteté était altérée, et par conséquent souscrire un tel projet surpassait absolument mes pouvoirs.

« J'ajoutai cependant que je me tiendrais sur pied toute la nuit pour bien l'examiner et donner la réponse le jour suivant : j'alléguai pour raison que je ne voulais pas qu'à cause de cela on pût me reprocher trop de lenteur et pas assez d'empressement.

« Nous nous séparâmes : je rentrai chez moi et m'assis à mon bureau avec M^{re} Spina et le P. Caselli. Dieu seul sait les angoisses qui accablèrent mon cœur quand je vis l'affaire si éloignée de la conclusion, et pour ainsi dire désespérée. Nous restâmes à notre table de travail depuis deux heures italiennes jusqu'à huit, essayant, de la manière la meilleure qu'il fût possible, une nouvelle rédaction, qui, tout en sauvant la substance du projet de Rome, se rapprochât le plus qu'il se pût du projet qui, ainsi que je l'ai dit, venait de m'être présenté.

« Cela fait, mes compagnons allèrent se coucher : pour moi, comme le froid se faisait sentir très-fort, je m'approchai de la cheminée, ma table de travail devant moi, et je fis un Mémoire

ministériel de cinq feuilles. J'y justifiais mon refus d'accéder à la rédaction qui m'avait été proposée, et en même temps j'y défendais la rédaction nouvelle que je présentais. Le parti d'accompagner mon refus (d'accéder à leur projet) d'une nouvelle rédaction était le plus prudent que j'eusse à prendre et le plus propre à les convaincre de ma bonne volonté et de mon désir véritable d'arriver à un accommodement. Une réponse sèche de refus les aurait aigris sans retour.

« Je conclus mon Mémoire en rappelant la teneur du Bref de Sa Sainteté, qui m'autorisait à souscrire le projet dans lequel la substance du projet de Rome ne serait pas altérée : en conséquence, je me déclarais prêt à signer immédiatement (sauf l'approbation du Saint-Père), si on admettait ma rédaction. Autrement j'étais dans la dure nécessité de devoir refuser ma signature.

« Je priais alors M. l'abbé Bernier de présenter le tout sans retard. Il me dit que, quant à lui, il trouvait ma rédaction souverainement raisonnable et admissible, et qu'il tâcherait de la faire agréer telle quelle par les autres membres du gouvernement. Il remit le tout dans la soirée du samedi, et il vint le dimanche, qui était hier, chez le ministre des affaires étrangères. Il écrivit aussi au premier Consul, et lui manda la copie du projet et des papiers. Nous n'avons eu encore aucune réponse. Et cependant nous sommes au lundi soir. Je crois même que nous n'en aurons point de toute la journée de demain. Le bruit court que l'affaire finira par se conclure. Ce qui donne du crédit à ce bruit, c'est le départ pour les eaux du ministre des affaires étrangères. Celui-ci, en effet, aurait dit en termes précis que son départ dépendrait de la conclusion du traité. Or, hier dimanche, il est allé trouver le premier Consul à sa campagne ; ils eurent ensemble une conférence sur le projet, et le ministre est parti hier soir. Comme on n'a encore rien su, on croit que le projet fait en ce moment le tour des deux autres Consuls et du Conseil d'Etat. Cette grande multiplicité de personnes qui, contrairement aux intentions manifestées dans le principe par le gouvernement, a été mise au courant d'une telle négociation, a été et est encore le plus grand

obstacle qu'ait rencontré la conclusion du traité, car chacune d'elles fait ses exceptions. Je suis persuadé que demain dans la journée on saura quelque chose. Je ne me fais pas illusion, je dois m'attendre à de nouvelles attaques ; mais je ne manquerai certainement pas à la loi que Sa Sainteté m'a imposée. Le peu de sécurité de la poste, qui égare si souvent les lettres, m'empêche de vous envoyer les copies des deux rédactions dont j'ai parlé et de mon Mémoire ; je me réserve de vous les faire parvenir dans une occasion plus sûre ».

P. S. — « Je n'ai pas manqué de faire démentir ici la calomnie écrite et imprimée en Italie, de provenance de Naples, à savoir : Qu'à tant de rumeurs soulevées par mon arrivée à Paris, j'avais fourni moi-même un prétexte en écrivant au général Acton une lettre désespérée. J'y aurais dit que je serais sûrement arrêté à Paris, mais que c'était fort beau de souffrir pour la religion. Ma lettre au général Acton, comme aux autres, était très-courte et conçue dans les termes suivants : L'état actuel de la négociation avec la France au sujet des affaires ecclésiastiques a déterminé notre seigneur et maître, après une réunion pleine et entière de tous nos éminentissimes seigneurs les cardinaux, à m'envoyer à Paris. M^{sr} le cardinal Doria me remplace en mon absence ; c'est à lui par conséquent qu'il faudra s'adresser, comme je me fais un devoir de vous en avertir.

« Votre Excellence voit combien est différente une telle manière d'écrire de ce qu'on m'impute ».

Dans une autre lettre du même jour, écrite en chiffres, il s'explique plus nettement encore sur les pénibles débats qu'il a dû soutenir pour déjouer le septième projet du Concordat, en y faisant de nouveau le plus grand éloge de Bonaparte, comme le seul homme du gouvernement qui voulût sincèrement la conclusion du Concordat, tout en craignant encore trop le parti opposé. Consalvi, cette fois, se montre convaincu qu'on ne pourrait guère employer, sans modification, dans la rédaction du Concor-

« Il ne dépendra que de vous de retrouver dans le gouvernement français l'appui qu'il a toujours accordé à vos prédécesseurs, lorsqu'ils ont mis au rang de leurs premiers devoirs de prêcher les maximes tendant à raffermir la paix, les bonnes mœurs et l'obéissance au pouvoir civil.

« Il ne dépend pas de moi que les larmes de l'Europe se tarissent, que la paix générale et l'ordre succèdent aux révolutions et aux guerres.

« Dans toutes les occasions, je prie Votre Sainteté de compter sur le concours de son dévoué fils ».

BONAPARTE.

Cacault, qui restait encore à Florence, devait présenter cette lettre au Pape, et reçut pour cela l'ordre de retourner aussitôt à Rome et de reprendre ses fonctions, comme ministre de France.

Cette mission remplit de joie Cacault, lui qui aimait tant Rome et l'angélique Pontife, dont il avait si noblement secondé les vues au sujet du Concordat. Cacault fut au comble du bonheur quand Talleyrand lui annonça sa conclusion, comme le montre sa réponse (1).

Au ministre des relations extérieures.

Florence, 5 thermidor an ix. (24 Juillet 1801.)

« Citoyen ministre,

« Je vous prie d'agréer mon remerciement de l'attention que vous avez eue de m'informer, par votre lettre du 27 messidor, de la signature de la Convention signée à Paris avec le cardinal Consalvi.

« J'avais remis, aux mains d'Alexandre, le nœud Gordien, que je n'avais pu trancher à Rome. Je suis enchanté qu'il le soit,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

et que mon idée de vous envoyer le secrétaire d'Etat du souverain Pontife ait réussi.

« Cette heureuse nouvelle répandra en Italie la joie et la confiance dans l'âme des bons et le désespoir de nuire dans celle des perturbateurs. Elle persuadera plus qu'aucune autre chose que la France veut véritablement fermer le temple de Janus.

« J'ai l'honneur de vous saluer respectueusement ».

Signé : CACAULT.

CHAPITRE SIXIÈME.

Ratification du Concordat, à Rome et à Paris.

Le gouvernement français recommande à Cacault de hâter la ratification du Concordat : encyclique de ratification. — Bref aux évêques titulaires pour leur demander leur démission ; comment on demande celle des constitutionnels. — Caprara est envoyé à Paris comme légat *a latere* : détails relatifs à cette mission. — Ratification et copies du Concordat ; dépêches de Cacault. — Lettres de félicitation de Bernier au Saint-Père et au cardinal Consalvi pour l'empressement et la complaisance que le Saint-Siège a montrés.

Consalvi arriva le 3 Août à midi précis à Florence, et partit le 5 pour Rome, où il arriva le 7. Cacault l'avait précédé d'un jour.

Les instructions, qu'on avait données à Cacault, pour remplir son message à Rome, étaient conçues dans un grand esprit de conciliation. Il devait d'abord faire accélérer la ratification du Concordat, l'expédition de la Bulle de la nouvelle circonscription des diocèses, l'envoi d'un légat, et tâcher qu'on choisît pour cette importante mission, le cardinal Caprara. On lui demandait ensuite qu'il rédigeât un mémoire sur les privilèges et droits de toute nature, dont jouissait la France, à Rome, avant la Révolution, et qu'il l'envoyât aussitôt à Paris, afin qu'il pût servir de modèle, pour bien rétablir les anciennes relations entre les deux gouvernements. Non moins amicales étaient les assurances qu'il devait donner au gouvernement pontifical relativement à ses affaires temporelles (1).

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

Paris, 8 thermidor an ix. (27 Juillet 1801.)

« Citoyen , le premier Consul s'est montré satisfait de la demande à laquelle le Saint-Père s'est déterminé en envoyant à Paris son secrétaire d'Etat. Les principales bases de la pacification entre la cour de Rome et le gouvernement de la République sont posées, et il convient que cet événement soit signalé en Italie par votre retour à Rome.

« Je vous envoie la copie de la convention qui a été conclue et signée par les plénipotentiaires respectifs des deux gouvernements, la copie du projet de Bulle convenu, et celle du tableau de la nouvelle circonscription des diocèses français. Ces deux dernier projets, ayant été longuement débattus ici, par les ministres plénipotentiaires de Sa Sainteté, ne sauraient être à Rome l'objet d'une discussion bien longue. Le premier Consul désire que toutes ces pièces soient expédiées assez à temps pour qu'elles puissent arriver à Paris avant le 15 Août.

« Les rapports, étant ainsi entièrement rétablis au gré du Saint-Père, entre la cour de Rome et le gouvernement de la République, la nomination d'un légat doit en être la conséquence immédiate ; nous désirons que le choix du Saint-Père se porte sur le cardinal Caprara : cependant, comme l'intérêt principal des deux gouvernements tient à la prompt expédition des affaires, la mesure de l'échange des ratifications ne doit pas dépendre de la nomination, ni du départ du légat du Saint-Siège ; les ratifications peuvent très-bien être échangées à Paris par M^{re} l'archevêque de Corinthe (M^{re} Spina).

« Je vous invite à m'expédier, par le retour du courrier, un mémoire, dans lequel vous me ferez connaître le protocole des formes pratiquées entre la cour de Rome et l'ancien gouvernement de France, ainsi que les droits de toute nature, dont ce gouvernement jouissait à Rome avant la Révolution.

« Pour ce qui regarde les rapports temporels, vous êtes autorisé à faire connaître à la cour de Rome, qu'à dater du 1^{er} fructidor, la ville de Pesaro, et tout le territoire qui a été

côté, par lui, par notre vénérable frère, l'archevêque de Corinthe, et notre cher fils, Père Charles Caselli, ex-général de l'ordre des Servites, et du côté du gouvernement français, par nos chers fils en Jésus-Christ, Joseph Bonaparte et Emmanuel Cretet, conseillers d'Etat, et encore par notre cher fils en Jésus-Christ, Etienne Bernier, prêtre et curé de Saint-Laud d'Angers, après l'avoir examinée soigneusement nous-même, conjointement avec nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Eglise romaine, et l'ayant trouvée telle qu'elle pouvait être confirmée par notre approbation, sans plus long délai par ces lettres apostoliques, nous publions tout ce que nous avons statué et accordé pour le bien de la religion, pour obtenir la conservation de la tranquillité intérieure de la France, et pour accélérer cette paix et cette unité si longtemps désirées, et dont la sainte Eglise puisse se féliciter et se réjouir dans le Seigneur.

« Le gouvernement français a d'abord solennellement déclaré, qu'il reconnaissait que la religion catholique, apostolique, romaine, est la religion professée par la grande majorité des citoyens français. De notre côté nous avons également reconnu que le culte catholique a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de son établissement en France, et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la République.

« Dans cet état des choses, il a été principalement statué que la religion catholique, apostolique, romaine, sera librement exercée en France. Il a été également statué que son culte sera public, eu égard toutefois aux règlements de police, que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

« Comme il a été ensuite jugé absolument nécessaire de s'occuper des sièges épiscopaux, le gouvernement français nous ayant manifesté qu'il désirait qu'il fût fait une nouvelle circonscription des diocèses, nous ferons cette nouvelle circonscription de concert avec le gouvernement et de manière qu'il soit pourvu aux besoins spirituels des catholiques.

« Et parce que, tant à cause de cette nouvelle circonscription

des diocèses, que pour d'autres causes très-graves, il convient d'éloigner tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la perfection d'un si grand ouvrage, justement persuadé que les évêques titulaires des églises de France sont si bien disposés qu'ils feront tous les sacrifices en faveur de la religion, et qu'ils n'auront aucune difficulté de donner même la démission de leurs sièges (ce que plusieurs d'entre eux ont offert depuis longtemps de bon gré à notre prédécesseur, d'heureuse mémoire, dans une lettre digne des plus grands éloges, sous la date du 3 Mai 1791), nous exhorterons les susdits titulaires par nos lettres apostoliques, pleines de sollicitude pastorale, de pourvoir à la paix et à l'unité de l'Eglise. Nous leurs ferons savoir qu'à raison de l'attachement, dont ils sont enflammés pour la religion, nous attendons avec une ferme confiance qu'ils feront tous les sacrifices ci-dessus mentionnés sans en excepter la démission de leur sièges, que le bien de l'Eglise exige. Après avoir fait précéder cette exhortation, et dès que nous aurons connaissance de leur réponse, qui, nous n'en doutons pas, sera conforme à nos vœux, nous emploierons les moyens opportuns, pour pourvoir au bien de la religion, et nous donnerons nos soins, pour que la circonscription des diocèses une fois fixé, les désirs du gouvernement français soient satisfaits.

« Le premier Consul de la République française nommera les archevêques et les évêques, qui devront être préposés aux diocèses de la nouvelle circonscription. Il produira cette nomination dans l'espace de trois mois, qui suivront la publication de la Constitution apostolique : de notre côté, nous donnerons à ceux qui seront nommés l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France, avant le changement du gouvernement.

« On observera la même chose tant pour la nomination que pour l'institution canonique de ceux qui seront substitués dans la suite aux sièges vacants.

« Pour qu'on ne puisse avoir le moindre doute sur les sentiments et l'intention des évêques (quoique sans besoin d'aucun

serment, les évêques connaissent parfaitement, suivant ce qui est prescrit dans l'Evangile, ce qu'ils doivent aux autorités supérieures, et les obligations qu'ils sont tenus de remplir à leur égard); néanmoins, pour que les chefs de la République soient toujours plus assurés de leur fidélité et de leur obéissance, nous avons consenti que les évêques, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêtent entre les mains du premier Consul le serment de fidélité, qui était en usage avant le changement du gouvernement, et qui est exprimé dans les termes suivants : Je jure et promets à Dieu, sur les saints Evangiles, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique, et si dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferai savoir au gouvernement.

« Pour les mêmes raisons, nous avons consenti que les ecclésiastiques du second ordre prêtent le même serment devant les autorités civiles, qui seront désignées par les chefs de la République.

« Comme par le conseil de la divine Providence, qui répand partout ses dons et ses largesses, tout est gouverné dans le monde, nous avons jugé nécessaire et convenable à la piété et à la félicité publique que nous désirons, qu'on implore les secours divins par des prières publiques, pour l'avantage et le salut de la France ; pour cela, dans toutes les églises des catholiques de France, après l'office divin, on fera les prières suivantes : *Domine, salvam fac Rempublicam; Domine, salvos fac Consules.*

« Les diocèses une fois établis, étant absolument nécessaire de fixer aussi les limites des paroisses, nous voulons que leur circonscription soit faite par les évêques, laquelle pourtant n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement.

« Le droit de nommer les curés appartiendra aux évêques, qui ne choisiront que des sujets qui soient doués des qualités

requis par les canons de l'Eglise, et qui, pour que la tranquillité soit toujours plus assurée, soient biens vus du gouvernement.

« Comme il est également nécessaire de pourvoir tant à l'éducation des ecclésiastiques qu'au conseil des évêques pour l'administration de leur église, nous n'avons pas omis que les mêmes évêques aient un chapitre dans leur église cathédrale et un séminaire dans leur diocèse, sans que le gouvernement s'oblige à les doter.

« Bien que nous eussions ardemment désiré que toutes les églises fussent rendues aux catholiques, pour y exercer les fonctions sacrées, cependant comme nous voyons que la chose n'est pas possible, nous nous sommes contenté que toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, soient mises à la disposition des évêques.

« Par une suite de notre volonté constante de condescendre pour le bien de l'unité à tous les sacrifices, auxquels, sauf la religion, on peut condescendre, et pour coopérer, autant qu'il est en notre pouvoir, à la tranquillité de la France, qui serait totalement agitée de nouveau si les biens ecclésiastiques, qui ont été aliénés, devaient être redemandés, et pour que (ce qui est le plus essentiel) l'heureux rétablissement de la religion catholique puisse s'opérer, en suivant les exemples de nos prédécesseurs, nous déclarons que ceux qui ont fait acquisition des biens ecclésiastiques aliénés ne seront nullement troublés par nous, ni par les souverains Pontifes qui viendront après nous ; et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les revenus et les droits qui y sont attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayant cause.

« Mais comme il faut trouver quelque moyen pour pouvoir suppléer à la subsistance et à la décence des évêques et des curés des églises de France, qui sont privés de leur ancien patrimoine, le gouvernement français prend sur lui de pourvoir à la subsistance convenable à l'état de chacun des évêques ou des curés.

